LA POSSIBILITÉ DU BONHEUR

LIVRE PREMIER

La Guerre phénomène de pathologie sociale

CHAPITRE PREMIER

LA FOLIE ET L'ERREUR

Quand un organe accomplit sa fonction d'une manière normale et constante, il est à l'état de santé ; quand il l'accomplit d'une façon anormale et intermittente, il est à l'état de maladie. Une des principales fonctions du cerveau consiste à nous donner la représentation du monde extérieur. Quand il nous la donne exacte et complète, le cerveau est sain ; quand il nous la donne inexacte et incomplète, le cerveau est malade. Au fond, l'inexactitude se ramène à l'implénitude. Les renseignements sont faux parce que partiels (1).

(1) C'est pour cette raison que l'ignorance peut être considérée, dans une certaine mesure, comme une forme de la folie. Voyez le chapitre IV.





Mais dans la pratique, il est bon de distinguer deux cas. Les troubles pathologiques provenant renseignements partiels se rattachent à la catégorie monodéismes ; les troubles provenant des renseignements inexacts, à la catégorie des aberrations.

Les maladies du cerveau comprennent des de pour ainsi dire infinis. L'exactitude des renseignements qu'il nous donne sur le monde extérieur peut varie dans une mesure extrême. Ce qu'il est seulement important de retenir c'est que la maladie de l'esprit es l'*erreur*. Toute erreur est un commencement de folie Quand l'erreur dépasse certaines limites, on se trouv en présence d'un cas d'aliénation mentale nettemen accusé.

L'état pathologique de l'esprit, ou en d'autres termes l'erreur, doit nécessairement à aboutir un état pathologique du corps entier et de la société. En effet, si nous agissons en vertu d'une conception fausse, nous agissons contrairement à l'ordre naturel des choses, donc contrairement à ce qui est normal, donc nous amenons un état pathologique. La vérité est qu'il faut manger pour entretenir son existence. Si un homme s'imagine qu'il faut jeûner entièrement pour réaliser cette fin, il commet une erreur. Elle se décèle immédiatement par l'état pathologique de l'inanition.



Pour agir selon la nature des choses, il suffit d'agir selon les impulsions impératives fondamentales de notre propre être.

L'homme est une créature vivante. Or tout ce qui vit fuit la douleur et recherche le plaisir. Cette phrase revient à affirmer le truisme le plus banal qui se puisse imaginer : à savoir que la vie a pour but la vie. Car rechercher le plaisir et fuir la douleur signifie exalter, amplifier, accroître la vie.

Or il n'est pas nécessaire d'être grand clerc et de chercher bien longtemps pour comprendre que le moyen le plus efficace d'accroître la vie est l'association avec ses semblables. Les plastides unicellulaires, qui nagent dans l'eau, vivent à peine quelques minutes. Mais des plastides associés, en groupes de 60 trillions comme le corps humain, peuvent vivre des années. La vie d'un individu s'exalte et s'amplifie par celle de ses semblables parce que les vies s'additionnent les unes aux autres. Par ses efforts personnels, un savant peut découvrir, par hypothèse, cinq faits scientifiques nouveaux dans le courant d'une année. Mais, grâce aux recherches simultanées de ses collègues, il peut en acquérir dix fois plus dans le même laps de temps.

On peut déduire des lois fondamentales de la bio-

LA POSSIBILITÉ DU BONHEUR

LAND·S

DU MÊME AUTEUR

Une définition de l'Art. Paris, Plon, 1882, brochure.

La Politique internationale. Paris, F. Alcan, 1886, in-8.

Le Protectionnisme. Saint-Pétersbourg, 1890, 1 vol (en russe).

Les Luttes entre sociétés humaines et leurs p successives. 3e édition. Paris. F. Alcan, 1904, 1 vol

La Guerre et ses prétendus bienfaits. Paris, A Colin, 1894, 1 vol. in-12.

Les Gaspillages des sociétés modernes. 2e édition. F. Alcan, 1899, 1 vol. in-8.

Essai de notation sociologique. Paris, Giard et B 1895, brochure.

La federazione europea. Milan, Verri, 1895, brochur

Conscience et Volonté sociales. Paris, Giard et B 1897, 1 vol. in-8.

L'Avenir de la race blanche. 2e édition. Paris, F. 1902, 1 vol. in-12.

La théorie organique des sociétés. Paris, Giard et B 1899, 1 vol. in-8.

La fédération de l'Europe. 2e édition. Paris, F. 1901, 1 vol. in-12.

Les assimilations nationales. Odessa, 1899, brochu russe).

Der ewige Krieg. Berlin, Deutsches Verlagshaus, 1899, brochure.

La Missione del Italia. Milan, Trèves, 1902, 1 vol. in

L'affranchissement de la Femme. Paris, F. Alcan 1 vol. in-12.

L'expansion de la nationalité française. Paris, A Colin, 1903, 1 vol. in-12.

BIBLIOTHÈQUE PACIFISTE INTERNATIONALE

LA POSSIBILITÉ DU BONHEUR

PAR

J. NOVICOW
Membre et ancien Vice-Président
de l'Institut international de Sociologie

PARIS (5e)
V. GIARD & E. BRIÈRE
Libraires-Éditeurs
16, RUE SOUFFLOT ET 12 RUE TOULLIER

1904

LA POSSIBILITÉ DU BONHEUR

LIVRE PREMIER

La Guerre phénomène de pathologie sociale

CHAPITRE PREMIER

LA FOLIE ET L'ERREUR

Quand un organe accomplit sa fonction d'une manière normale et constante, il est à l'état de santé ; quand il l'accomplit d'une façon anormale et intermittente, il est à l'état de maladie. Une des principales fonctions du cerveau consiste à nous donner la représentation du monde extérieur. Quand il nous la donne exacte et complète, le cerveau est sain ; quand il nous la donne inexacte et incomplète, le cerveau est malade. Au fond, l'inexactitude se ramène à l'implénitude. Les renseignements sont faux parce que partiels (1).

(1) C'est pour cette raison que l'ignorance peut être considérée, dans une certaine mesure, comme une forme de la folie. Voyez le chapitre IV.

Pour agir selon la nature des choses, il suffit d'agi[r] selon les impulsions impératives fondamentales de notr[e] propre être.

L'homme est une créature vivante. Or tout ce qu[i] vit fuit la douleur et recherche le plaisir. Cette phrase revient à affirmer le truisme le plus banal qui se puisse imaginer : à savoir que la vie a pour but la vie. Car rechercher le plaisir et fuir la douleur signifie exalter, amplifier, accroître la vie.

Or il n'est pas nécessaire d'être grand clerc et de chercher bien longtemps pour comprendre que le moyen le plus efficace d'accroître la vie est l'association avec ses semblables. Les plastides unicellulaires, qui nagent dans l'eau, vivent à peine quelques minutes. Mais des plastides associés, en groupes de 60 trillions comme le corps humain, peuvent vivre des années. La vie d'un individu s'exalte et s'amplifie par celle de ses semblables parce que les vies s'additionnent les unes aux autres. Par ses efforts personnels, un savant peut découvrir, par hypothèse, cinq faits scientifiques nouveaux dans le courant d'une année. Mais, grâce aux recherches simultanées de ses collègues, il peut en acquérir dix fois plus dans le même laps de temps.

On peut déduire des lois fondamentales de la bio-

Passons du domaine individuel au domaine social. Si nous agissons d'une façon conforme à la nature des choses, la société sera à l'état de santé, ce qui revient à dire qu'elle atteindra la plus grande somme de prospérité réalisable sur la terre. Si nous n'agissons pas conformément à la nature des choses, donc si nous nous trompons, si nous sommes partiellement fous, la société sera à l'état pathologique, ce qui revient à dire qu'elle jouira d'une prospérité restreinte. Maintenant, comme la société n'existe pas en dehors des individus dont elle est composée, quand la prospérité sociale sera grande, celle des individus le sera aussi. Dès qu'on est en présence d'êtres collectifs comme un homme (1) ou une nation, ce qui est dit du tout s'applique aux parties et *vice-versa*. Si les cellules qui constituent un corps sont saines, le corps est sain; si elles sont malades, il est malade.

Maintenant quelle est la manière d'agir, conforme à la nature des choses, qui peut assurer le maximum de prospérité sociale et, par contre coup, de prospérité individuelle?

C'est extrêmement facile à découvrir. C'est d'une simplicité véritablement enfantine.

(1) Notre corps est une société de soixante trillions de cellules.

Pour agir selon la nature des choses, il suffit d'agir selon les impulsions impératives fondamentales de notre propre être.

L'homme est une créature vivante. Or tout ce qui vit fuit la douleur et recherche le plaisir. Cette phrase revient à affirmer le truisme le plus banal qui se puisse imaginer : à savoir que la vie a pour but la vie. Car rechercher le plaisir et fuir la douleur signifie exalter, amplifier, accroître la vie.

Or il n'est pas nécessaire d'être grand clerc et de chercher bien longtemps pour comprendre que le moyen le plus efficace d'accroître la vie est l'association avec ses semblables. Les plastides unicellulaires, qui nagent dans l'eau, vivent à peine quelques minutes. Mais des plastides associés, en groupes de 60 trillions comme le corps humain, peuvent vivre des années. La vie d'un individu s'exalte et s'amplifie par celle de ses semblables parce que les vies s'additionnent les unes aux autres. Par ses efforts personnels, un savant peut découvrir, par hypothèse, cinq faits scientifiques nouveaux dans le courant d'une année. Mais, grâce aux recherches simultanées de ses collègues, il peut en acquérir dix fois plus dans le même laps de temps.

On peut déduire des lois fondamentales de la bio-

Passons du domaine individuel au domaine social. Si nous agissons d'une façon conforme à la nature des choses, la société sera à l'état de santé, ce qui revient à dire qu'elle atteindra la plus grande somme de prospérité réalisable sur la terre. Si nous n'agissons pas conformément à la nature des choses, donc si nous nous trompons, si nous sommes partiellement fous, la société sera à l'état pathologique, ce qui revient à dire qu'elle jouira d'une prospérité restreinte. Maintenant, comme la société n'existe pas en dehors des individus dont elle est composée, quand la prospérité sociale sera grande, celle des individus le sera aussi. Dès qu'on est en présence d'êtres collectifs comme un homme (1) ou une nation, ce qui est dit du tout s'applique aux parties et *vice-versa*. Si les cellules qui constituent un corps sont saines, le corps est sain ; si elles sont malades, il est malade.

Maintenant quelle est la manière d'agir, conforme à la nature des choses, qui peut assurer le maximum de prospérité sociale et, par contre coup, de prospérité individuelle ?

C'est extrêmement facile à découvrir. C'est d'une simplicité véritablement enfantine.

(1) Notre corps est une société de soixante trillions de cellules.

ment entre eux, ils sont des semblables au point de vue biologique. Leur état naturel est donc d'être associés. S'ils sentent ce besoin, c'est que leurs conceptions internes correspondent aux faits externes. S'ils ne sentent pas ce besoin, c'est qu'il n'y a plus corrélation entre les faits externes et les représentations internes, c'est donc qu'il y a erreur, c'est-à-dire, de nouveau, état pathologique.

Au moment où deux gouttes d'eau se trouvent en contact, elles se fondent en une seule parce que leur composition chimique est semblable. Quand deux sociétés humaines entrent en contact (par exemple au moment où Christophe Colomb débarqua en Amérique) elles doivent s'allier immédiatement. En le faisant elles se conforment aux véritables lois de la nature. Mais si deux sociétés mises en contact restent ennemies, elles ne se conforment pas aux lois de la nature, donc elles vont contre ces lois, donc elles sont dans un état de folie.

Quand deux gouttes d'eau se touchent elles obéissent immédiatement aux lois de la chimie et se fusionnent en une seule. De même, dès que des rapports quelconques s'établissent entre deux sociétés humaines, elles en forment, en réalité, une nouvelle, plus grande. Il y a coalescence puisqu'il s'opère une circu-

lation vitale plus vaste au sein des deux substances semblables. Mais si les hommes ne comprennent pas ce fait, s'ils *croient* les deux sociétés différentes, là où la nature met la solidarité, l'erreur de l'esprit humain met l'hostilité. Cette erreur produit des souffrances ou, en d'autres termes, de nouveau, un état pathologique.

L'idée que l'association augmente l'intensité vitale demande à être présentée d'une façon plus concrète pour frapper l'imagination.

Qu'est-ce que, en définitive, qu'une société humaine? Un groupe d'individus qui se croient tenus de se traiter les uns les autres avec justice. Et qu'est-ce que la justice? La possibilité pour tout homme d'atteindre le maximum d'intensité vitale. En Russie les Israélites ne sont pas autorisés à vivre dans toute l'étendue de l'empire mais seulement dans les provinces occidentales. Imaginez qu'un avocat israélite, s'il avait pu s'établir à Moscou, aurait pu gagner 100 000 francs par an. Obligé de vivre dans une région limitée, où les concurrents sont très nombreux, ce même avocat ne peut gagner que 50 000 francs. La loi injuste qui le frappe équivaut à une réduction de ses capacités mentales. En effet, à quoi lui sert d'avoir la faculté de plaider cent procès par an si on ne lui permet pas d'en plaider plus de cinquante. On voit

donc que toute injustice se ramène comme à une mutilation des organes ou de l'intelligence, en d'autres termes, à une diminution de l'intensité vitale. Dans un pays où règne la justice complète, la liberté des citoyens est entière. Injustice signifie limitation des droits de quelques-uns au profit de quelques autres, comme justice signifie respect absolu de tous les droits. Justice et liberté sont donc synonymes. Or il est clair comme le soleil en plein midi que l'homme peut développer ses facultés avec le plus de puissance, c'est-à-dire vivre avec le plus d'intensité, seulement lorsqu'il jouit d'une liberté complète et entière.

Respecter les droits du prochain revient en définitive à développer le maximum d'intensité vitale des hommes qui habitent sur la terre. Or, par le fait de la société chacun profite des facultés de ses semblables. Si donc un homme respecte les droits du prochain, il ne fait, en dernière analyse, qu'exalter ses propres facultés. Ce respect est donc une autopréservation. Comme le but de la vie est l'accroissement de la vie, l'homme qui respecte les droits de ses semblables agit conformément au principe fondamental de sa nature, non en contradiction avec lui. Il est donc en état de santé. Mais quand l'homme viole les droits de ses semblables, il pousse à une diminution de la vie des au-

tres, donc de la sienne propre. Il fait alors de la destruction de sa vie le but de sa vie, il est donc en pleine contradiction avec lui-même, donc dans un état de folie, donc dans un état pathologique.

Or violation des droits du prochain et guerre sont des termes synonymes, car la violation des droits ne peut s'accomplir que par la violence, c'est-à-dire par la guerre. Tant que les sociétés marchent d'accord c'est qu'elles respectent le droit. A l'heure actuelle la Normandie ne cherche pas à violer les droits de la Bretagne et *vice-versa*. Si deux sociétés ne s'entendent pas sur ce qui est le droit, elles peuvent s'adresser à un tribunal composé de gens compétents qui résolvent les difficultés juridiques. Si après cela elles exécutent ponctuellement la sentence, le respect du droit est complet. Comment cet état où domine la raison, c'est-à-dire cet état de santé sociale, peut-il prendre fin? Quand l'une des deux sociétés ou les deux ensemble ne veulent pas s'adresser à un tribunal ou exécuter sa sentence, et quand elles commencent la guerre. Dès que les hostilités sont déclarées, un cas de pathologie sociale se produit. En effet, la sentence du tribunal est basée sur la *raison*. La sentence des canons résulte du hasard. Or dès que des êtres humains ne veulent pas se conformer à la raison, c'est

qu'ils sont fous, donc qu'ils sont dans un état de pathologie mentale.

Je n'affiche pas un seul instant la prétention d'avoir fait une découverte en affirmant que la guerre est un état de pathologie sociale. Cette découverte est très ancienne. Depuis des siècles, quand on voit la foule commettre des violences, en quelque occasion que ce soit, on dit qu'il y a « trouble » dans la société. Or trouble signifie un état pathologique. Il y a trouble dans le système nerveux, par exemple quand il ne fonctionne plus d'une façon normale.

Et il est mathématiquement exact de dire que les violences commises par la foule sont des « troubles » sociaux parce qu'elles se ramènent à des cas pathologiques chez les individus. Considérons, en effet, comment ces violences populaires se produisent. Elles éclatent quand les hommes agissent sous l'influence d'une seule passion, quand ils sont sujets au monoidéisme qui est un cas de folie. Les faits les plus vulgaires, un cri qui cause la panique, amènent des ruptures d'équilibre mental. Alors la foule, ne se dominant plus, peut commettre les pires violences. Aussi longtemps que la foule se maîtrise, donc que les individus qui la composent gardent leur équilibre mental (c'est-à-dire à l'état de santé psychique), l'ordre n'est

pas troublé, ou, en d'autres termes, les droits du prochain sont respectés (1).

Entre le combat à coups de poings et de bâtons qui se produit spontanément dans une réunion publique et les « glorieuses » campagnes d'un Napoléon Ier il n'y a qu'une différence de degré, non de nature. La guerre est un trouble international, comme une émeute est un trouble national. Les limites posées par nos conventions diplomatiques n'ont parfois absolument rien de commun avec la réalité des faits. A l'heure actuelle, la France et l'Angleterre sont déjà, dans une forte mesure, un seul et unique organisme, puisque la circulation vitale (denrées, individus et idées) qui se produit entre ces deux sociétés est constante et d'une intensité énorme. Elle est plus grande entre la Normandie et l'Angleterre, par exemple, qu'entre la Normandie et la Bretagne. Si les Normands se sentent plus solidaires des Bretons que des Anglais, cela veut dire simplement que les Normands se trompent, non qu'en réalité leur solidarité vitale (2) avec les Anglais soit inférieure à

(1) Les agitateurs qui poussent à la violence sont comme des empoisonneurs distribuant une drogue qui enlève la raison.

(2) J'entends par ce mot l'ensemble des transactions économiques et intellectuelles qui se produisent entre ces deux groupes. Je fais abstraction, pour un moment, des liens politiques et nationaux.

leur solidarité vitale avec les Bretons. De nos jours, si on considère les choses d'un point de vue réaliste, on doit reconnaître qu'une guerre entre la France et l'Angleterre serait aussi bien un trouble interne qu'une guerre entre la Normandie et la Bretagne. Je pourrai citer de nombreux exemples démontrant que la distinction entre ce qui est trouble civil et guerre étrangère est purement subjective et conventionnelle. En 1866, la Prusse et la Bavière se firent la guerre. D'après la constitution de 1815, la Prusse et la Bavière étaient considérées, au sein de l'Allemagne, comme des Etats souverains. Leurs hostilités, en 1866, était donc, par fiction diplomatique, une guerre étrangère. Cette même Prusse et cette même Bavière se sont unies, en 1870, par un lien différent de celui de 1815. A partir de ce moment un conflit armé entre la Bavière et la Prusse doit être considéré comme un trouble civil. Depuis 1866 les Bavarois et les Prussiens n'ont changé cependant ni de langue ni de mœurs. La seule chose qui s'est modifiée c'est qu'ils sont liés par une autre convention. Mais cette autre convention est le résultat d'une transformation dans les esprits (1) donc d'une transformation de l'ordre subjectif.

(1) Car ils ont voulu, en 1870, d'un arrangement dont ils n'avaient pas voulu en 1815. Si les Bavarois et les Prussiens

Des hommes qui se trouvent en contact ne peuvent pas ne pas agir les uns sur les autres. Ils le voudraient que cela serait impossible. Par exemple, les Allemands agissent à chaque minute sur le destin des Français et *vice-versa*. Imaginez que le pouvoir politique tombe demain en Allemagne aux mains d'un parti qui consentît à régler la question de l'Alsace-Lorraine par un plébiscite populaire. Aussitôt la prospérité des Français ferait un bond prodigieux. Ils seraient débarassés d'un seul coup d'une masse énorme de maux de tout genre. Or les relations dans lesquelles une société se place vis à vis d'une société voisine ne peuvent être que respectueuses du droit ou violatrices du droit. Si elles sont respectueuses, les deux sociétés, quelles que soient les fictions diplomatiques, forment, en réalité, un seul corps juridique. C'est l'état normal, l'état de santé. Si les relations sont violatrices du droit, c'est que la folie l'emporte sur la raison, donc qu'il y a cas pathologique.

J'ai dit plus haut que depuis des siècles on considère toute violation des droits du prochain comme un

avaient voulu, en 1815, les arrangements de 1870, l'empire d'Allemagne aurait existé depuis 1815. Sous le nom de Bavière, j'entends ici, l'ensemble des États Allemands.

trouble social et que ce point de vue n'était nullement une découverte de moi. En affirmant cela j'ai eu tort et raison. Pour ce qui est des rapports de l'ordre civil, cette vérité est vieille et banale. Mais pour ce qui est des rapports internationaux, cette vérité est nouvelle et si radicale qu'elle est encore rejetée par l'immense majorité des hommes. Cependant par mille voies on s'achemine vers sa reconnaissance. Je suis heureux de pouvoir citer à ce propos les paroles d'un savant Anglais, car les Anglais, on le sait, sont en général intraitables sur le chapitre de la guerre étrangère. Ils lui vouent une adoration superstitieuse.

Voici comment s'exprime le savant en question, M. J. Collier : « La guerre dans toutes ses phases est un phénomène pathologique comme une opération chirurgicale, une collision sur mer, ou une explosion dans un laboratoire de chimie. Quatre-vingt-dix-neuf pour cent des processus normaux de la nature sont d'un caractère entièrement différent. La cohésion moléculaire, l'attraction, l'affinité chimique, l'assimilation biologique et l'union sociologique sont des formes diverses du même fait. La guerre consiste dans des collisions relativement rares. La lutte véritable est dans les efforts faits par les individus ou les collectivités pour emporter les obstacles, pour mettre toutes leurs forces au dehors, pour éla-

borer de nouveaux produits, pour s'individualiser. Le conflit contre les autres hommes est un simple accident de la bataille véritable. La guerre n'est pas le type de l'effort social ; c'est l'action d'une société se trouvant dans un état de maladie » (1).

L'existence de l'homme est une succession d'états sains et d'états pathologiques. Pendant les périodes de santé, les organes fonctionnent d'une façon normale et il résulte un accroissement de vie, un gain, d'abord sous forme de croissance externe (de l'enfance à la jeunesse), puis de croissance interne sous forme d'accumulation de connaissances (de la jeunesse à l'âge mûr). Quand l'état morbide apparait, au lieu de gain, il y a perte, au lieu d'accroissement d'intensité mentale, diminution.

De même les sociétés humaines passent alternativement par des périodes où la raison triomphe et des périodes où elle succombe, en d'autres termes, par des périodes de santé et de maladie. Dans les périodes de raison, les droits du prochain sont respectés. Alors la production économique et intellectuelle prend un puissant essor, l'agriculture et l'industrie prospèrent, les lettres et les arts florissent. Il y a accroissement

(1) *Knoledge* de juin 1903, p. 139.

d'intensité vitale dans la société. Dans les périodes de folie, le droit n'est pas respecté, la guerre éclate. Alors la production économique et intellectuelle faiblit, l'agriculture et l'industrie tombent en décadence, les lettres et les arts sont négligés ; l'intensité vitale de la société diminue. La France après les invasions anglaises, au xve siècle, l'Allemagne après les terribles hécatombes de la guerre de Trente ans étaient redevenues des solitudes.

Telles sont les réalités positives. Maintenant comment l'état de folie qu'est la guerre a-t-il pu être considéré comme une gloire, et l'état de raison qu'est le respect du droit comme une dégradation ?

L'explication de ce phénomène étrange est très facile. Les hommes ont cru que la guerre est un bien parce qu'ils ne voyaient pas la vérité. Les hommes sont malheureux parce que stupides. S'ils étaient plus intelligents, ils pourraient, d'un seul coup, du jour au lendemain, se débarasser des trois quarts des maux qui les accablent.

Le terme *stupide* (et qu'on veuille bien m'excuser d'employer ce mot rude mais par cela même énergique) se ramène à la notion d'étroitesse d'esprit et d'ignorance. Or l'ignorance étant une non concordance entre le fait externe et l'image interne, l'ignorance est

un aspect particulier de la folie. Nous revenons de cette façon à notre point de départ et nous fermons le cercle : l'état pathologique de l'individu amène l'état pathologique de la société, parce que les phénomènes sociaux sont la résultante des conceptions psychiques des individus.

Il suffit de ne pas se tromper pour ne pas souffrir. La prospérité sociale est en raison inverse de l'erreur. Je veux exposer dans les pages qui suivent quelques-unes des aberrations les plus grossières qui réduisent dans une mesure immense la somme de notre bonheur. Puis, je montrerai par suite de quelles circonstances nous pourrons nous en débarrasser. Ainsi, après avoir décrit les maladies dont nous souffrons, j'exposerai comment nous pourrons en guérir.

CHAPITRE II

LE MONOIDÉISME TERRITORIAL. — LA SOIF DES CONQUÊTES

Je vais montrer dans les chapitres suivants que, toutes les fois que les sociétés aboutissent à la guerre, on est en présence d'un état pathologique des esprits se manifestant sous forme d'erreur.

Un des aspects des plus répandus de l'aliénation mentale est ce qu'on appelle le monoidéisme. C'est un cas où l'esprit est envahi par une seule idée qui finit par étouffer toutes les autres. Comme notre cerveau, à l'état de veille, reçoit constamment un afflux de perceptions nouvelles, quand cet organe est normal et sain, il combine ces différentes perceptions et les coordonne en raison directe de leur intensité. Dès que cette coordination cesse, dès qu'une seule idée l'emporte sur les autres c'est qu'il n'y a plus corrélation entre le monde externe et interne, c'est que le fonctionnement

de l'organe devient imparfait, c'est qu'il y a état pathologique.

Or parmi les idées politiques qui dirigent aujourd'hui les nations civilisées il y en a une qui domine toutes les autres au point d'être positivement un monoidéisme pathologique : c'est la soif des conquêtes territoriales, la folie que j'ai qualifiée autre part de *kilométrite* (1).

A l'heure actuelle la paix armée ruine les nations et empêche la réalisation des réformes sociales les plus urgentes. Or cette paix armée provient de la folie des kilomètres carrés.

Les hommes qui tiennent actuellement dans leurs mains les destinées du peuple allemand (ils sont une minorité, mais obéie par la nation entière) disent : « Nous consentirons à verser la dernière goutte de notre sang, mais nous ne consentirons pour rien au monde à laisser les Alsaciens-Lorrains libres de disposer de leur destinée. S'ils étaient libres, ils s'annexeraient immédiatement à la France et le territoire de l'Allemagne serait diminué. Nous ne le souffrirons jamais. Le traité de Francfort est intangible ».

(1) Voir ma *Fédération de l'Europe*, Paris, F. Alcan 1901.

La question de l'Alsace-Lorraine ne pouvant être résolue conformément au droit, la France reste armée jusqu'aux dents ; l'Allemagne aussi. Les autres nations sont obligées de suivre ces deux grandes puissances. Tout espoir d'une union fédérale européenne vient se briser contre ce roc ; l'anarchie internationale est maintenue et des millions de créatures humaines sont condamnées à vivre dans la plus noire misère.

On voit donc que le gouvernement de Berlin subordonne tout à la possession des 14 513 kilomètres carrés qui constituent le butin de 1871. Ce gouvernement ne se soucie en aucune façon du profond dénuement dans lequel languissent les populations germaniques. Il ne daigne pas s'apercevoir que, sur 100 allemands, 40 ont un revenu de 246 francs par tête et par an et 54 autres seulement 345 en sorte que sur 100 Allemands il y en a *seulement 6* qui ont un revenu supérieur. On se demande comment des créatures humaines peuvent vivre avec 345 francs *par an* ! Il est clair qu'avec un revenu aussi modeste il leur est difficile de se procurer une alimentation suffisante. Ainsi donc 94 pour 100 des Allemands ne mangent jamais à leur faim. Cela ne touche en aucune façon le gouvernement impérial.

Il ne se préoccupe pas davantage de la culture allemande. Il est évident qu'avec un revenu annuel de

345 francs on ne peut guère se payer le luxe d'une grande bibliothèque. De plus, talonné par le besoin, il reste bien peu de temps pour cultiver l'esprit. Aussi une grande majorité du peuple allemand n'achète pas deux volumes dans son année. Le gouvernement impérial se désintéresse encore de la culture allemande à un autre point de vue. D'abord, en enlevant pour la caserne la fleur de la jeunesse à l'âge le plus admirable de la vie, il tue des milliers de germes d'intellectualité et de sentiment qui auraient pu s'épanouir de la façon la plus magnifique. Ensuite, en faisant régner le sombre esprit du militarisme, le gouvernement impérial affaiblit la puissance de sympathie du peuple allemand, donc il affaiblit sa puissance d'expansion nationale. Enfin le gouvernement impérial ne se soucie en aucune façon des souffrances innombrables que le service militaire impose nécessairement : séparation de la famille, séparation de la femme aimée, fatigues de tout genre à l'exercice, sans parler des mauvais traitements, si fréquents encore, hélas, et si funestes et pour le physique et pour le moral. Le gouvernement impérial reste aussi complètement indifférent aux souffrances de 1 600 000 Alsaciens-Lorrains qui vivent dans des conditions absolument contraires à leurs désirs et qui en ressentent l'amertume à toutes les heures de leur exis-

tence. En second lieu, le gouvernement impérial oubli qu'il y a encore 38 millions de Français qui porten au cœur une blessure douloureuse. Enfin il oublie qu 300 millions d'Européens, par suite du traité d Francfort, subissent des misères innombrables provenan de la paix armée. Et ce n'est pas seulement la richess de ces 300 millions d'Européens qui est atteinte, c'es aussi leur civilisation. Sans la question de l'Alsace-Lorraine la fédération de l'Europe serait parfaitemen possible. Songez quel élan magnifique des cœurs e des pensées serait réalisé si la stupide et abjecte anarchie de nos jours était remplacée par une organisation internationale garantissant les droits de tous les Etats. Notez que les 300 millions d'Européens dont le gouvernement de Guillaume II se préoccupe si peu sont les *semblables* des Allemands. Cela par la plus manifeste de toutes les raisons. Parce que le bonheur de ces Européens peut exercer un contre coup immédiat sur celui des Allemands. Imaginez, en effet, les 140 millions de Russes devenus cinq ou six fois plus riches qu'à l'heure actuelle. Immédiatement, en achetant aux Allemands cinq ou six fois plus de produits, ils contribueront à accroitre leur prospérité.

On voit donc quelle masse de considérations de tou genre (et je n'ai fait allusion qu'aux principales) son

complètement négligées par le gouvernement allemand, au profit d'une seule : la possession de l'Alsace-Lorraine. Il est impossible de donner un exemple plus typique de monoidéisme social.

La Pologne en est un autre, moins accusé, cependant, que celui de l'Alsace-Lorraine, parce que les Allemands sont de beaucoup supérieurs aux Russes comme développement intellectuel et comme civilisation. Ayant plus de lumières, s'ils se trompent dans une mesure aussi forte que les Russes, les Allemands manifestent un monoidéisme arrivé à un état plus aigu.

Comme je l'ai dit plus haut, l'état pathologique de l'esprit provient de l'erreur. Examinons quelles sont celles qui ont produit la soif des conquêtes.

Elles sont innombrables. J'en ai déjà fait l'analyse plus d'une fois (1). Je ne veux pas la recommencer ici dans toute son ampleur. Très rapidement je veux exposer seulement quelques-unes des plus grossières.

Comme on l'a vu au chapitre précédent, justice est synonyme d'expansion de la vie. L'homme ne peut atteindre le maximum d'intensité vitale qu'en respectant

(1) Voir ma *Guerre et ses prétendus bienfaits*, Paris Colin 1894 et ma *Fédération de l'Europe*.

scrupuleusement les droits de ses semblables. Ce qui est vrai des individus au sein de l'Etat est vrai, dans la même mesure, des nations au sein de l'humanité. Leur intérêt primordial, immédiat, concret et positif est de respecter les droits des nations voisines. C'est uniquement par ce respect scrupuleux que peut s'établir la sécurité internationale, c'est-à-dire la possibilité du maximum de bien-être.

L'amplitude d'une erreur est en raison directe de l'évidence de la vérité qu'elle méconnait. Si un homme vient affirmer que deux et deux ne font pas quatre, il se trompe dans une mesure aussi énorme que cette affirmation est incontestable.

Quand on méconnait une vérité aussi évidente que l'impossibilité d'établir la sécurité internationale sans respecter les droits des nations voisines, on tombe naturellement dans une erreur si colossale qu'elle confine à la folie.

Il est impossible d'arracher une province aux voisins sans violer les droits de ces voisins. Dès qu'on comprend que l'intérêt primordial d'une nation est de respecter les droits des autres, on comprend également qu'il est *désavantageux* de s'emparer des provinces de autres, c'est-à-dire de faire des conquêtes violentes. Ainsi donc tout le problème international se ramène

cette idée : comprendre qu'il n'est pas avantageux de s'emparer des provinces du voisin. Quand on se sera rendu compte qu'il y a *désavantage* à violer les droits du voisin, personne ne *voudra* faire de conquêtes violentes et immédiatement l'ordre international remplacera le désordre et l'anarchie qui existent de nos jours. La fédération de l'humanité deviendra un fait accompli. Actuellement les nations sont ennemies parce qu'elles veulent s'arracher des provinces. Mais qu'elles n'aient plus ce désir. Immédiatement l'antagonisme disparaîtra comme par enchantement et fera place à la plus complète solidarité, parce que les nations ont des milliers et des milliers d'intérêts communs (commerce, industrie, art, littérature, etc.). Actuellement le souci de tous ces intérêts est étouffé par la folie des conquêtes ; mais que l'on guérisse de cette maladie, et immédiatement l'importance écrasante des intérêts économiques et intellectuels crèvera les yeux des plus aveugles.

Quelques nations européennes ont déjà guéri du monoidéisme kilométrique : les Suisses, les Belges, les Hollandais, les Danois, les Norvégiens, les Suédois. Ces nations ont renoncé à s'emparer des provinces du voisin par la force des armes. Et qu'on ne vienne pas dire que c'est uniquement parce qu'elles sont faibles.

La Serbie et la Grèce sont plus faibles que la la Hollande, cependant elles n'ont pas reno politique active. De plus une nation faible p jours faire la guerre en s'alliant aux fortes (1). caractérise spécialement la politique de la natic par exemple, c'est qu'elle a renoncé de sa pr lonté à faire des conquêtes violentes et cela dé longtemps.

Il est clair que si toutes les nations eur comprenaient leur intérêt de la même faço Suisse, la sécurité la plus absolue s'établirait i tement sur notre continent. Si la France, par était *sûre* que l'Allemagne ne veut pas l'attaq l'Allemagne avait la même conviction vis-à- France et de toutes autres puissances, il serai de conserver un seul régiment sous les arme dération de l'Europe serait faite alors *ipso fac* dès que les nations veulent s'emparer des pro voisin, la sécurité s'évanouit immédiatemen un fantôme.

C'est faute de comprendre que la sécurité n'est possible que par le respect des droits

(1) Tel a été le cas de la Savoie pendant tous les dernes.

cherchée ailleurs, dans la puissance militaire. De là la soif des conquêtes. En effet aussi longtemps que chaque Etat ne pouvait compter que sur ses propres forces pour se défendre, plus ces forces étaient considérables, plus la défense pouvait être efficace. D'autre part, à une époque où la connaissance des phénomènes sociaux était pour ainsi dire nulle, on était porté à croire que la force d'un Etat était proportionnelle au nombre de ses habitants. Comme les hommes sont fixés sur des territoires, on s'imagina que la force était en raison directe de l'étendue. Il n'y a pas de plus grossière erreur. Mais jusqu'à cette heure les plus grands génies politiques en sont imbus. Tant qu'on crut que l'acquisition de nouvelles provinces augmentait les forces de l'Etat, on considéra ces acquisitions comme le suprême bien. Inversement la perte d'une province fut tenue pour la pire des calamités. De ces deux idées, également fausses, provient la soif des conquêtes, le monoidéisme territorial.

Il va sans dire que la puissance d'un Etat vient aussi de ses ressources financières. Ici encore, par suite de la profonde ignorance des gouvernements anciens, on fut porté à confondre les phénomènes de l'ordre civil avec ceux de l'ordre politique. Cette confusion fut d'autant plus profonde qu'au moyen-âge la distinction

entre les biens du souverain et ceux de l'Etat était assez vague. Les monarques féodaux furent souvent des particuliers possédant de grandes terres et tirant de leur revenu personnel les ressources nécessaires pour exercer leur pouvoir politique. Comme les revenus des particuliers étaient, la plupart du temps, en raison directe de l'étendue de leurs domaines, on crut que les revenus du souverain seraient aussi en raison directe de l'étendue territoriale de l'Etat. De là, de nouveau, la soif des conquêtes. On ne s'apercevait pas que l'acquisition d'une province nouvelle pouvait exiger une mise de fonds supérieure à ce qu'elle pouvait rapporter. Certaines conquêtes étaient donc de mauvaises spéculations qu'un grand politique doublé d'un financier n'aurait jamais entreprises. De plus on ne s'apercevait pas qu'il y a une différence capitale entre un bien foncier et une domination politique. Peu importe qui est le propriétaire de la maison que loue un individu, car les rapports entre propriétaire et locataire se bornent à des faits de l'ordre financier. Mais il importe beaucoup de savoir qui gouverne un pays parce qu'entre le gouvernement et les citoyens il s'établit des rapports innombrables qui exercent une influence considérable sur la prospérité générale. Sitôt qu'une domination est contraire aux vœux des populations, il y a antagonisme

entre les gouvernants et les gouvernés. Pour dompter ces derniers il faut de fortes dépenses. De là vient fort souvent que le revenu net d'un souverain peut être non pas en raison directe mais, au contraire, en raison inverse de l'étendue de ses Etats. Mais les gouvernements anciens comprenaient mal ces faits si élémentaires et persévéraient niaisement dans leur folie kilométrique.

Enfin, en dehors des phénomènes politiques la soif des conquêtes méconnaissait encore une vérité économique des plus incontestables, mais, hélas, encore bien peu comprise même de nos jours.

La richesse est l'ensemble des transformations utiles que les hommes, vivant à un moment donné sur le globe, peuvent opérer par leur travail. Sitôt qu'un membre de la communauté humaine cesse de produire pour voler le prochain ou pour arracher des territoires de l'Etat voisin, la production s'amoindrit et la richesse diminue. Croire qu'on peut s'enrichir en s'emparant des biens d'autrui revient donc à croire qu'on peut accélérer l'accroissement de la richesse en ralentissant cet accroissement. C'est une contradiction pure. Mais les hommes n'ont pas compris leur erreur pendant de longs siècles et ne la comprennent pas bien encore de nos jours. Imaginez le globe entier complètement pacifié. Immédiatement la production atteindrait son

point culminant puisqu'il n'y aurait plus un seul frelon dans la ruche. En effet, le frelon est surtout le guerrier brutal qui ne produit pas mais qui arrache le produit du voisin. Sans le guerrier il n'y aurait pas de violence. Sans la violence le droit régnerait partout. Personne ne pourrait rien enlever au prochain. Tout le monde serait donc obligé de vivre de son propre travail. Avec le globe pacifié, la masse des richesses produites pourrait facilement décupler. Les souverains qui reçoivent aujourd'hui cinq millions de liste civile pourraient alors en recevoir cinquante (1). Par malheur ni les souverains ni les gouvernements ne comprennent ces vérités élémentaires. On ne voit pas encore nettement que la politique des conquêtes et de la rapine ne peut mener qu'à la misère et que la politique du respect scrupuleux des droits peut seule assurer le bien-être. Pour pouvoir tirer les classes déshéritées de l'épouvantable misère où elles languissent actuellement, il faut que les hommes n'emploient pas une seule minute à *détruire* la richesse par la guerre et les armements ; il faut qu'ils emploient tout leur temps à la *produire*.

(1) On dira peut-être que les peuples ne voudront pas augmenter les listes civiles. C'est un autre ordre de considérations. Mais toujours les listes civiles sont au prorata des revenus généraux des nations.

Le but de l'activité politique de l'Etat est l'établissement d'un ordre international permettant à chaque citoyen de se consacrer uniquement au travail. Le but de l'activité de l'Etat est de l'ordre *civil* et nullement, comme on le croit généralement encore, de l'ordre destructif, de l'ordre criminel. Le but de l'Etat est de faire *régner* la justice internationale, non de la *violer*. Par malheur, jusqu'à présent, on pense le contraire. On s'imagine que le but de l'activité politique est l'accroissement territorial, c'est-à-dire la rapine et la violence.

Les aberrations dont je viens de parler sont fort anciennes. Aussi notre mentalité a été complètement façonnée par elles. De là une série d'erreurs accessoires qui sont venues se greffer sur l'erreur fondamentale.

Comme les changements territoriaux, depuis de longues années, se sont accomplis après des flots de sang versé, on s'imagine que, jusqu'à la fin des siècles, il doit en être ainsi. La vie amène tous les jours des besoins nouveaux. Des combinaisons territoriales, bonnes à un certain moment ne le sont plus à un certain autre. On ne veut pas se donner la peine de réfléchir. On ne veut pas comprendre que les changements territoriaux peuvent parfaitement se réaliser

par des moyens légaux, par le libre consentement d citoyens. Or ce qu'on a tant de peine à se représent à l'heure actuelle peut non seulement s'effectuer sa difficulté mais *doit* se pratiquer d'une façon constan et exclusive. Sitôt qu'une population ne veut plus fair partie d'une combinaison politique, elle doit être com- plètement libre d'en sortir. Peu doit importer au Allemands, aux Français, aux Russes où sont les fron- tières de leurs pays. Ce qui doit leur importer seule- ment c'est que les populations qui constituent leurs patries soient aussi heureuses que possible, en d'autres termes que leurs droits soient scrupuleusement res- pectés.

Il est impossible de fonder la justice et la paix du monde sur un principe différent.

Tant qu'une nation dira : « cette province m'appar- tient, parce qu'elle a été conquise par le sang des an- cêtres » on restera dans la sauvagerie, donc dans l'anarchie et la misère. C'est quand tout le monde dira : « les limites des Etats sont établies par le libre consentement des citoyens » que l'on entrera dans la période de la raison, du droit, donc dans celle de la civilisation et du bien-être.

Une fois que cette vérité sera comprise, notre con- ception de l'honneur sera modifiée du tout au tout. En

effet dire : « nous verserons la dernière goutte de notre sang plutôt que de céder des provinces conquises par nos aïeux » revient à dire : « nous mettons notre orgueil suprême à ne pas nous laisser guider par la raison ». Quel singulier point d'honneur et combien dégradant ! Nos ancêtres, en pratiquant la violence au lieu du droit, se sont trompés. Ils étaient ignorants ; ils comprenaient mal le jeu des phénomènes politiques. Faire une chose, non parce qu'on la juge bonne, mais parce que les ancêtres l'ont faite, c'est renoncer à la raison, attribut caractéristique de l'homme qui fait sa noblesse, c'est redescendre vers l'animalité. A un autre point de vue, ne pas se guider sur la raison, c'est se guider sur la déraison, c'est tomber dans la folie, c'est vouloir sa propre destruction. Il est glorieux et honorable de respecter les droits d'autrui ; il est honteux et dégradant de les violer. Par le traité de Francfort les Allemands violent les droits de 1 600 000 Alsaciens-Lorrains et de 38 millions de Français. Le traité de Francfort n'est donc pas une gloire pour l'Allemagne, mais une honte. Et tous les traités analogues, conclus par les autres pays, sont dans le même cas. L'atmosphère de violence dans laquelle l'humanité vit depuis tant de siècles nous empêche seule de comprendre des vérités aussi élémentaires. Violer les droits des hommes

est honteux parce que c'est malfaisant pour le violateur lui-même, comme je l'ai montré au chapitre précédent. C'est honteux parce que c'est un cas de folie.

L'idée du patriotisme sera également modifiée d'une façon complète par la juste compréhension des phénomènes politiques.

Un sociologue de mes amis, pour me donner une preuve de l'éclipse du sentiment patriotique en France, me rapportait ce mot qu'il avait entendu dire par un jeune industriel de son pays : « Si les affaires marchent.. je ne me f... pas mal du reste ! » Eh bien cet industriel, en réalité, était le *vrai* patriote. Que faut-il, en effet, pour que les affaires marchent? Que l'ordre et la justice règnent partout. Sitôt qu'il y a violence, oppression, négation des droits, il y a trouble social, état pathologique. La sécurité et la justice sont les seuls besoins *réels* des nations. Le reste est imaginaire, donc faux, donc malfaisant. Dans l'idée de mon ami le sociologue, l'industriel n'était pas patriote parce qu'il ne se souciait pas de la *grandeur* de son pays. Or cette « grandeur » n'est autre chose que l'appropriation des territoires étrangers. On a dit ironiquement que le socialisme était l'argent des autres. Mais on peut dire sans ironie aucune que le patriotisme nationaliste c'est les provinces des autres. Ainsi les hobereaux prussiens

affirment qu'il est patriotique de conserver l'Alsace-Lorraine qui appartient de droit à la nation française, parce que les populations de cette province ne veulent pas faire partie de l'Allemagne (1).

Ce qui montre encore que le patriotisme, entendu dans le sens des conservateurs, c'est les provinces des autres, c'est que ceux qui ne veulent pas de ces provinces sont traités de « sans patrie ». Les socialistes allemands se sont attiré maintes fois cette appellation injurieuse, parce qu'ils voulaient laisser les Alsaciens maîtres de choisir librement leur patrie, c'est-à-dire de se détacher de l'Allemagne si tel était leur bon plaisir.

Le *vrai* patriotisme est justement l'opposée du monoidéisme territorial. Il consiste à vouloir le maximum de bien-être et de développement intellectuel pour l'ensemble de la nation à tous les degrés de la hiérarchie sociale. Et ce patriotisme vrai est l'antipode du faux, parce que le bien-être d'une nation n'est possible que

(1) On le conteste à Berlin. On dit que les Alsaciens ne voudront plus retourner à leur ancienne patrie. Mais cette affirmation n'a aucune espèce de valeur aussi longtemps que les Alsaciens ne seront pas consultés. Or si les Allemands sont sûrs que la consultation leur sera favorable, ils sont bien simples de ne pas la laisser faire.

par le bien-être de toutes les autres. Qui est un patriote, dans la signification concrète et positive de ce terme, doit être *en même temps* ce que les conservateurs appellent dédaigneusement un humanitaire. Pour être patriote il faut mettre le droit au-dessus de la force. Quand on n'a pas cette idée, on n'est pas un patriote, on est un aveugle ou un fou.

Je m'exprime d'une façon raide et tranchante... On me le reprochera sans doute. Qu'importe ! Comme dit le fameux vers de Barbier :

La haine du mal enfante l'hyperbole.

Et il n'y a pas ici la moindre hyperbole. C'est la froide constatation de la plus positive des vérités : sans la stricte justice internationale on ne sortira jamais de la misère. Le bien-être est en raison directe de la somme de justice.

Peu à peu l'opinion publique commence à se rallier à cette manière de voir et, tous les jours, avec une force grandissante. Le temps où la politique de proie va paraître désavantageuse n'est peut-être pas bien loin. La conquête quand même par *fas et nefas* ne paraît plus le suprême bien (1). Le Maroc peut servir

(1) On me permettra de citer un fait pour montrer combien certains grands hommes devancent parfois leur époque. Henri IV,

d'exemple. Les militaristes français voudraient l'avaler comme une bouchée. Mais un immense parti en France ne veut pas entendre parler de cette conquête. Il soutient qu'il « ne faut pas éparpiller cent mille hommes dans le Maghreb et semer les millions sur la route de Fez pour annexer de nouveaux territoires et faire le jeu de l'Angleterre ».

Voilà certes un langage nouveau qu'on n'aurait pas entendu proférer il y a quelques années à peine. Car alors c'était la France qui désirait annexer le Maroc et l'Angleterre qui s'y opposait comme contraire à ses intérêts.

en proposant l'établissement de la « République européenne » consentait à amoindrir le territoire de la France dans l'intérêt de l'Europe. Ainsi Henri IV était déjà guéri de la kilométrite dont sont encore affectés tant de souverains, trois siècles après lui.

CHAPITRE III

LE MONOIDÉISME NATIONALISTE. — LE DESPOTISME INTERNE

Le monoidéisme territorial a eu les conséquences les plus funestes pour l'humanité. Il a engendré le despotisme politique. La spoliation externe est la source de la spoliation interne. En effet, quand un Etat s'emparait des domaines d'un autre, c'était pour en retirer certains bénéfices. Ces bénéfices prenaient en premier lieu la forme de l'impôt en argent et de l'impôt du sang. Comme les populations vaincues ne tenaient en aucune manière à acquitter ces deux prestations, il fallait les y contraindre. De là le despotisme. Or despotisme signifie uniquement limitation des droits de certains individus au profit de certains autres : des sujets au profit du prince ou de la classe gouvernante. Les vainqueurs essayèrent souvent d'imposer le despotisme aux seuls vaincus. Mais la plupart du temps

cela fut impossible. Ils durent aussi le subir eux-mêmes. Ainsi le gouvernement russe a interdit aux Polonais d'acheter des terres dans les provinces occidentales de l'empire. Alors les Russes qui désirent acquérir des terres dans ces régions sont aussi obligés de demander l'autorisation au gouvernement. Car, si tous n'étaient pas tenus de demander l'autorisation, comment pourrait-on éliminer les Polonais? Or le général-gouverneur de Kief, qui accorde ces permissions, est libre de les refuser à un Russe. De cette façon, par suite de la limitation des droits des vaincus Polonais, les droits des vainqueurs Russes sont limités également. On pourrait donner des centaines d'exemples de ce genre. Imaginez que l'homme n'eût jamais été affecté du monoidéisme territorial. Il n'y aurait pas eu alors de conquêtes. Les nations seraient composées de communes agglomérées de plein gré. Il n'y aurait pas de sujets et de maîtres, mais des citoyens égaux en droit. La spoliation politique eût été absolument impossible dans ces conditions. Chacun aurait pu jouir de la plénitude du fruit de son travail. L'exploitation de l'homme par l'homme ne se serait pas produite et l'accroissement du bien-être se serait opéré sans aucun obstacle, c'est-à-dire avec le maximum possible de rapidité.

Mais la folie de la conquête a fait dévier l'humanité dans une voie complètement différente qui, une fois prise, a amené des souffrances innombrables.

Jusqu'à une époque relativement récente, ces souffrances étaient plutôt de l'ordre économique. Elles étaient fort dures, assurément, mais, n'affectant pas ce qu'il y a dans l'homme de plus noble et de plus précieux, elles étaient plus ou moins tolérables.

Bien entendu, quand la soif des conquêtes était universelle, quand on les considérait comme le but de l'activité politique, on les entreprenait de tout côté sans se préoccuper en aucune façon des populations qu'on spoliait et qu'on annexait. Il se forma donc des Etats composés d'éléments nationaux fort disparates. Au commencement, les gouvernements, loin d'y voir un mal, regardaient plutôt cela comme un bien. « *Unius linguæ uniusque moris regnum imbecille et fragile est* » disait Saint Etienne, roi de Hongrie dans les premières années du XIe siècle. Les souverains trouvaient avantageux d'avoir des sujets de nationalités diverses, parce qu'ils pouvaient plus facilement les dominer en les opposant les uns aux autres. Aussi Saint Etienne conseillait à ses héritiers, non seulement de ne pas chercher à assimiler leurs différents sujets, mais, au contraire, de respecter scrupuleuse-

ment leurs particularités nationales. Les rois ne demandaient aux populations que l'obéissance et le paiement régulier des impôts. Les peuples, accablés et tyrannisés, ne souffraient que par leurs corps, s'il est possible de s'exprimer ainsi.

Tout changea quand les gouvernements conçurent leur mission d'une façon moins étroite et quand ils voulurent introduire l'unité nationale dans leur Etat. Alors fut inauguré un despotisme cent fois plus cruel que le despotisme ancien, parce qu'il ne toucha plus seulement le corps, mais l'âme. C'est à partir de cette époque que les gouvernements appliquèrent un ensemble de mesures odieuses et révoltantes qui prirent le nom générique de dénationalisation. La langue des vainqueurs reçut mille faveurs et privilèges ; celle des vaincus fut accablée de mille persécutions. Par exemple, les Russes ont introduit leur langue en Pologne dans l'armée, l'administration, les tribunaux et les écoles. A Varsovie, un Polonais qui va au tribunal est obligé de prendre un interprète ! On peut s'imaginer la haine, la rage et la colère qu'un pareil fait suscite dans son âme. Les mesures prises en vue de la dénationalisation ont fait de certains pays de véritables enfers. Elles ont poussé à établir un despotisme tellement lourd qu'il enlève toute possibilité de bonheur aux populations

opprimées. Des millions d'hommes, des nations entières, et parmi les plus nobles de la race aryenne, sont condamnées à vivre dans un ilotisme abrutissant.

Pendant ces dernières années la fureur unitariste (j'appelle de ce nom le désir d'extirper du sein de l'Etat toute autre langue et toute autre culture que celles des dominateurs) a atteint dans certains pays les limites de la véritable démence. Tel est le cas en Russie, en Allemagne et en Hongrie, par exemple. La folie dénationalisatrice sévit maintenant avec une fureur aussi grande que la folie kilométrique.

Or si le monoidéisme kilométrique est fondé sur une erreur grossière, à savoir que le bien-être d'une nation est possible sans le respect scrupuleux du droit des nations voisines, la folie unitariste est fondée sur une erreur plus grossière encore, sur la confusion des phénomènes physiologiques et psychologiques. Si on dit à un homme : « admettez que deux et deux font cinq, sans quoi on va vous trancher la tête ou vous couper la main ou vous mettre en prison pour le reste de votre vie », on conteste cette vérité, évidente entre les plus évidentes, que dans le corps humain les fonctions psychiques, étant différenciées des fonctions physiologiques, obéissent à des facteurs spéciaux. Un fait psychique ne peut être produit directement que par un

autre fait psychique. Pour faire admettre une idée à un homme, il faut la présenter sous forme d'idée. Pour prouver la fausseté d'une proposition, il faut lui opposer une autre proposition qui parait vraie.

Ce que je viens de dire est tellement élémentaire qu'un enfant de dix ans ne pourrait même pas le contester. Je n'affiche pas la moindre prétention d'avoir découvert une vérité aussi renversante ! Je soutiens tout haut, au contraire, qu'elle appartient de droit à l'illustre La Palisse. Et cependant, hélas, c'est sur la méconnaissance de cette vérité si simple qu'est fondé, à l'heure présente, la fureur dénationalisatrice. Une erreur des plus grossières plonge des nations entières dans des souffrances intolérables, renouvelées tous les jours et à toutes les heures. Les gouvernements sont persuadés, jusqu'à présent, qu'on peut assimiler les populations hétérogènes par des mesures politiques, c'est-à-dire par des limitations de droit, ou, en d'autres termes, par des souffrances de l'ordre physiologique. Car les gouvernements ne peuvent avoir prise que sur le corps. Le for intérieur de l'individu est absolument inaccessible aux actions externes, fussent-elles les plus odieuses et les plus cruelles que l'on puisse imaginer.

J'ai entendu souvent des hommes d'Etat en Russie citer un proverbe de leur pays pour expliquer la poli-

tique qu'ils pratiquent vis-à-vis des populations allogènes : « quand le grain aura été broyé on aura de la farine » (1). Il faut, disent ces messieurs, imposer un régime de fer aux populations non Russes de l'empire pendant un certain nombre d'années. Quand leur résistance aura été brisée par la souffrance, quand ils auront tous appris la langue des dominateurs, ils deviendront de bons Russes. Alors on supprimera toute mesure d'exclusion à leur égard et le bonheur de l'empire sera complet, puisque son unité morale sera réalisée.

Le plan est admirable ! Il n'a qu'un seul petit défaut. Il est contraire aux lois fondamentales de la nature humaine. Vouloir assimiler au moyen des tourments est aussi rationnel que vouloir éclairer au moyen des ténèbres. Despotisme et assimilation sont deux faits opposés et contraires. L'assimilation ne s'opère que par la sympathie et la sympathie ne peut pas naître aussi longtemps qu'il y a violation des droits.

Les hommes d'Etat russes, pour soutenir leur thèse, citent toujours la France. « Voyez, disent-ils, les rois de ce pays. Ils ont brisé les résistances provinciales par un joug de fer. Après plusieurs siècles de ce régime, les populations se sont assimilées ; alors le but

(1) *Peremelitsia mouka boudet.*

ayant été atteint, le royaume étant devenu homogène, les rois ont pu supprimer le despotisme ». Cet exemple prouve que les hommes d'Etat russes connaissent aussi mal l'histoire que la psychologie. Non, la France n'est pas devenue une nation unie parce que ses rois ont tyrannisé leurs sujets allogènes pendant plusieurs siècles, mais justement pour la raison opposée, parce qu'ils n'ont fait, pendant tout le moyen-âge et les temps modernes, aucune distinction entre leurs sujets du nord et du midi ; en un mot parce qu'ils ont pratiqué la plus stricte justice à leur égard.

Actuellement, en France, si un paysan de la Provence est appelé au tribunal et si, ne sachant pas le français, il doit prendre un interprète, d'où vient qu'il n'éprouve ni colère, ni indignation, tandis qu'un Polonais éprouve ces sentiments quand il va au tribunal russe ? Cela vient de ce que le paysan provençal se *sent* Français, tandis que le paysan Polonais ne se sent pas Russe. Et plus le gouvernement des Tsars tourmentera les Polonais, moins ceux-ci se sentiront Russes. Que ces tourments durent un siècle, deux siècles, dix siècles, tant qu'il y aura tourments, il y aura souffrance, donc haine, donc opposition, donc impossibilité d'assimilation. Pour que l'assimilation s'opère, il faut que l'hostilité soit remplacée par la sympathie ; mais celle-ci,

je le répète, n'est réalisable que par l'établissement des bons rapports, c'est-à-dire par le respect scrupuleux des droits.

Il y a encore dans le raisonnement des hommes d'État russes une autre erreur grossière qu'il faut relever maintenant. J'ai dit que le despotisme ne peut pas être imposé aux vaincus sans l'être aussi aux vainqueurs. Pourquoi faut-il donc que des dizaines de millions de Russes souffrent d'intolérables vexations à l'heure actuelle, afin que les Russes qui vivront en l'an 2200 ou 2300 aient la satisfaction de voir leur pays complètement unifié au point de vue national (si c'est le cas)? Pourquoi le bonheur de la génération, vivant en 1904, composée d'individus qui sentent et qui souffrent, doit-il être sacrifié au profit de la génération de l'an 2200 qui ne souffre rien du tout parce qu'elle n'existe pas encore. Pourquoi ce privilège inique en faveur de nos descendants?

Quand on fait une opération chirurgicale, on accepte les douleurs présentes en vue du bien qui peut en provenir. Mais si on voyait des médecins faire des opérations cruelles avec la certitude de ne pas amener de bien futur, ces médecins seraient simplement des bourreaux dignes de la haine la plus profonde.

C'est précisément le sentiment qu'on éprouve en

présence des tourments qu'on inflige à tant de peuples opprimés : les Polonais, les Finlandais, les Croates, les Bulgares de la Macédoine, les Arméniens. Ces tourments sont complètement inutiles. Ils sont aussi stupides que la torture employée par les tribunaux du moyen âge. Il est de la dernière évidence qu'en poussant les souffrances jusqu'à une certaine limite on pouvait obtenir tous les aveux imaginables. La torture ne donnait donc pas la possibilité d'apprendre la vérité. On n'avait pas compris cette chose si simple pendant des siècles, mais, à partir du moment où on s'en est aperçu, la torture a été abandonnée. Espérons que les gouvernements verront aussi bientôt que l'assimilation nationale au moyen du despotisme est tout aussi absurde que la recherche de la vérité au moyen de la torture. Quand cela sera arrivé l'humanité se sera débarrassé d'une de ses folies les plus malfaisantes.

On peut voir par ce qui précède que la guerre et le despotisme sont étroitement et indissolublement liés l'un à l'autre. La guerre est un despotisme international, si l'on peut s'exprimer ainsi, un despotisme s'exerçant entre collectivités politiques. Le despotisme est une guerre faite par certains individus à certains autres au sein de l'Etat. La guerre comme le despo-

tisme emploient l'homicide ou la menace de l'homicide pour violer les droits des hommes. Les Polonais ne veulent pas être Russes, les Alsaciens ne veulent pas être Allemands. On les y contraint par la guerre ; car, s'ils voulaient secouer leur joug on les attaquerait immédiatement. D'autre part le despotisme intérieur consiste à dire à l'individu : « Si vous voulez exercer les droits inaliénables de toute créature humaine, nous vous tuons, soit immédiatement (peine de mort), soit lentement (peines de tout genre depuis les travaux forcés à perpétuité jusqu'à l'amende) ».

La guerre et le despotisme se tiennent encore parce que la première n'a pas d'objet sans le second et le second est impossible sans la première. En effet, la guerre a pour résultat la conquête. Mais si le vainqueur ne peut pas exploiter le vaincu (donc violer ses droits, donc l'opprimer) la guerre perd toute utilité. Inversement si une population veut se détacher d'un groupe politique et si l'on n'y met pas d'obstacles par la guerre, les droits de cette population sont scrupuleusement respectés, donc elle n'est pas opprimée.

L'idée qu'il est avantageux de s'emparer des provinces du voisin engendre la soif des conquêtes. Cette soif produit l'insécurité internationale. Depuis de longs siècles les hommes ont senti combien l'insécurité leur

était funeste et ils ont essayé de s'en débarrasser. Mais ils n'ont pas compris que le vrai moyen était de respecter les droits du prochain. Nos ancêtres ont fait complètement fausse route. Ils ont cru que la sécurité ne pouvait être obtenue que par l'emploi de la force brutale, c'est-à-dire par la violation des droits. Depuis la plus haute antiquité et presque jusqu'à nos jours les hommes ont été absolument incapables de résoudre le problème consistant à faire régner l'ordre international (c'est-à-dire la sécurité) et la liberté politique, en d'autres termes l'ordre entre les Etats et l'ordre au sein de l'Etat. Nous nous approchons maintenant un peu de la solution grâce aux progrès de l'outillage technique et grâce à l'invention du gouvernement représentatif. L'idée de la délégation des pouvoirs ne s'est pas présentée aux esprits dans l'antiquité. Dès que les limites de l'Etat ont dépassé une ou deux journées de marche, le citoyen n'a pas pu exercer facilement ses droits politiques en personne. Aussitôt la dose de sécurité et de liberté est devenue insuffisante.

Les hommes ont oscillé longtemps entre l'anarchie internationale et la tyrannie. Pour supprimer les désordres extérieurs, ils ont été poussés à constituer des États énormes. Mais aussitôt formés ces colosses ont établi le despotisme. Le plus souvent les peuples ont

préféré ce mal comme moins calamiteux. Il se ramenait en effet à une fiscalité qui enlevait le dixième, le quart ou même le tiers des bénéfices de l'individu. Mais la guerre enlevait tout. L'envahisseur détruisait les récoltes, brûlait les villes, laissait derrière lui des misères qui demandaient de longues années de travail acharné pour être réparées et de plus il détruisait les existences humaines les plus précieuses.

Mais, d'autre part, grâce au despotisme établi au sein de l'Etat, les gouvernements eurent de grandes ressources financières. Il leur fut possible de les employer à leur guise et nullement en faveur des peuples. Le plus souvent ces ressources furent tournées vers la conquête. En sorte que les grandes monarchies, qui avaient été acceptées parce qu'elles maintenaient l'ordre, devinrent, à leur tour, de dangereuses perturbatrices et constituèrent le principal obstacle à l'établissement de la sécurité internationale. C'est précisément le tournant de l'histoire auquel nous sommes arrivés. Aujourd'hui en Europe, les anarchistes qui s'opposent à l'union fédérale sont les gouvernements des six grandes puissances de notre continent.

Je prie le lecteur de méditer attentivement le passage suivant. Il est extrait d'un rapport célèbre sur la politique prussienne rédigé par le général Ch. de Clau-

sewitz dans les premières années du XIXe siècle : « Si la Pologne était de nouveau indépendante... toute guerre avec la France aurait pour corollaire une guerre avec la Pologne. Quand bien même cette Pologne serait faible et menacée par la Russie, elle serait encore en état de gêner la liberté de nos mouvements ; la Prusse obligée de transporter sa ligne de défense derrière l'Oder, à une distance de douze lieues de sa capitale, se trouverait dans la position d'un guerrier mutilé qui, de son bras droit, aurait à faire une incursion en France et, de son bras gauche, à tenir son bouclier tout près de sa tête » (1).

Mettez ce langage en parallèle avec celui d'un Polonais de nos jours : « L'indépendance de la Pologne, dit M. Kozlowski, est la seule solution possible des difficultés actuelles entre ce pays et la Russie... Car chaque nationalité a un droit égal à l'existence et comme exécution de ce droit, le pouvoir de former un Etat indépendant avec la forme de gouvernement qu'elle désire... Et cela ne sera pas un linguiste ou un ethnographe, un historien ou un investigateur de la culture qui décidera si l'individu appartient à telle ou telle na-

(1) Cité par E. Ollivier, l'*Empire Libéral*, Paris, Garnier, t. VI, p. 42.

tionalité. Cela sera la volonté de l'individu même, sa conscience nationale, exprimée par lui-même » (1).

Tout le monde comprend qu'il est avantageux de manger chaque jour. Imaginez un moment où tout le monde comprendra également qu'il est avantageux de respecter les droits des nations voisines. Alors l'idée que les limites de l'Etat ne peuvent être établie que par le libre consentement des citoyens, exprimée par un plébiscite, paraîtra la chose la plus naturelle. Quand ce moment sera arrivé, on vivra dans un monde diamétralement opposé aux idées de M. de Clausewitz. Ce général s'imaginait que la Pologne, une fois libre, n'aurait d'autre souci que de faire des conquêtes, c'est-à-dire de violer le droit de ses voisins. Naturellement, dans ces conditions, son indépendance devait être dangereuse pour ceux-ci. Mais imaginez le triomphe absolu de l'idée que les frontières des Etats ne peuvent être modifiées que par la volonté des citoyen . Alors l'indépendance de la Pologne ne ferait courir aucun danger aux Prussiens car, bien sûr, les populations allemandes ne voudraient pas se détacher de leur patrie pour s'annexer à la Pologne. La Prusse n'aurait

(1) L'entente entre la Pologne et la Russie dans l'*Humanité Nouvelle* d'octobre 1903, p. 576.

pas besoin alors de « transporter sa ligne de défense sur l'Oder ; elle ne se trouverait pas dans la position d'un guerrier mutilé ». Les Allemands sur l'Oder vivraient dans la sécurité la plus complète et pourraient se consacrer entièrement au soin de leur bien être matériel et de leur développement moral.

Les Russes disent comme les Prussiens que, si la Pologne redevenait indépendante, elle leur déclarerait immédiatement la guerre et que pour cette raison ils préfèrent la maintenir sous le joug.

Cet exemple démontre de la façon la plus claire que la source des maux innombrables dont souffrent les peuples est dans la soif des conquêtes, c'est-à-dire dans le monoidéisme kilométrique. De là l'anarchie internationale. On ne pourra en sortir, donc se débarasser des souffrances qu'elle engendre, que lorsqu'on comprendra que l'intérêt primordial de chaque nation est de respecter scrupuleusement les droits des nations voisines.

CHAPITRE IV

IGNORANCE, IRRÉFLEXION, FRIVOLITÉ

J'ai dit au commencement de ce travail que lorsque le cerveau donne des renseignements incomplets sur le monde extérieur on est en présence d'un état pathologique de cet organe. A ce compte, on l'a vu, l'ignorance, quand elle atteint des limites trop considérables, peut être considérée comme une folie partielle (1). Et l'ignorance a toujours pour cortège l'irréflexion, la frivolité, la légèreté, l'infatuation et l'aveuglement qui ont été considérés de temps immémorial comme des maladies de l'esprit.

Je vais montrer dans ce chapitre que, toutes les fois qu'on découvre des vertus à la guerre et qu'on la déclare bienfaisante, c'est par suite d'une éclipse de

(1) Voir plus haut p. 5.

l'intelligence ou, en d'autres termes, d'une aberration.

Considérons d'abord l'ignorance. Au point de vue des affaires sociales, elle est prodigieuse, renversante ! Les faits les plus incontestables et les plus universels de la sociologie sont complètement méconnus par l'immense majorité des hommes. Naturellement plus l'importance des phénomènes est grande plus absurde est la politique qui résulte de leur méconnaissance.

Une des données fondamentales de la science, c'est qu'il n'y a pas de limites à la puissance d'association. La première société a été la famille (1) ; les familles se sont unies pour former des curies, les curies des tribus, les tribus des cités, les cités des Etats, les Etats des nations. Mais croire que ce mouvement, plusieurs centaines de fois millénaire, puisse s'arrêter et qu'une association de nations soit impossible, c'est méconnaître une des principales lois de la sociologie, c'est témoigner d'une ignorance qui frise de bien près la folie (2).

(1) Bien entendu dans une forme archaïque qui ressemble très peu à la forme actuelle.

(2) La différence fondamentale entre les idées militaristes et pacifistes git précisément dans ce fait. Les militaristes, par suite

Non, les lois de la nature sont inéluctables. Les nations, à leur tour, s'agglomereront en une unité plus vaste qui est le groupe de civilisation. Ces groupes enfin formeront une société plus complexe encore qui sera l'humanité. La puissance d'association ne s'arrêtera que lorsque elle aura unifié notre espèce entière et même, dans une certaine mesure, toutes les espèces. Car, plus les hommes seront unis entre eux, plus ils seront en état d'exterminer les espèces animales et végétales qui leur sont nuisibles pour favoriser celles qui leur sont utiles (1). Un jour viendra donc où le globe ne sera peuplé que par des hommes et par les espèces qui seront ses alliés. Cela sera la plus vaste association qui puisse se former sur notre planète.

Et il est facile de comprendre pourquoi la puissance d'association ne peut être limitée que par l'étendue de

de l'étroitesse de leur horizon mental, ne voient pas que les nations européennes, en fait, sont *déjà* agglomérées en une unité plus vaste qui est le groupe de civilisation. Il fut un temps où chaque famille se *sentait* ennemie de chaque autre, puis chaque curie, chaque cité et chaque Etat. Maintenant c'est chaque nation. Cette dernière hostilité semble à l'heure actuelle irréductible et éternelle. Mais bientôt l'association des nationalités paraîtra aussi avantageuse que celle des familles et des cités.

(1) Ce qui est déjà accompli sur une échelle assez vaste par l'agriculture, l'élève du bétail et la domestication des animaux.

notre globe. Parce que l'association s'étend aussi loin que vont les relations. Sitôt que des relations s'établissent entre deux individus ou deux collectivités, une association se forme nécessairement entre ces unités composantes. A l'heure actuelle d'innombrables rapports de tout genre existent entre l'Allemagne et la France. Ces deux nations forment déjà, en réalité, des parties d'une association plus vaste. Au point de vue concret leurs intérêts sont complètement solidaires. Les Allemands et les Français ne *sentent* pas cette solidarité. Cela prouve seulement que les Français et les Allemands, se trompent, mais nullement que cette solidarité n'existe pas en fait. Elle existe bel et bien, parce que si le peuple et le gouvernement allemands considéraient comme nécessaire, par exemple, de résoudre la question de l'Alsace-Lorraine au moyen d'un plébiscite, la destinée de la France serait immédiatement modifiée dans une mesure immense. Ainsi le bonheur des Français dépend de ce que pensent les Allemands et *vice-versa*.

La seule limite à l'association est l'absence de relations. S'il existe une humanité dans la planète Mars, aucune association n'est actuellement possible entre elle et nous, faute de communication. Mais si ces communications pouvaient s'établir, si les Martiens exer-

çaient une influence sur nous et nous sur eux, leur société et la notre formeraient une association plus vaste et englobant les deux planètes. Or comme tous les hommes peuvent communiquer sur le globe leur association générale est inévitable.

Mais, dira-t-on, les rapports entre les hommes peuvent continuer à être hostiles comme dans le passé.

Cela encore est impossible, car en vertu d'une autre loi de la nature tout système tend vers l'équilibre. Quand des forces contraires agissent les unes sur les autres, il finit par s'établir des mouvements rythmiques. Or mouvement rythmique, en dernière analyse, signifie association. En effet, qu'est-ce qu'une association humaine ? Un groupe d'individus entre lesquels s'établissent des rapports juridiques, ce qui revient à dire des mouvements coordonnés et non désordonnés. Or les mouvements coordonnés sont des mouvements rythmiques.

Connaître les lois de la nature et y conformer sa conduite, telle est la marche que l'homme doit suivre pour obtenir le maximum de jouissance. Car toute action contraire aux lois de la nature produit la non concordance entre l'homme et son milieu, c'est-à-dire la douleur. Nous voyons la nature tendre vers l'associa-

tion. Quand donc les militaristes viennent soutenir que la guerre est un bien, ils affirment par cela même que l'association est un mal. Ils soutiennent donc que pour obtenir le maximum de bien-être il ne faut pas se conformer aux lois de la nature, ce qui est absurde. Dire que la guerre est un bien se ramène en définitive à affirmer que ce qui fait souffrir est le bien. C'est aboutir à une pure contradiction.

Plaçons-nous maintenant à un autre point de vue.

« Le progrès de la race humaine semble se faire, dit M. J. Maxwell, (1) dans la direction d'une perfection plus grande du système nerveux, dans l'acquisition de sens plus délicats, d'une sensibilité nerveuse plus grande, de moyens d'information moins limités ». C'est en effet dans cette direction que l'évolution s'est accomplie dans le passé et qu'un animal inférieur est devenu cet être extraordinaire par ses facultés mentales qui est l'homme. Il est facile de démontrer que c'est par le triomphe de la justice que ce mouvement s'accélérera encore. Or triomphe de la justice et association générale du genre humain sont des termes synonymes, comme j'ai eu l'occasion de le montrer.

(1) *Les Phénomènes Psychiques*, Paris, F. Alcan, 1903, p. 315.

Le triomphe de la justice sera complet sur notre globe quand chaque nation respectera les droits des autres. Il est facile de voir que le maximum de justice amènera le maximum de développement intellectuel.

Soit dans un groupe anarchique un nain et un hercule. L'hercule peut se jeter sur le nain et le massacrer. Comme il n'y a point de tribunaux, il pourra le faire impunément. Cependant l'homme, faible de corps, peut avoir une intelligence hors ligne. Il n'en succombera pas moins et, de cette façon, la somme de puissance mentale sera diminuée. Mais dans une société où règnera la justice l'hercule ne pourra pas massacrer impunément le nain et celui-ci sera à même de développer toutes ses facultés intellectuelles au profit de la communauté. D'une façon générale, l'exaltation de la personnalité humaine, sa floraison, si on peut s'exprimer ainsi, étant en raison directe de la somme de justice, quand l'humanité formera une association unique, donc quand la justice sera universelle, l'épanouissement de l'esprit sera le plus grand possible.

Dire que la guerre est bonne, donc la justice funeste, c'est affirmer qu'il n'est pas avantageux pour l'homme d'évoluer vers l'intellectualité, mais de rétrograder vers l'animalité. Cela revient à affirmer encore que nous pourrons adapter notre milieu à nos be-

soins (ce qui constitue le bien-être) d'autant plus facilement que nous connaîtrons *moins* ce milieu (car retour vers l'animalité se ramène à une diminution de connaissances), ce qui est absurde.

Après la méconnaissance des lois fondamentales de la sociologie passons aux preuves d'irréflexion et de frivolité que donnent les partisans de la guerre.

Les exemples s'offrent tous les jours par milliers dans les pays civilisés. J'en prends quelques-uns au hasard parmi ceux qui me sont tombés dernièrement sous les yeux et que j'ai trouvés caractéristiques.

La *Contemporary Review* de Londres a publié dans son numéro du 15 juillet 1903 un article intitulé *Germany and Pan Germany* dont je détache deux passages qui sont de vrais perles. Il ne faut pas oublier que la *Contemporary Review* est un des organes les plus sérieux de l'Angleterre et l'Angleterre un des pays les plus éclairés du monde. Si les publicistes de ce pays sont si prodigieusement ignorants et superficiels on peut s'imaginer ce que doivent être ceux des autres !

Voici le premier passage : « Il y a eu tendance jusqu'à présent à considérer la soif d'expansion de l'Allemagne comme une simple éruption de chauvinisme. On se trompe. Ce mouvement est des plus sérieux et l'exis-

tence même de l'Allemagne en dépend. L'Allemagne devient de plus en plus semblable à l'Angleterre. Pour son alimentation elle dépend tous les jours davantage des contrées transocéaniques. Si ses côtes étaient bloquées pendant un temps plus ou moins long, elle serait obligée de se rendre à merci... A cause de cela une marine militaire puissante est de première nécessité pour l'Allemagne. Sa politique navale est donc un produit de la raison et nullement de l'emballement. »

En d'autres termes l'Allemagne doit être toujours prête à faire une guerre maritime inévitable.

Eh bien, il est facile de démontrer que, du premier au dernier mot, ce passage de la *Contemporary Review* est un tissu d'inconséquences.

En premier lieu, l'Allemagne n'est pas comme l'Angleterre. Elle a une frontière de terre de plusieurs milliers de kilomètres. En cas de guerre maritime, elle peut recevoir des approvisionnements de la Russie et de l'Autriche qui ont un immense surplus de denrées alimentaires. Elle peut recevoir du blé même de France, car ce pays en exporte dans les années de bonne récolte. Mais, de plus, les voisins de l'Allemagne peuvent lui fournir des denrées venant même des pays belligérants. En cas de guerre entre les Etats-Unis et l'empire germanique, la Belgique, pays neutre, la Hol-

lande, pays pacifié, peuvent continuer à recevoir du blé de New-York et de la viande de Buenos-Aires et les reexpédier en Allemagne.

La frivolité du publiciste anglais est extrême puisqu'il oublie la frontière de terre de l'Allemagne qui est deux fois plus longue que sa frontière de mer. Mais, en se plaçant même sur son terrain, on peut montrer très facilement que ses opinions ne soutiennent pas la critique la plus superficielle.

Évidemment pour être *complètement* garanti au point de vue de ses approvisionnements par mer, un pays devrait avoir une flotte plus puissante que toutes les autres réunies. Y prétendre de la part de l'Allemagne serait une pure folie. Cinq budgets comme le sien n'y suffiraient pas, et il est absolument impossible d'imposer une pareille charge au peuple allemand. Mais, même si l'Allemagne avait une flotte puis puissante que celle de toutes les autres nations réunies, cela ne lui garantirait pas l'arrivage régulier des transports océaniques. Un seul corsaire peut paralyser la flotte commerciale d'un grand pays. On l'a bien vu pendant la guerre de sécession en Amérique. La flotte confédérée était alors une quantité négligeable, la flotte fédérale, au contraire, fort importante. Cela n'a pas empêché le seul *Alabama* d'arrêter la marche des na-

vires appartenant aux Etats septentrionaux. Pareille chose arriverait à l'Allemagne, en cas de guerre. Ses cuirassés détruiraient cinq, dix, trente corsaires ; mais les approvisionnements n'arriveraient tout de même pas avec régularité.

Assurément, il est difficile de prévoir une coalition générale des nations maritimes contre l'Allemagne. Mais il suffit de lui supposer comme seul adversaire les Etats-Unis pour démontrer que la possession d'une flotte lui est complètement inutile.

En effet qui prouve que l'Allemagne pourra avoir jamais une marine militaire plus puissante que la grande fédération américaine. Cette fédération fait des progrès beaucoup plus rapides que l'Allemagne et en population et en richesse. De plus elle a un territoire dix-sept fois plus grand que celui de l'Allemagne contenant des ressources prodigieuses et qui pourrait nourrir facilement de 8 à 900 millions d'habitants. L'empire germanique est déjà fort peuplé. Les États-Unis ayant des moyens immensement plus grands que ceux de l'Allemagne pourront toujours se donner une flotte plus puissante. Pour un cuirassé que construiront les Allemands, les Américains en mettront facilement cinq ou six à flot.

Il est donc impossible à l'Allemagne de se procurer

la sécurité des approvisionnements par la force, parce qu'elle ne sera pas de son côté. Donc il lui est inutile de faire la guerre à cet effet et par conséquent de s'y préparer sans trève et sans relâche. L'Allemagne (comme tous les autres pays d'ailleurs) ne pourra obtenir la sécurité de ses approvisionnements qu'en devenant un des États de la Fédération des peuples civilisés. Et par cette combinaison elle pourra acquérir non seulement la sécurité de l'alimentation mais encore toutes les autres par surcroit.

Voici maintenant le second passage de la *Contemporary Review*.

La population de l'Allemagne augmente tous les ans ; elle est incapable de se nourrir sur son territoire. Elle doit émigrer. Alors, ou bien elle doit être perdue pour l'empire, ou bien elle doit s'établir dans des contrées, qui se trouvent sous son contrôle. Parmi ces contrées une des plus favorisée est la partie méridionale du Brésil. Or « l'avenir de l'Amérique du Sud dépend de la doctrine Monroë et de la flotte qui existera pour la soutenir. Dans un temps qui n'est pas très éloigné, quand les Allemands auront ethnographiquement absorbé le Brésil Méridional, la question de leur suprématie politique dans ce pays se posera. Si les Américains s'y opposent, il faudra combattre pour

la maintenir ou l'abandonner. Si en ce moment la flotte allemande est assez puissante pour espérer vaincre la flotte américaine, la seule solution concevable est la bataille ».

Il y a dans ce second passage encore plus d'inconséquences que dans le premier. Il y en a presque autant que de mots.

Eu premier lieu, rien ne prouve que la population de l'Allemagne ira toujours en croissant. Le contraire peut se produire comme cela se voit actuellement en France. Beaucoup de familles allemandes pratiquent déjà le système des deux enfants. Si un plus grand nombre l'adoptent, la population de l'empire pourra devenir stationnaire ou même diminuer.

En second lieu, la population peut s'accroître encore pendant de longues années avant que s'impose la nécessité de l'émigration. L'Allemagne a 104 habitants par kilomètre carré, mais la Belgique en a 234. Comme le sol allemand n'offre pas moins de ressources que le sol belge, l'empire germanique pourrait avoir 125 millions d'habitants au lieu des 58 millions de l'heure actuelle. Il y a donc encore de la marge ! La nécessité de l'émigration peut parfaitement ne pas être mise à l'ordre du jour des préoccupations sociales pendant plusieurs générations.

En effet, nous voyons que, dans ces dernières années, l'émigration allemande baisse très sensiblement. Elle était de 220 000 âmes en 1881 ; elle est tombée à 22 000 en 1901. Que les hautes barrières de douane qui enserrent l'Allemagne viennent à être abaissées, qu'un Zollverein unisse l'Europe entière, que les charges épouvantables du militarisme soient diminuées, l'agriculture et l'industrie allemandes prendront un essor colossal (1) et la terre germanique pourra nourrir facilement une population double de celle qui l'habite de nos jours.

Un grand nombre d'Allemands d'ailleurs ont été poussés à émigrer non pas parce que leur sol ne pouvait pas les nourrir, mais parce que les conditions politiques de leur patrie leur paraissaient intolérables. Plusieurs, par exemple, ont émigré pour fuir la conscription militaire, d'autres parce que le protectionnisme les ruinait. Mais les conditions intérieures d'un pays peuvent être modifiées à chaque instant par son gouvernement. Rien ne l'empêche, par exemple, d'arriver à un accord européen et d'abolir la conscription.

(1) « Sans les droits prohibitifs de votre pays, me disait un propriétaire de vignobles de la province Rhénane, je deviendrais millionnaire en peu d'années ».

L'émigration allemande n'est donc pas une nécessité inéluctable.

Suivons cependant, le publiciste de la revue anglaise Admettons que l'émigration soit une condition *sine qua non* à l'existence de la nation allemande. Il ne s'ensuit nullement qu'elle ait besoin pour cela de faire la guerre aux Etats-Unis. Le publiciste anglais commet ici une faute des plus grossières. Il confond les phénomènes *économiques* et *nationaux* avec les phénomènes *politiques*. Les Anglo-Saxons des Etats-Unis ne se trouvent pas sous la domination de la couronne d'Angleterre; cela ne les empêche pas de faire de prodigieux progrès. Les Canadiens français ne se trouvent plus, depuis 1763, sous la dépendance de leurs compatriotes d'Europe. Cela n'a pas été un obstacle à leur prodigieux accroissement. En moins d'un siècle, de 70 000 âmes ils sont devenus 2 000 000. Je dirai même plus, non seulement la séparation des Etats-Unis et de l'Angleterre, d'une part, du Canada et de la France de l'autre, n'a pas été un mal pour les nationalités anglaises et françaises, mais, au contraire, on peut affirmer positivement qu'elle a été un bien. Que les émigrants, sortant de l'empire germanique, forment une nouvelle Allemagne au Brésil, la nationalité allemande en profitera dans toute la mesure possible, que cette

colonie soit rattachée à la mère patrie par un lien politique ou qu'elle ne le soit pas.

Le publiciste anglais se trompe aussi complètement au sujet de la doctrine Monroë. Celle-ci est d'une nature uniquement *politique*. Elle a pour but d'empêcher l'établissement en Amérique de dominations européennes qui pourraient, au cas échéant, faire la guerre aux Etats-Unis. Mais la doctrine Monroë ne regarde en rien les mouvements ethnographiques, économiques et nationaux. La preuve qu'elle n'empêche nullement les Allemands de coloniser le Brésil tant que bon leur semble, c'est qu'elle ne les empêche pas de coloniser les Etats-Unis eux-mêmes. Si le gouvernement de Washington considérait l'émigration européenne en Amérique comme un mal qu'il faut arrêter coûte que coûte, il l'entraverait en premier lieu sur son propre territoire. Or il n'en est rien. De 1821 à 1901 5 120 000 Allemands sont allés s'installer aux Etats-Unis. Ils se flattent d'y former, eux et leurs descendants, un groupe de 19 millions d'hommes, soit le quart de la population totale du pays. Le gouvernement de Washington ne s'est pas opposé un seul instant et ne s'oppose pas encore à une si formidable invasion. Pourquoi s'opposerait-il donc à l'invasion des Allemands dans une province brésilienne? En effet,

jamais le gouvernement américain n'a dit un seul mot, n'a fait le moindre geste qui témoigne d'une intention pareille à l'égard des Allemands, pas plus qu'à l'égard des Italiens qui envahissent maintenant l'Amérique du Sud et celle du Nord en masses toujours croissantes.

Mais, dira-t-on, si l'empire germanique n'exerce aucune domination politique sur les Allemands établis au Brésil, ceux-ci se *portuguiseront* et seront perdus pour la nationalité de la mère patrie. D'où il ressort qu'il faut la domination politique pour l'extension nationale.

Cette proposition est complètement fausse sous toutes ses faces. L'expansion nationale est possible sans domination politique et la domination politique ne produit pas toujours l'expansion nationale.

La nationalité française s'est répandue au Canada, malgré que la domination de la France a cessé sur ce pays (1). Inversement, malgré la domination politique de l'Allemagne dans le Posen et la Silésie, non seulement l'élément polonais de ces régions n'a pas reculé,

(1) On pourrait même dire : grâce à ce que cette domination a cessé. Beaucoup de Canadiens français affirment que leur nationalité aurait fait moins de progrès sous la domination française qu'elle n'en a fait sous la domination anglaise.

mais, au contraire, il a avancé. On n'ignore certainement pas ce fait à Berlin puisque le gouvernement prussien pousse des cris d'alarme et prend tous les jours des mesures plus draconiennes et plus brutales pour la « défense » de la culture germanique dans les anciennes provinces polonaises.

Il est facile de se représenter ce qui arrivera dans l'État de Santa Catharina. Tout simplement ceci : quand les Allemands y seront devenus plus nombreux que les Portugais et quand ils auront germanisé les Portugais, l'État de Santa Catharina sera un État allemand, allié avec les États portugais de Sao Paulo, Minas Geraes, etc., comme la province française de Québec est alliée, au sein de la Dominion du Canada, aux provinces anglaises de l'Ontario et de la Colombie. Les droits des Français sont scrupuleusement respectés dans la fédération canadienne. Rien n'empêche que les droits des Allemands soient respectés tout aussi scrupuleusement dans la fédération brésilienne. Mais si les Allemands, établis dans l'État de Santa Catharina, ne parviennent pas à germaniser les Portugais et se portuguisent, au contraire, eux-mêmes, c'est que cela est conforme aux conditions naturelles et alors aucune politique n'y pourra rien. Car si même l'État de Santa Catharina était annexé à l'Allemagne, les Portugais y

composeraient un élément irréductible et on se trouverait dans les mêmes conditions qu'au Posen.

Allons encore plus loin dans le sens de nos adversaires. Imaginons qu'un jour le gouvernement de Washington, frappé de démence, veuille s'opposer au débarquement des colons allemands au Brésil. On ne comprend vraiment pas pourquoi il le ferait ; mais admettons-le. Est-ce que cela sera une raison pour l'Allemagne de faire la guerre aux États-Unis ? Cette idée ne soutient pas la critique un seul instant.

Tout d'abord que signifie la colonisation allemande au Brésil ? *En fait*, cela se ramène à la possibilité pour Schulze, Muller et d'autres individus d'aller s'établir à Santa Catharina ou ailleurs et d'y gagner plus d'argent qu'en Saxe ou en Wurtemberg. Si les États-Unis s'opposent au débarquement des dits Schulze et Muller au Brésil et que l'Allemagne fasse une guerre, qu'est-ce qu'il arrivera ? C'est que tous les Allemands devront donner dix à douze milliards de francs, c'est-à-dire payer 5 à 600 millions de francs d'impôts supplémentaires pendant soixante ans, afin que *quelques* Allemands *peu nombreux* puissent réaliser plus de bénéfices. N'est-ce pas là la plus *injuste* des politiques ? Pourquoi le gouvernement Allemand doit-il avoir plus de tendresse pour les citoyens qui désirent s'établir au Brésil

que pour ceux qui désirent rester dans leur pays? Pourquoi créer de si monstrueux privilèges. La tendresse d'un gouvernement doit être égale pour tous les citoyens.

Ajoutez encore que la somme des intérêts à payer pour les dépenses de la guerre dépassera, dans une mesure énorme, les bénéfices que pourront réaliser les colons. Au point de vue économique cela sera une affaire mauvaise ; donc, au point de vue politique, une affaire absurde.

Il faut considérer de plus que, dans l'hypothèse d'une opposition des États-Unis, une guerre permettrait aux Allemands de coloniser le Brésil seulement si elle était victorieuse. Mais rien ne prouve qu'elle le sera nécessairement. Alors les Allemands auraient dépensé dix ou douze milliards de francs (1) pour ne pas *avoir le droit de coloniser le Brésil!* Peut-on imaginer une opération plus désastreuse, donc une conception plus enfantine?

(1) Il est impossible de dompter une puissance maritime sans envahir son territoire pour y détruire ses arsenaux. Sans cela, une flotte battue peut être remplacée par une autre. Or si les Allemands voulaient débarquer aux États-Unis, la somme de dix ou douze milliards de francs serait même insuffisante. Il ne faut pas oublier que les Anglais ont dû dépenser 7 milliards de francs pour vaincre 46 600 soldats Boers.

Un dernier argument contre le publiciste de la *Contemporary Review*. Il dit que, lorsque les Allemands auront ethnographiquement absorbé le Brésil méridional, la question de leur suprématie se posera. Quand ce moment viendra-t-il ? Peut-être dans cinquante ans, peut-être dans un siècle. Or, je le demande, n'est-il pas insensé de dépenser des milliards et des milliards, à l'heure actuelle, pour des navires qui ne devront être employés que dans un siècle ou un demi-siècle ? Ne serait-il pas beaucoup plus raisonnable de commencer les préparatifs alors, d'autant plus que toutes les constructions navales, faites de nos jours, ne pourront plus servir parce qu'elles seront démodées.

Considérons maintenant une autre hypothèse que le publiciste de la *Contemporary Review* n'a pas envisagée. Et si le Brésil refuse de recevoir les colons allemands, l'empire germanique devra-t-il lui déclarer la guerre ? Non certes, parce qu'on rentrerait dans la combinaison injuste d'un peuple entier payant de lourds impôts pour le bénéfice de quelques particuliers.

Que faire alors ? D'abord et en général éviter les pays inhospitaliers et aller seulement dans ceux qui ne le sont pas. Ensuite faire agir les ressorts intérieurs des pays et les partis politiques pour obtenir le triomphe de la justice.

L'Australie peut servir à illustrer ma pensée.

L'exemple de ce pays démontre tout d'abord, soit dit par parenthèse, que la domination politique n'assure pas toujours un débouché à l'émigration nationale. L'Australie appartient à l'Angleterre ; cependant elle empêche, dans certaines circonstances, le débarquement des colons *anglais* (1).

Mais cette brutale injustice, cette violation grossière des principes fondamentaux du droit des gens ne peut pas être éternelle par la raison toute simple qu'elle est contraire aux intérêts bien entendus des violateurs eux-mêmes, et qu'elle constitue une folie et une erreur. Les ouvriers sont, à l'heure actuelle, tout-puissants aux parlements Australiens. Ils ont fait des lois absurdes, aveuglés par leur intérêt *mal* entendu. Mais déjà il se forme des partis qui sont fatigués du joug des

(1) La Russie est considérée comme l'ennemie traditionnelle de l'Angleterre. On répète partout et chaque jour le vieux cliché qu'un choc est inévitable et fatal entre ces deux nations. Cependant, l'établissement des Anglais en Russie n'est soumis à aucune des limitations que rencontre leur établissement en Australie. D'après la loi russe, un Anglais arrivé dans l'empire des Tsars par suite d'un contrat passé avec un entrepreneur de ce pays, n'est nullement empêché de passer la frontière et d'aller ou bon lui semble. On voit donc que le régime des ennemis peut être quelquefois plus libéral que celui des propres sujets.

ouvriers et qui s'en libèreront tôt ou tard. L'injustice, étant un état anti social et pathologique, ne peut pas être éternelle, parce que tout organisme, aussi longtemps qu'il est vivant, a la faculté de réagir contre la maladie.

Si donc le Brésil défendait l'immigration allemande, au lieu de lui faire la guerre, l'empire devrait pousser les Allemands déjà établis dans ce pays à faire d'énergiques campagnes politiques pour obtenir le respect de leurs droits.

Ce qui se passe aux États-Unis démontre que des campagnes de ce genre ont beaucoup de chance d'aboutir au résultat désiré. L'exclusivisme national commence aussi, hélas, à sévir dans la grande fédération américaine autrefois si admirablement libérale. Cependant, malgré toutes les restrictions imposées aux immigrants, 803 000 Européens se sont établis aux États-Unis en 1902. Il serait maintenant impossible au gouvernement de Washington, même s'il le désirait, de prohiber entièrement l'immigration, parce qu'un nombre immense d'étrangers sont déjà naturalisés Américains. En portant leurs voix aux urnes, ils pourraient toujours renverser, avec l'aide des partis indigènes adverses, le parti qui serait opposé au débarquement des immigrants. Il ne faut pas oublier que les partis politiques se disputent

les nouveaux arrivants dans leur intérêt particulier. Aux Etats-Unis les immigrants deviennent la proie des *bosses* à la recherche des bulletins de vote. Ce sont les indigènes qui poussent les immigrants à se faire naturaliser le plus vite possible.

Je me suis arrêté longuement sur l'article de la *Contemporary Review* parce qu'il est un échantillon remarquable de ces profondes spéculations politiques qui, quand on les serre de près, témoignent de l'ignorance la plus complète des phénomènes sociaux. Les articles de ce genre sont extrêmement malfaisants. Le grand public s'y laisse prendre. On s'imagine qu'il y a quelque réalité sous ces phrases pompeuses et vides, et d'année en année on continue à rouler dans les funestes ornières de la routine. Il est temps de s'élever de la façon la plus énergique contre cette manière si superficielle et par conséquent si coupable de traiter les plus graves intérêts nationaux.

Je vais donner maintenant quelques autres exemples de la frivolité des hommes d'État. Mais je devrai me borner, car, en vérité, on pourrait en citer des milliers et des milliers.

Commençons par la France.

J'extrais ce passage d'une lettre que m'écrivait M. Frédéric Passy au mois de mai 1903.

« Un personnage, très au courant des affaires militaires que je préfère ne pas nommer, mais qui peut influer sur nos destinées, me disait récemment : l'Allemagne ne nous attaque pas parce qu'elle sait qu'en ce moment nous possédons un meilleur armement. Le sien ne vaut rien. Mais elle est en train de le refaire. Dans trois ans elle sera plus forte que nous, et, ce jour, elle nous cherchera querelle. C'est absolument fatal. Donc la plus vulgaire prudence nous commande de saisir la première occasion de prendre l'offensive et, quand nous lui aurons donné une bonne râclée, elle se tiendra tranquille comme la France le fait depuis trente deux ans ».

On croit vraiment rêver quand on entend un *homme d'État* tenir un langage aussi plein de crânerie que de candeur, un langage où il y a peut-être plus d'inconséquences que de mots. Non, vraiment, il est impossible d'imaginer que la frivolité puisse aller plus loin.

D'abord le point de vue technique. L'armement ne fait pas tout. Il y a mille autres circonstances qui jouent un grand rôle dans l'art de la guerre. L'armement des Anglais n'était pas inférieur à celui des Boers. Cela n'a pas empêché les Anglais de subir les plus graves défaites. Mais la plus grande inconséquence de la tirade est dans la dernière phrase : « nous donnerons une

râclée à l'Allemagne et elle se tiendra tranquille, comme la France depuis 32 ans ». D'abord la France ne s'est pas tenue tranquille pendant 32 ans puisqu'elle a refait ses forces militaires et les a rendues formidables. L'Allemagne imitera cet exemple. Mais ensuite, en admettant même que l'Allemagne reçoive une « râclée » est-il vraiment raisonnable de dépenser de 15 à 18 milliards peut-être et de faire tuer de 400 000 à 500 000 Français pour obliger l'Allemagne à se tenir tranquille pendant 32 ans, après quoi elle sera à même de recommencer ! Cette idée que les hommes, jusqu'à la fin des siècles, n'auront pas autre chose à faire que de se massacrer sans trêve et *sans raison* est véritablement un cas de pathologie mentale des plus accusés. Ajoutez que l'Allemagne s'est tenue tranquille sans que la France ait eu besoin pour cela de brûler une cartouche, et que rien ne prouve qu'elle ne continuera pas à faire de même dans les trente-deux années suivantes, si elle n'est pas provoquée. Il est donc parfaitement inutile de dépenser 18 milliards et de verser le sang le plus précieux pour atteindre un résultat qui peut être obtenu sans le moindre effort et tout naturellement.

Passons la Manche. Nous trouvons ici un cas de frivolité encore plus extraordinaire, si c'est possible.

On dirait véritablement que l'Angleterre a la passion

spéciale de porter aux nues ceux de ses hommes d'État qui ont agi avec le plus de légèreté et qui se sont conduits comme de grands enfants.

Des difficultés d'une nature plus que secondaire naissent à un moment donné entre les Anglais établis au Transvaal et le gouvernement Boer. Elles auraient pu être tranchées de la manière la plus facile avec un peu de bonne volonté de la part du gouvernement britannique. Et, en définitive, si même on n'était pas parvenu à s'entendre par des arrangements directs, ces difficultés étaient si insignifiantes, elles mettaient si peu en danger les intérêts primordiaux de la nation, elles portaient si peu atteinte à son honneur qu'elles pouvaient parfaitement être déférées à la cour de La Haye par le plus timoré des diplomates. Mais M. Chamberlain, le grand homme d'État qui gouvernait alors à Londres, ne l'entendait pas de cette façon. Il déclara la guerre. Dans son opinion elle devait durer deux mois et devait coûter 25 millions de livres sterling. Les troupes de sa gracieuse Majesté seraient entrées triomphalement à Prétoria, enseignes déployées, l'Angleterre aurait été ivre de joie et M. Chamberlain, porté au Capitole par une foule en délire, aurait éprouvé la plus délicieuse de toutes les satisfactions, celle de s'entendre proclamer génie politique par un peuple enthousiasmé.

Au lieu de cela la guerre a duré plus de deux ans et demi ; elle a coûté plus de 300 millions de livres, sans compter (détail négligeable) tant de précieuses et splendides existences humaines fauchées à la fleur de l'âge. Imaginez un simple ingénieur agissant comme M. Chamberlain, présentant un devis de 25 millions pour une entreprise quelconque qui, une fois terminée, revient à 300 millions. Il n'y aurait pas de déconsidération assez haute pour accabler cet ingénieur. Il serait proclamé archi-incapable et ignorant. Il serait conspué de tous côtés. Certes aucune compagnie et aucun particulier ne lui offrirait le travail le plus insignifiant. Il irait cacher sa honte dans la retraite la plus inaccessible.

Mais dès qu'il s'agit des affaires de l'Etat, c'est juste le contraire. M. Chamberlain pour avoir agi avec l'étourderie d'un enfant de dix ans a été porté aux nues et est devenu l'idole d'une bonne partie du peuple anglais. Cependant les preuves de sa frivolité sont écrasantes. L'événement accompli, les hommes tués et les millions dépensés, M. Chamberlain est allé faire une tournée en Afrique pour se mettre au courant de la situation. Que n'a-t-il entrepris cette tournée avant la guerre ? Il aurait peut-être épargné la vie de 60 000 hommes et la dépense de sept milliards de francs.

Si encore, après tous ces sacrifices, le but des Anglais avait été atteint. Cela n'est même pas. On a fait la guerre aux Boers parce que ceux-ci diminuaient les bénéfices des compagnies minières anglaises. Maintenant les Anglais eux-mêmes les réduisent dans une mesure plus considérable en les frappant d'impôts pour payer les dépenses de la guerre. Ajoutez à cela que, par suite des désordres provenant des hostilités, le rendement des mines est tombé à la moitié de ce qu'il était avant la rupture de la paix. Il est difficile de dire combien il faudra d'années pour revenir à l'ancien taux de production.

Le plus extraordinaire dans toute cette affaire c'est que les « génies » politiques de notre temps ne comprennent pas l'injustice suprême des entreprises de ce genre. C'est le cas dont j'ai parlé plus haut, à propos de la colonisation du Brésil. Le peuple Anglais va payer 200 millions de francs d'impôts supplémentaires pendant un nombre d'années indéfini pour procurer des bénéfices plus élevés à quelques Anglais possesseurs des mines. Cela est non seulement d'une iniquité révoltante, mais encore d'une absurdité qui dépasse toute imagination. Cela revient, en effet, à faire la guerre pour spolier le *vainqueur !* C'est véritablement un comble !

M. Chamberlain ne pouvait pas ne pas savoir que la guerre à notre époque est une affaire très coûteuse. Dans ces conditions à qui sert-elle ? Si elle ne rapporte rien au *triomphateur* lui-même, elle se réduit à une colossale mystification, ou en d'autres termes à une pure folie.

Mais quel est l'homme d'État qui se donne la peine de réfléchir sérieusement ? Quel est celui qui pèse sous toutes ses faces une entreprise militaire ? Sitôt que les fumées « patriotiques » montent au cerveau, on dirait que toute raison doit se taire.

Les affaires internationales (les plus graves qui existent au monde) ont été jusqu'à nos jours un sport pour les gentilshommes désœuvrés et les souverains. On s'en occupe fort souvent d'une façon ennuyée et distraite entre deux parties de golf ou entre deux flirts passionnants. Aussi ces affaires ont-elles été menées avec une étourderie et une légèreté tellement énormes que cela paraît inadmissible et incroyable.

Un homme d'État, ayant la prétention de mériter ce titre, devrait avoir toujours prêt un plan d'organisation politique embrassant le globe entier. A notre époque il ne peut plus en être autrement. La planète s'est rapetissée grâce aux moyens perfectionnés de communication. Elle forme un seul échiquier. L'homme d'État

véritable devrait posséder des idées parfaitement nettes sur les mesures à prendre pour faire régner l'ordre sur le globe entier, unique moyen d'assurer le maximum de prospérité à sa patrie. Mais on peut parier cent contre un, sans avoir la moindre chance de perdre, qu'il n'y a pas actuellement *un seul* homme d'État en Europe qui ait songé à rien de pareil. Un homme d'État qui prend simultanément en considération des intérêts de *tous* les peuples de la terre ! Cela ne s'est jamais vu ! Cela serait même, d'après nos idées enfantines, anti-patriotique... Encore un peu, on dirait criminel ! Avoir un horizon embrassant le globe entier ! Quel idéalisme ! Quelle aberration ! L'empereur Guillaume II proclame solennellement que son horizon, à lui, ne dépasse pas les frontières de l'Allemagne. Il ne s'aperçoit pas que son empire n'est pas une planète isolée roulant dans les espaces célestes. Il ne s'aperçoit pas que son empire est la partie d'un ensemble plus vaste qui l'enserre de toute part et qu'une Allemagne heureuse, au milieu d'une Europe qui ne l'est pas, est une pure impossibilité !

Et l'horizon des hommes d'État est aussi limité dans le temps que dans l'espace. On peut parier également que pas un seul ne fait des considérations dépassant un avenir de dix ou quinze ans. Tous vivent au

jour le jour, se laissant guider par le hasard des événements, sans même se douter peut-être qu'il puisse en être autrement et qu'il soit possible de tracer un plan de conduite s'étendant sur plusieurs décades ou même sur un siècle. Un seul homme d'État a eu des visées aussi longues. Ce fut Pierre le Grand... Le malheur veut seulement que l'écrit où elles ont été consignées ait été forgé, en 1812, par un écrivain français appelé Lesur.

Ignorance profonde des phénomènes sociaux les plus élémentaires et les plus fondamentaux, routines invétérées, conceptions enfantines, légèreté, frivolité, futilité et avec cela infatuation profonde et orgueil sans limite, tels ont été, sauf quelques très rares exceptions, les traits caractéristiques des hommes d'État du passé et tels sont encore ceux du présent.

Mais le glas funèbre de la politique des aristocrates désœuvrés ne va pas tarder à sonner. Des générations nouvelles se lèvent qui sont composées non pas de gentilshommes oisifs, mais de travailleurs infatigables, fouillant dans toutes les directions les mystères de la nature. Le grand soleil de la démocratie monte à l'horizon poussé par le socialisme. Les anciennes idées vieillottes et étroites vont être balayées par l'irrésistible courant de l'opinion moderne. Des millions de malheureux

dont les ancêtres ont été affamés depuis des siècles et tyrannisés de la façon la plus cruelle lèvent maintenant la tête et demandent leur place au banquet de la vie. Le triomphe de la démocratie est inévitable. Et il ne faut entendre par ce mot ni un nivellement brutal des conditions économiques, ni la suppression de tout raffinement dans les idées et les mœurs. Non, le triomphe de la démocratie signifie l'établissement d'une plus grande somme de justice et la fin de l'exploitation odieuse de l'homme par l'homme qui est encore presque partout la base de l'organisation sociale.

CHAPITRE V

L'ABSENCE DE LOGIQUE

L'absence de logique peut être considérée aussi comme un cas de pathologie cérébrale. Si un homme venait affirmer avec conviction que A étant égal à B et B à C, C n'est pas égal à A, il prouverait que sa raison n'est pas saine. Sans doute l'absence de logique comporte les nuances les plus extrêmes. Mais arrivée à un degré considérable d'acuité, nul ne peut contester qu'elle ne constitue un cas de folie, parce qu'elle démontre que l'organe de la pensée ne fonctionne plus d'une façon normale.

Maintenant, chaque fois qu'on vient affirmer que la guerre est utile, bienfaisante ou au moins indispensable, il est extrêmement facile de prouver qu'on est en présence de raisonnements illogiques, donc d'un cas de folie.

Dans deux volumes publiés précédemment (1) j'ai déjà eu l'occasion de combattre les arguments des partisans de la guerre. Je ne veux pas les répéter ici et j'exposerai seulement quelques réflexions qui se sont présentées à mon esprit dans ces dernières années, soit par suite de mes lectures, soit par suite d'autres circonstances.

On comprendra qu'il est impossible de combattre les erreurs de mes adversaires dans un ordre systématique quelconque, parce que la nature même de l'erreur est précisément le vagabondage de l'esprit.

Les partisans de la guerre disent qu'elle est utile parce qu'elle engendre des vertus. C'est ce que soutient Proudhon dans le passage suivant tiré de son ouvrage intitulé *De la guerre et de la paix* qui parut en 1862. « La guerre est le phénomène le plus profond, le plus sublime de notre vie morale... c'est elle qui, dans les harmonies de la nature et de l'humanité, donne la note la plus puissante ; elle agit sur l'âme comme l'éclat du tonnerre, comme la voix de l'ouragan, mélange de génie et d'audace, de poésie et de passion, de suprême justice et de tragique héroïsme ; sa majesté nous étonne

(1) *La guerre et ses prétendus bienfaits.* Paris A. Colin 1894 ; *La Fédération de l'Europe.*

et, plus la réflexion la contemple, plus le cœur s'éprend pour elle d'enthousiasme. La guerre, dans laquelle une fausse philosophie, une philanthropie plus fausse encore, ne nous montre qu'un épouvantable fléau, l'explosion de notre méchanceté innée, est la manifestation des colères célestes, l'expression la plus incorruptible de notre conscience, l'acte qui malgré l'influence impure qui s'y mêle, nous honore le plus devant la création et devant l'Éternel. Elle est justicière, révélation de la justice, de l'idéal, discipline de l'humanité. Les conquérants sont les seuls princes que l'humanité respecte ; les pacifiques, les débonnaires sont méprisés, bafoués, jetés à l'échafaud ou au couvent » (1).

Comme déclamation, ce passage est fort beau ; seulement il contient presque autant de sophismes que de mots.

Le premier sophisme est de confondre la vertu avec l'agent qui la produit *parfois*. Les vertus sont utiles, non l'agent qui les fait naître. Si les vertus dont parle Proudhon n'étaient engendrées que par la guerre seule, alors, à la rigueur, ses arguments auraient encore quelque semblant de logique. Mais tout le

(1) Cité par E. Ollivier *L'empire libéral*, Paris, Garnier frères 1900, tome V, p. 447.

monde sait qu'il n'en est pas ainsi. On peut manifester les vertus les plus hautes en se consacrant à n'importe quelle occupation : la politique, la science, la philanthropie. Ensuite Proudhon ne s'aperçoit pas que les vertus, occasionnellement engendrées par la guerre, sont toujours bonnes par elles-mêmes tandis que la guerre n'est jamais bonne par elle-même. Donc l'effort de l'humanité doit tendre à avoir les vertus sans le mal qui les produit. Et comme les vertus peuvent parfaitement venir d'une autre source que la guerre, celle-ci est inutile, donc mauvaise. Considérez encore, et ceci a été dit et redit mille fois, que les inondations, les incendies, les épidémies peuvent provoquer des vertus. Il serait stupide cependant de vanter l'œuvre des incendiaires parce qu'elle peut donner l'occasion à des pompiers de commettre des actes héroïques de dévouement.

En second lieu Proudhon néglige de faire attention que si la guerre peut produire parfois des vertus, elle produit toujours et nécessairement les vices les plus odieux et les plus infâmes. Et tandis que les vertus peuvent se manifester sans les combats, il est impossible de faire la guerre sans commettre le plus horrible de tous les crimes : l'homicide. Or venir affirmer que l'on devient vertueux qar la pratipue

du crime est la plus complète négation de la logique qui se puisse imaginer.

De plus Proudhon ne se demande pas un seul instant si les passions destructrices, engendrées par la guerre, ne dépassent pas de beaucoup les vertus qu'elle peut provoquer parfois. Or c'est précisément le cas. C'est par suite de la guerre que l'homme commet froidement et sans remords des actes de cruauté qui lui paraîtraient absolument révoltants dans la vie civile. C'est par la guerre que l'homme se dégrade jusqu'à la férocité de l'animal (1).

(1) Relever les atrocités de la guerre est naïf, tant il s'en commet. Cependant je me permettrai d'en citer une, fort caractéristique, dont j'ai lu récemment le récit dans un journal, à propos des mémoires du général Lœwenstern. Il était au service de l'empereur Alexandre Ier. Il raconte que pendant la campagne de Saxe « ayant surpris et fait prisonniers cent cinquante artilleurs français avec leurs officiers, il venait de donner des ordres pour leur faire distribuer des vivres, lorsqu'il apprit avec indignation qu'un de ses collègues les avait fait fusiller ». Peut-on imaginer un acte plus odieux ? De quoi étaient coupables les malheureux artilleurs français ? De servir leur patrie. Mais les bourreaux qui les exécutèrent ne faisaient-ils pas la même chose ? Et puis massacrer des hommes qui s'étaient rendus en ayant confiance dans la loyauté de leurs adversaires, quoi de plus vil et de plus infâme ? On peut juger à ce trait ce que valent les déclamations de Proudhon, quand il affirme que la guerre développe les plus nobles vertus.

Il y a chez Proudhon une autre erreur : celle de confondre le courage avec la vertu. Le plus infâme spadassin, une fois en face de son adversaire, s'il combat avec héroïsme, peut mériter tous les éloges que Proudhon décerne aux guerriers.

La dernière phrase du passage que je viens de citer est aussi une perle. « Les conquérants sont les seuls princes que l'humanité respecte ; les débonnaires sont méprisés ». Si Proudhon avait dit : « Au moyen âge tout le monde était persuadé que le soleil tournait autour de la terre, donc, à cette époque, il en était ainsi », il aurait fait le même raisonnement. La conclusion vraie n'est pas qu'au moyen âge le soleil tournait autour de la terre, mais qu'au moyen âge tout le monde se trompait. De même, si tout le monde croit maintenant que les conquérants sont respectables et les souverains pacifiques méprisables, c'est que tout le monde se trompe et nullement qu'il en est ainsi.

Mais la plus grande erreur du célèbre socialiste français consiste à croire qu'on fait la guerre pour cultiver les vertus. Il suffit de songer un seul instant au véritable but de la guerre pour comprendre que ses arguments sont une pure logomachie, un cliquetis de mots sonores et rien de plus. La guerre a pour but de violer le droit de quelqu'un, de faire souffrir quelqu'un.

Elle est donc bel et bien et ne peut pas être autre chose qu'une action criminelle. Car, dans toutes les langues et d'après toutes les logiques du monde, l'homme qui cherche sciemment à diminuer le bonheur de ses semblables est un malfaiteur. Le martyre de millions de malheureux : les Polonais, les Arméniens, les Macédoniens, les Alsaciens ne se serait jamais effectué sans la guerre. Sans elle le droit régnerait sur le globe entier et il n'y aurait pas d'oppressions nationales, partant pas de souffrances.

Et ce qui montre encore combien se trompent ceux qui pensent que la guerre engendre des vertus c'est qu'ils attribuent cette puissance magique uniquement à la guerre *étrangère*. Pourquoi? Tout le monde sait que les guerres civiles, étant les plus acharnées, peuvent provoquer de plus grands dévouements et de plus grands sacrifices. Pourquoi ne vient-on pas demander que les nations se déchirent un peu de temps en temps pour faire pousser de sublimes vertus ?

Et puis qu'est-ce que l'*étranger*? Si les nations européennes s'unissaient demain en fédération, tous les Européens se considéreraient comme compatriotes aussi bien que les Français de Genève considèrent maintenant comme compatriotes les Allemands de Berne et les Italiens de Lugano. La fédération de l'Europe

pourrait se faire demain si nos gouvernements le voulaient. L'idée d'étranger étant conventionnelle, dans une très forte mesure, il n'est pas logique d'attribuer à la guerre étrangère des vertus que ne possède pas la guerre civile. Or personne ne préconise les avantages de cette dernière.

Le sophisme qui consiste à confondre la guerre avec la *seule* défense a été aussi signalé bien des fois. Qui dit : « Je combattrai jusqu'à la dernière goutte de mon sang pour avoir le droit de prier Dieu à ma guise » est un héros digne de la plus profonde admiration et de la plus grande estime. Mais, pour que cette phrase puisse être prononcée, il faut nécessairement qu'un autre homme dise : « Je combattrai jusqu'à la dernière goutte de mon sang pour empêcher mon prochain de prier Dieu à sa guise ». Si la première déclaration est admirable et magnifique, la seconde est odieuse et haïssable dans une mesure égale. Or, comme l'acte de la défense est le second moment, tandis que l'acte de l'attaque est le premier, et comme l'attaque est précisément la guerre, la guerre, en elle-même, est un acte criminel, non un acte héroïque. Après Sedan les Allemands ont continué les hostilités pour prendre l'Alsace-Lorraine, c'est-à-dire le bien d'autrui, puisque les habitants de cette province proclamaient à cor et à

cris qu'ils ne voulaient pas être annexés à l'empire germanique. Cette guerre était donc faite pour violer le droit des Français et nullement pour défendre celui des Allemands.

Puisqu'un combat n'est pas possible sans agresseur, on commet une aberration mentale en identifiant la guerre avec la seule défense.

Passons à d'autres arguments.

Il y en a un très célèbre de l'ordre théologique. « La guerre, dit le maréchal de Moltke, est conforme à l'ordre des choses établi par Dieu ». Le fameux stratégiste prussien ne pouvait pas ignorer, il me semble, que bon nombre d'individus nient absolument l'existence de Dieu. La nécessité de la guerre n'est donc pas évidente pour les athées. Et puis, il y a lieu de croire que l'ami de Bismarck avait aussi entendu parler d'une religion appelée christianisme qui, loin de commander la guerre, commandait, au contraire, d'aimer le prochain comme soi-même.

D'ailleurs le maréchal de Moltke s'exprimait d'une façon incorrecte. Il aurait dû dire : « la guerre est conforme au *désordre* des choses établi par Dieu », car la guerre n'est autre chose que la perpétuité de l'anarchie internationale. Ce petit préfixe, ajouté au mot *ordre*

aurait suffi à ouvrir les yeux au maréchal prussien et à le faire revenir à la compréhension de la vérité. Car une infinie sagesse qui établit le *désordre* et le *chaos*, c'est une contradiction dans les termes.

Il y a un autre moyen de convaincre le maréchal qu'il se trompe grossièrement. Dire que la guerre est établie par Dieu, c'est dire que la désunion de l'Europe, qui provient de la guerre, est également décrétée par lui. Mais alors pourquoi pas aussi la désunion de l'Allemagne ? Cette nation, pendant de longs siècles, était composée d'États qui se faisaient des guerres perpétuelles. Tels avaient été les décrets de la Providence. Comment le maréchal de Moltke ne se croyait-il pas obligé, par sa foi, de respecter le désordre des choses établi en Allemagne ? Que lui voyons-nous faire, au contraire. Nous le voyons travailler toute sa vie à l'unité de ce pays, c'est-à-dire à l'établissement de rapports juridiques entre les États dont il était formé. Le maréchal de Moltke ne s'est pas soucié un seul instant de l'ordre établi par Dieu, sitôt qu'il l'a trouvé contraire à ses aspirations et à ses idées politiques. De quel droit venait-il donc affirmer que les socialistes devaient respecter le désordre de l'Europe qui est le principal obstacle s'opposant à leur bien-être ?

Très rapidement je veux relever encore deux grands bienfaits qu'on attribue à la guerre, mais qui ont maintenant une valeur plutôt rétrospective : elle a contribué à former les grandes nationalités, elle a sauvé la civilisation.

Le général Frey affirme que la Chine, devenue aujourd'hui très pacifique et avec raison, doit cependant sa grandeur à la guerre (1). En d'autres termes, c'est par la guerre qu'a été créée son unité nationale. C'est une idée très répandue, non seulement pour la Chine, mais pour toutes les autres grandes nations. Cependant elle est complètement fausse. C'est l'idée contraire qui est la vraie. Au lieu de parler de la Chine, dont nous connaissons très mal l'histoire, parlons des pays européens et d'évènements qui se sont passés sous nos yeux.

Par suite d'une longue élaboration intellectuelle dont il est inutile de relever ici les péripéties, les Italiens au XIXe siècle, ont ardemment désiré s'unir en corps de nation. Si les Habsbourg et les Bourbons s'étaient respectueusement inclinés devant les vœux populaires, l'unité italienne se serait faite beaucoup plus vite, probablement dans les premières années du

(1) *Revue des Deux Mondes* du 1er octobre 1903, p. 537.

XIX[e] siècle par des voies légales, comme, de nos jours, l'unité des colonies anglaises de l'Australie. Mais les Habsbourgs et les Bourbons n'ont pas voulu se conformer aux vœux populaires. Les Italiens et les Français, pour forcer les résistances de l'Autriche et de Naples, ont été obligés de combattre. Mais si Napoléon III et Victor Emmanuel avaient été battus, la guerre n'aurait pas fait l'unité de la nation italienne, elle aurait *empêché* de la faire, tout comme en 1849.

Cet exemple peut s'appliquer à tous les autres pays. C'est à partir du moment où les souverains de l'ancien Saint-Empire romain de la nation germanique ont accordé à leurs vassaux les droits de souveraineté, c'est-à-dire le droit de faire la guerre, que l'unité de l'Allemagne a été brisée. Et pour la reconstituer, il a suffi aux différents États allemands de renoncer à se faire la guerre. De même l'union fédérale de l'Europe n'existe pas encore, parce que les nations de notre continent sont toujours prêtes à se combattre. Mais qu'elles y renoncent, l'unité de l'Europe sera faite immédiatement.

Passons au salut de la civilisation.

Je prie le lecteur de méditer le passage suivant : « Les Indiens pueblos avaient fondé au Nouveau-Mexique des communautés agricoles florissantes, bâti des villages et des villes. Un beau jour les *conquis-*

ladores espagnols tombèrent sur eux, les massacrèrent et les repoussèrent dans la montagne où ils retournèrent à la sauvagerie » (1). Voilà comment la guerre sauve la civilisation !

Mais, dira-t-on, et quand les envahisseurs sont des barbares ?

Trois cent mille voyageurs envahissent la Suisse chaque été. Elle ne s'en trouve que mieux. Si les barbares envahissaient les pays de la même façon, ils ne feraient aucun mal. Leur entrée ne devient désastreuse que lorsqu'elle est guerrière. Comment peut-on affirmer que la guerre préserve la civilisation quand, au contraire, c'est elle qui la détruit. En réalité, quand les hostilités ont éclaté, si ce sont les civilisés qui ont battu les barbares, la civilisation a vaincu ; quand les civilisés ont été battus la civilisation a succombé. Ce qui a sauvé la civilisation ce n'est donc pas la guerre, mais la victoire finale des civilisés sur les barbares. C'est d'une logique élémentaire. On comprend difficilement qu'il y ait des économistes distingués qui ne voient pas des choses si simples et qui viennent affirmer que la guerre a été utile dans le passé. Ajoutez, de plus, que si les barbares n'avaient pas fait la guerre,

(1) *La Revue* du 1er février 1903, p. 290.

il y a beaux jours que le globe serait un vaste jardin.

Une autre preuve d'absence de logique chez les plus célèbres théoriciens politiques est ce qu'on peut appeler l'idolatrie de la souveraineté. Depuis des siècles, on (les Allemands surtout) proclame que la souveraineté de l'État est le paladium de la liberté humaine, la pierre angulaire de la civilisation. Que cette souveraineté vienne à être mise en péril, immédiatement un despotisme universel s'étendra sur le globe entier et la civilisation périra.

Or la souveraineté absolue des États c'est la sauvage anarchie internationale, le perpétuel *bellum omnium contra omnes* considéré comme le salut de l'humanité. Il est difficile d'imaginer une aberration plus colossale. Aucun théoricien ne considère la souveraineté de l'individu au sein de l'État comme la pierre angulaire de la prospérité sociale. Tout le monde comprend que le maximum de bien-être est réalisé quand chaque citoyen respecte scrupuleusement les droits du prochain. Mais on ne raisonne plus ainsi dès qu'on considère les États au sein de l'humanité. D'où vient cette étrange contradiction ? Tout simplement d'un défaut de logique. On ne voit pas que c'est le *despotisme* qui est le mal et nullement l'union. Il faut faire une fédéra-

tion où les droits de chaque peuple soient respectés dans la mesure la plus complète. Mais il ne faut pas s'opposer à la fédération par crainte que, dans son sein, les droits des nations pourront être violés. Cela pour deux raisons. D'abord parce que rien, mais absolument rien, n'empêche de faire une union scrupuleusement respectueuse des droits de chacun. Et la preuve, c'est qu'il en est ainsi de nos jours dans les fédérations qui fonctionnent régulièrement. En Suisse, le pouvoir fédéral ne sacrifie pas les intérêts d'un canton au profit des intérêts d'un autre. Aux États-Unis le tribunal de l'Union ne fait aucune distinction entre la Californie et le Massachussets et ne témoigne aucune faveur spéciale à l'égard de l'une plutôt que de l'autre. *Pouvoir* et *despotisme* ne sont pas des termes synonymes. Il peut parfaitement exister des pouvoirs dont l'objectif n'est pas de violer la justice, mais de la faire respecter. C'est même la fonction normale du pouvoir, tandis que le despotisme en est un cas pathologique. La maladie est un phénomène naturel, mais la santé aussi.

En second lieu, il ne faut pas s'opposer à la fédération parce que l'anarchie actuelle est précisément l'état de choses qui ne donne *aucune* garantie. En admettant même qu'au sein de la fédération les droits d'une nation pourraient être violés, ils le seraient dans une me-

négation du droit, c'est-à-dire par la guerre. Non, mille fois non. Il n'existe qu'un seul moyen de *résoudre* les différends politiques : la justice et l'entente. Le jour où les Russes reconnaîtront, ce qui est évident comme un axiome mathématique, que toute nation a un droit imprescriptible à l'indépendance politique, alors l'accord s'établira complet et définitif entre la Pologne et la Russie et la question polonaise n'existera plus.

Ce n'est donc pas la guerre, mais le contraire de la guerre, le respect du droit, qui seul peut résoudre les questions internationales et sociales.

On a dit encore que la guerre est utile parce qu'elle produit une sélection dans l'espèce humaine. Je ne m'attarderai pas ici à combattre cette ineptie. Je l'ai fait tout au long dans ma *Fédération de l'Europe*. Oui, la guerre produit une sélection, mais *à rebours*. Elle tue les meilleurs et laisse subsister les plus mauvais. La justice seule produit la sélection positive en récompensant les meilleurs et par conséquent en les faisant survivre et prospérer.

Je le répète, je ne veux pas m'arrêter sur ce sujet. Je ferai seulement remarquer une contradiction chez ceux qui croient à la sélection favorable. La guerre civile peut la donner aussi bien que la guerre étrangère.

Alors pourquoi ne conseille-t-on pas des massacres périodiques au sein de l'Etat en vue de l'amélioration de la race ?

Beaucoup de personnes comprennent désormais que les guerres politiques sont désavantageuses ; donc, qu'il ne faut pas les faire. Les Français ne montrent aucune vélléité de recommencer l'expédition de Guillaume le Conquérant et les Anglais celle du Prince Noir. On renonce donc à s'emparer des territoires d'autrui, ce qui est un acheminement vers l'union définitive. Mais on prétend que la guerre est tout de même inévitable, parce qu'il faut conquérir des marchés. Il y a une erreur fondamentale dans cette opinion. Non seulement le commerce n'est pas une lutte, mais c'est juste l'opposé, une alliance. L'échange des marchandises ne s'opère qu'à partir du moment où il est avantageux pour ceux qui l'accomplissent. Donc l'échange établit une *solidarité* d'intérêts et nullement un antagonisme. C'est quand un zollverein universel couvrira le globe entier que chaque nation aura conquis le marché le plus étendu qui puisse exister sur la terre. C'est seulement par la plus étrange des aberrations que les nations se disputent les marchés à main armée. Car imaginez le but de leur effort atteint dans la mesure

la plus complète qui soit réalisable. La France a conquis le monde entier, par hypothèse. Les 135 millions de kilomètres, constituant les continents, sont le domaine de la République. Le gouvernement central supprime toute barrière entre ses provinces, comme la Révolution les a supprimées, en 1789, entre les anciennes provinces françaises. Le globe entier est devenu le marché de la France, mais, inversement, la France aussi le marché du globe entier. Et il est impossible que les deux faits ne se produisent pas simultanément. Pour que le globe puisse devenir leur marché sans que la réciproque soit un fait, il faut que les Français consentent à ne rien recevoir en échange de ce qu'ils donnent, c'est-à-dire qu'ils fassent de perpétuels cadeaux aux Anglais, aux Américains ou aux Russes. Ce qu'on appelle la conquête des marchés, c'est le désir d'exporter sans importer ; c'est une contradiction pure. Cela serait un commerce sans échange. Autant vouloir un triangle qui n'a pas trois angles.

Il est parfaitement juste de désirer avoir le marché le plus grand possible : celui du globe entier. Mais il n'est pas du tout nécessaire de verser une seule goutte de sang pour obtenir ce suprême bien. Il suffit que tous suppriment les douanes et ouvrent leurs frontières au commerce de tous les pays.

Encore deux inconséquences et je termine ce chapitre qui aurait pu être allongé démesurément, car, hélas, les aberrations humaines sont légion.

On entend souvent des gens se plaindre de vivre dans des temps pervers où on est obligé d'entretenir des armées formidables pour se défendre contre les attaques des voisins.

Mais qui empêche les États de renoncer à s'emparer des provinces des autres ? Qui les empêche d'établir une union internationale ? On se plaint toujours de la scélératesse du prochain. On ne s'aperçoit pas que, si chacun renonçait à sa propre perversité, on n'aurait pour voisins que des vertus personnifiées.

Enfin la dernière perle.

Tous ceux qui se disent malins : les esprits forts, les grands politiciens, les diplomates, ont la plus profonde commisération pour les pacifistes. Parce que les pacifistes n'ont pas encore atteint leur but, ces « hommes pratiques » les traitent d'utopistes, de rêveurs, presque d'imbéciles. Mais, je le demande, traiterait-on d'imbécile un homme qui, voulant aller de Paris à Marseille, se mettrait en marche et se trouverait à un certain moment à Fontaibleau ? Parce qu'il n'est pas encore arrivé à Marseille est-ce à dire que l'unique moyen d'y parvenir n'est pas de se diriger vers ce point en met-

tant un pied devant l'autre? Si les militaristes nous disaient : « Votre but est funeste, abandonnez-le », ils seraient logiques. Mais quand ils nous disent : « Votre but est des plus bienfaisants (1) mais, comme vous ne l'avez pas encore atteint, il est absurde de le poursuivre », les militaristes sont complètement illogiques. Est-ce qu'ils croient vraiment que, si nous ne faisions rien, les choses changeraient toutes seules et qu'un beau matin les hommes se réveilleraient tous avec l'absolue conviction que la fédération de l'Europe est indispensable et très facile à réaliser? Penser cela est simplement croire au miracle. Dieu a bien voulu apparaître à Saint Paul, sur le chemin de Damas, pour le mettre dans la voie de la vérité. Par malheur Dieu ne se donne plus la peine de recommencer. Or, à part les miracles, la seule manière d'agir sur les hommes est de leur inculquer des idées par la propagande.

De plus, il est illogique de traiter les pacifistes avec dédain et de les tourner en ridicule, parce que leurs *adversaires* ne veulent pas marcher. Si tous les hommes étaient comme nous, la fédération de

(1) Car les militaristes soutiennent que la paix est aussi leur objectif.

l'humanité serait faite en quelques mois. Mais est-ce notre faute si tous les hommes ne sont pas comme nous ? On nous reproche de piétiner sur place sans rien réaliser de concret et de positif. On nous dit : « vous prononcez de beaux discours, vous vous réunissez en congrès, vous prenez part à des banquets et puis tout reste comme par le passé. Obtenez donc quelque résultat tangible. Alors nous vous prendrons au sérieux ». Si les hommes étaient moins bornés, ils feraient des bonds ; ils sauteraient quatre à quatre les échelons du progrès. Mais si les hommes sont si bornés qu'on ne peut péniblement que leur faire gravir un échelon après l'autre, est-ce la faute des pacifistes ? Nous ne demandons pas mieux que de galoper à l'avant-garde. Mais si le gros de l'armée ne veut pas nous suivre, peut-on logiquement nous en faire un reproche et nous accabler pour cette raison de dédain et de sarcasmes ?

CHAPITRE VI

LA COUARDISE MORALE

A côté de l'absence de logique, la routine doit être considérée certainement comme un étatpathologique de l'esprit. L'absence de logique vient souvent d'une imperfection de l'organe intellectuel. On peut la déplorer, mais elle ne mérite pas l'animadversion parce qu'elle n'est pas volontaire. La routine est d'une autre nature. Elle peut être assimilée au vice. L'alcoolique sait que sa conduite est pernicieuse. Mais il ne veut pas la changer. Par là, il se rend odieux et à soi et aux autres. S'il ignorait que l'alcool fait du mal et s'adonnait à la boisson, il serait un malheureux méritant seulement la pitié. Mais à partir du moment où l'ivrogne sait qu'il est nuisible de boire et continue pourtant à le faire, sa conduite provoque le dégoût et la haine.

La routine est un vice de l'esprit parce que le routinier peut comprendre qu'elle est désastreuse, mais il ne veut pas y renoncer, comme l'ivrogne aux spiritueux. Le routinier n'ignore pas que la somme de bien être est en raison directe de la somme de vérité. Mais, par paresse d'esprit, il ne veut pas se donner la peine de connaître la vérité. Par là, le routinier court volontairement à sa perte, donc, dans une certaine mesure, il est fou, c'est-à-dire malade.

La routine a pour aboutissement la couardise morale, un des défauts les plus funestes à l'humanité. Un individu est complètement convaincu que le duel est absurde et infâme. Cependant, pour ne pas être accusé de lâcheté physique, cet individu n'ose pas ne pas se battre. Il fait taire tous les arguments de sa conscience et de sa raison et se rend sur le terrain. Il cède à la couardise morale.

Par malheur, pendant que le courage physique court les rues, le courage moral se rencontre rarement. Supposez qu'on soit en guerre. Un autocrate appelle les officiers d'un régiment de sa garde et leur dit : « Messieurs, je vous ordonne de monter à l'assaut de la redoute ennemie qui est devant vous. Seulement je vous préviens qu'il y a dix chances contre une que pas un de vous ne reviendra vivant ». Les officiers obéiront

sans hésiter et se feront tuer jusqu'au dernier. M
que le même autocrate dise aux officiers. « Je vou
demande de me dire la vérité *absolue* sur les résultat
de mon gouvernement ». Et, quand bien même les officiers seraient convaincus qu'il ne leur arrivera *rien* s'ils se conforment à l'ordre de leur monarque, il ne s'en trouvera pas un sur vingt qui osera lui dire la vérité tout entière. Pourquoi l'esprit humain est-il ainsi fait? Pourquoi ne craint-on pas de sacrifier sa vie, mais a-t-on peur de contrariétés sans aucune conséquence physique, c'est ce qu'il n'est pas à propos d'examiner ici. Il suffit seulement de constater que le courage moral est beaucoup plus rare que le courage physique.

C'est une des raisons pour les quelles les affaires humaines marchent si mal. En effet, c'est en grande partie par suite de la couardise morale que le militarisme se maintient parmi nous et plonge les masses populaires dans les plus cruelles privations.

Je n'en saurai donner de meilleure preuve que l'article suivant, publié dans le *Temps* du 29 septembre 1903, à propos du discours, prononcé par M. Trouillot, ministre du commerce, à la cloture du congrès de la paix de Rouen. « Vive la paix ! certainement... Il faut être, comme nous le sommes, pacifiques. Mais cet amour de la paix n'est honorable qu'autant qu'il ne

cache pas le désir inavoué de nous dérober à nos devoirs, qu'il ne diminue pas notre fierté et le sentiment que nous devons toujours avoir de notre force. Ce n'est pas d'ailleurs à nous, qui n'avons pu accomplir toute notre tâche, de parler trop souvent de nos intentions pacifiques. Le monde sait que notre politique n'est pas belliqueuse. Ayons la pudeur de ne pas faire étalage de l'horreur que la guerre nous inspire, si nous ne voulons pas que ces morts, dont nous honorons la mémoire, nous rappellent que nous n'avons pas le droit de célébrer, à l'égal d'une victoire, l'effort de sagesse que nous nous sommes imposé pour maintenir la paix depuis trente ans. Il y a en effet, quelque chose de choquant à cet étalage de la victoire que nous avons remportée... sur nous-mêmes. Nous finirons par ressembler à l'homme qui n'osant avouer sa peur excessive des coups disait : « Tenez-moi, ou je fais un malheur ! » Et nous deviendrons des Français au type flasque, ce qui ne serait pas la meilleure façon de garantir la paix. Car nous avons de bons amis à qui n'échapperait pas cette occasion de dépecer une fois de plus une proie trop facile ».

Les rédacteurs du *Temps* sont en état de comprendre, il me semble, que, si la France pouvait faire la fédération de l'Europe, la prospérité de son peuple et de tous les peuples voisins augmenterait aussitôt dans une

mesure immense. Des millions de malheureux qu'étreint aujourd'hui la plus noire misère, pourraient lever les regards vers les cieux, pousser un immense soupir de soulagement et commencer à mener une existence tolérable. Mais le *Temps* conseille aux Français de ne pas entreprendre cette œuvre superbe afin de ne pas être soupçonnés de lâcheté physique ! De l'autre côté de la frontière, Guillaume II et ses hobereaux disent exactement la même chose : « Si nous acceptions un plébiscite en Alsace-Lorraine, si nous consentions à pratiquer cette conduite admirable entre toute qui s'appelle le respect du droit, nous passerions pour des lâches. Jamais ! Nous préférons mourir jusqu'au dernier. » Ainsi on continue, par couardise morale, à tourner le dos à la raison et les peuples continuent à moisir dans les plus cruelles privations.

Je ferai d'abord observer au *Temps* que le courage moral est mille fois plus honorable que le courage physique, et cela pour les collectivités autant que pour les particuliers. Mais, de plus, au point de vue des collectivités, il y a une série de facteurs spéciaux qui donnent encore plus d'importance au courage moral.

Il faut certes du courage physique pour exposer sa propre vie, mais quel courage faut-il pour exposer celle des autres ? Or dans les sociétés modernes, il est bien

rare que ceux qui déclarent la guerre soient précisément les mêmes individus qui vont ensuite se faire tuer sur les champs de bataille. M. Chamberlain est resté tranquillement à Londres pendant que des milliers de brillants jeunes officiers et de vaillants soldats se rendaient en Afrique. Par conséquent, ceux qui gouvernent ne donneraient aucune preuve de lâcheté en établissant un ordre international qui rendrait les guerres inutiles. Cela, par rapport aux individus dans l'espace, s'il est permis de s'exprimer ainsi. Mais il y a encore une considération, plus importante, celle du temps. Il se peut que la guerre ne soit pas déclarée par la France à l'Allemagne avant cinquante ans. Tous les Français adultes, actuellement vivants, seront morts à cette époque. Est-ce que les Français de l'heure actuelle donnent la moindre preuve de courage physique en obligeant de combattre leurs descendants ?

Il n'y a pas d'erreur plus grossière et plus funeste que d'appliquer aux faits sociaux les mesures d'appréciation qui sont adéquates aux faits individuels. Un homme qui va se battre en duel démontre son courage physique. Mais une nation qui entre en campagne ne le démontre pas. La guerre n'est en aucune façon une preuve de bravoure. D'abord toutes les armées sont braves quand elles sont disciplinées. Ensuite toutes les

armées sont également braves ou lâches selon les circonstances. On peut voir sur le même champ de bataille, dans la même armée, et les attaques les plus héroïques et les déroutes les plus honteuses. Des soldats, qui, à un moment, ont fui comme des lièvres, peuvent, à un autre, résister comme des lions.

La guerre ne prouve donc ni le courage, ni la lâcheté physique, puisqu'elle offre simultanément et alternativement des exemples de l'un et de l'autre. J'ajouterai même que la victoire ne démontre pas davantage la bravoure, car, fort souvent, le vaincu a combattu avec beaucoup plus d'héroïsme que le vainqueur. Il y a des exemples innombrables de soldats qui ont consenti à mourir jusqu'au dernier plutôt que de se rendre, en d'autres termes, qui ont combattu en sachant d'avance qu'il ne pourraient pas être victorieux. Et ce sont précisément ceux que l'humanité admire le plus et avec raison.

Un autre genre de confusion, entre les faits sociaux et individuels, pousse aux sophismes dont l'article du *Temps* offre un échantillon achevé.

L'individu soupçonné de lâcheté physique éprouve un dommage direct et cuisant. Il est méprisé par son entourage. Pour s'éviter cette souffrance il a évidemment grand intérêt à se montrer brave. Mais l'accusa-

tion de lâcheté ne peut pas atteindre une nation. Imaginez un Français disant à un Suisse « Comme vous ne voulez plus faire la guerre, cela prouve que vous êtes des lâches ». On comprend que ce Français dirait simplement une sottise, car en Suisse, comme dans tous les pays du monde et dans les mêmes proportions, il y a des hommes courageux et des hommes timides. L'accusation, étant fausse, perd sa valeur.

De plus, un individu peut être atteint par le mépris ; une nation ne le peut pas. Dupont et Durand déclarent que les Suisses ou les Danois sont des lâches ; cela touche les individus devant qui ces propos sont prononcés et nullement la nation entière qui est dans l'impossibilité de les entendre. Et, d'ailleurs, pendant que Dupont et Durand affirment que les Suisses sont des lâches, Dupuis et Dulac peuvent affirmer qu'ils sont la bravoure personnifiée. Les opinions les plus opposées se manifestent en même temps dans les collectivités. Considérez encore qu'un individu, accusé de lâcheté, peut subir des dommages positifs, mais une nation ne le peut pas. Des particuliers ou même des gouvernements auraient beau accuser les Américains de lâcheté, cela n'arrêterait pas un seul instant l'admirable activité économique et intellectuelle de ce peuple incomparable,

cela ne diminuerait donc son bien-être dans aucune mesure.

Passons maintenant à des considérations de l'ordre éthique.

Comment le *Temps* ne voit-il pas que la confusion du courage physique avec la rectitude morale est la plus grossière des erreurs ? Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire plus haut (1), l'homme le plus brave de la terre peut être en même temps le plus infâme des scélérats. On a vu souvent des bandes de malfaiteurs, organisées en vue de pillages et de razzias, combattre avec une audace indomptable. Cela n'empêchait pas ces individus d'être des gens de sac et de corde. L'héroïsme dans les combats ne fait nullement la noblesse de la cause. Les nations qui, à l'heure actuelle, entravent la formation de la fédération de l'Europe et toutes les grandes sont dans ce cas, hélas ! font, en somme, œuvre de malfaiteurs. On a beau se récrier contre la raideur du mot, il n'en reste pas moins ponctuellement exact. Qui sont les malfaiteurs ? Les gens qui empêchent leurs semblables de vivre heureux et de jouir du fruit de leur travail. Or quel est le résultat du militarisme moderne ? C'est que la masse des

(1) Voir page 96.

producteurs perdent sous forme d'impôts de tout genre un cinquième ou même un quart de ce qu'ils gagnent. Les nations, par l'intermédiaire de leurs armées, sont de vastes organisations de brigandage mutuel. Les idées soutenues par le *Temps* aboutissent à un renversement complet de la morale. Si une nation renonce à la guerre pour établir l'union de l'Europe, elle doit être considérée comme lâche ! Alors les lâches sont ceux qui veulent le bien et les braves ceux qui veulent le mal ! Le langage usuel lui-même s'oppose à une affirmation aussi saugrenue. Le terme « brave homme » s'applique à des individus qui ne causent aucune souffrance autour d'eux.

Si le *Temps* veut dire aux Français qu'ils ont tort de vouloir se faire des agneaux, quand autour d'eux les autres nations sont des loups et que s'ils font cette ineptie ils seront dévorés, le *Temps* a mille fois raison. Mais alors qu'il dise cela et pas autre chose. Si la France licencie tous ses régiments et transforme ses épées en socs de charrue pendant que les pays voisins restent armés jusqu'aux dents, elle commettra la plus impardonnable des sottises. Mais cela n'empêche en aucune façon que si la France parvient à faire la fédération de l'Europe elle n'ait accompli l'œuvre la plus bienfaisante et la plus glorieuse qui se puisse imaginer.

« L'humanité serait véritablement maudite, dit M. Jaurès, si, pour faire preuve de courage, elle était condamnée à tuer éternellement (1) ».

On le voit donc : la couardise morale contribue, dans une mesure considérable, à maintenir le militarisme et la misère qui en est la conséquence. Ah ! quand viendra le génie politique qui proclamera hardiment qu'il est antipatriotique, dégradant et abject de condamner des millions de ses semblables aux plus dures privations, faute d'avoir le courage de mépriser des préjugés anciens? Quand viendra l'homme supérieur qui nous réveillera de notre inconscience morale tant de fois séculaire, qui nous débarrassera des sophismes, qui obligera enfin l'opinion publique à reconnaître que ce qui est petit, dégradant et lâche est de semer la souffrance, et que ce qui est grand, magnifique et noble est de semer la joie et le bonheur !

Imaginez un gouvernement décrétant chaque année qu'un quart ou un tiers de la population sera condamné à ne pas manger à sa faim. Quel cri d'indignation et de révolte s'élèverait de toutes les poitrines si on osait faire une loi pareille ! Et pourtant, avec le militarisme,

(1) Discours prononcé à la distribution des prix du Lycée d'Albi le 30 juillet 1903.

on arrive exactement au même résultat sans soulever la moindre protestation. Pourquoi en est-il ainsi? Simplement parce que l'abjecte routine nous aveugle. Elle nous fait répéter moutonièrement que « la guerre est conforme à l'ordre des choses établi par Dieu ». La routine a parlé ! Qui ose se révolter contre elle ?

Un autre raisonnement. Imaginons un pays où on serait convaincu que Z a commis un crime quelconque. Néanmoins on prendrait Y et on lui trancherait le cou. Quelle tempête de réprobation soulèverait un acte pareil s'il était froidement et consciemment perpétré par un gouvernement européen, même à l'égard d'un seul individu. Personne ne peut admettre en effet qu'on puisse supplicier un homme pour en avantager un autre. Mais ce qu'on trouve monstrueux, quand c'est perpétré sur un seul individu, on le trouve tout à fait rationnel et parfaitement tolérable quand c'est perpétré sur tout un peuple pendant une série de générations. La Macédoine a été maintenue sous le joug turc, en 1878, parce que cela était considéré comme conforme au soit disant intérêt du peuple anglais ; la Pologne est maintenue sous le joug parce que cela est exigé par le soit disant intérêt du peuple russe. Cependant une injustice odieuse, commise à l'égard de millions d'individus, cause plus de souffrance qu'une injustice commise à

l'égard d'un seul. Mais nous sommes habitués aux conquêtes politiques et la routine nous fait envisager les maux qui en proviennent avec une indifférence complète, sans aucune indignation.

Or, il suffirait d'avoir l'esprit clair et non prévenu, il suffirait de voir les choses comme elles sont pour comprendre que les injustices séculaires ne sont ni conformes « à l'ordre des choses établi par Dieu », ni (au point de vue libre penseur) conformes aux lois de la nature. Que l'on secoue la routine et immédiatement l'injustice apparaît dans toute sa révoltante, dans toute son intolérable horreur.

La routine va semant dans le monde des clichés et des lieux communs qui, étant répandus partout, finissent par être acceptés comme des axiomes.

Un de ces clichés a eu une fortune extraordinaire dans ces dernières années. C'est celui qui attribue les succès industriels et commerciaux de l'Allemagne aux victoires de l'année 1870. On en conclut que la guerre produit des avantages, donc qu'il faut la faire, donc qu'il faut la préparer, c'est-à-dire rester armés jusqu'aux dents.

Or il est difficile, je crois, de formuler une proposition plus absurde.

En admettant l'opinion militariste, il faudrait recon-

naître que, si les Allemands avaient été battus en 1870, il ne se serait pas produit, chez eux, un développement, mais un affaiblissement d'activité industrielle. Or comme à la guerre il y a toujours un vainqueur et un vaincu, le dernier perd ce que le premier gagne. Ce n'est donc pas la *guerre*, en général, mais la *victoire*, en particulier, qui surexciterait la puissance productrice d'un peuple. Voilà donc une première erreur du raisonnement militariste.

Mais cette proposition, même amendée, ne soutient pas la critique un seul instant. Des pays comme la Belgique, qui n'ont pas fait de guerre, ont progressé comme ceux qui ont remporté les plus fulgurantes victoires (1). Des pays battus ont progressé et même plus rapidement qu'auparavant. Tel a été le cas de la Russie après la guerre de Crimée.

Il faut ignorer les faits sociaux les plus élémentaires pour s'imaginer que les progrès économiques peuvent être le résultat d'un seul facteur qui est la victoire sur les champs de bataille. Ces progrès proviennent, au contraire, de milliers et de milliers de causes les plus diverses, parmi lesquelles les inventions mécaniques

(1) En 1870 le tonnage du port d'Anvers était de 1 362 000 tonneaux, en 1902 de 8 425 000 tonneaux.

du génie humain jouent un rôle des plus considérables. Pour ce qui est de l'Allemagne, sa situation économique actuelle n'a rien d'extraordinaire. L'Allemagne est encore un pays très pauvre. Elle commence à prendre rang parmi ses rivales de l'occident, mais elle ne tient pas encore le premier (1). L'Allemagne d'ailleurs n'a pas moins progressé de 1815 à 1870 que de 1871 à 1903 (2). On oublie ensuite un point des plus importants. Si l'Allemagne, malgré les éclatantes victoires de Metz et de Sedan, était restée divisée, comme en 1815, elle n'aurait pas fait des progrès aussi rapides. Et, d'autre part, si elle s'était unie par des moyens légaux, sans effusion de sang, elle aurait accompli des progrès beaucoup plus considérables. C'est donc l'unité et nullement la victoire qui a favorisé le développement économique de l'Allemagne.

(1) On ne voit pas, par exemple, pourquoi 56 millions d'Allemands ne produiraient pas autant de charbon que 42 millions d'Anglais. Ce n'est certes pas faute d'avoir de la matière première. Or les Allemands, en 1900, ont extrait seulement 143 millions de tonnes de leurs mines et les Anglais 237 millions.

(2) En 1815 l'Allemagne avait 21 millions d'habitants, en 1870 39 millions. Il faut prendre en considération le fait que le réseau des chemins de fer s'est surtout développé dans la seconde moitié du XIX[e] siècle. C'est cela, en majeure partie, qui a donné une plus grande extension à la production de 1870 à 1903 que de 1815 à 1870.

Je n'en finirais pas si je voulais combattre toutes les assertions fausses que la routine met en circulation dans le public. Le peu que j'en ai dit suffit à convaincre, je l'espère, que la routine est une des manifestations pathologiques les plus funestes de l'esprit humain.

LIVRE II

L'association état normal de l'espèce humaine

CHAPITRE VII

LA POSSIBILITÉ DU BONHEUR

J'ai exposé dans le livre précédent une série d'états pathologiques de l'esprit. Dans le corps social, comme dans le corps biologique, tout fonctionnement vicieux aboutit à des souffrances. Par suite des erreurs de notre cerveau, nous avons des institutions imparfaites et, par suite de ces institutions imparfaites, l'humanité est plongée dans la plus profonde misère. Quand on regarde les choses de haut, on doit bien reconnaître que l'état actuel de notre espèce est véritablement lamentable. Sur dix habitants de la terre, il y en a neuf dont l'alimentation est complètement insuffisante. La famine est en permanence sur notre globe et, chaque année, elle fait des millions de victimes, tantôt dans une région tantôt dans une autre. Et quand

ce n'est pas la faim, avec son cortège de souffrances aiguës, c'est le dénuement profond qui est le lot des malheureux humains. Certes, sur cent individus, il n'y en a pas un qui vive d'une existence véritablement confortable, ayant des loisirs, cultivant son esprit et prenant une part active à la vie de la nation. Or il ne devrait pas en être ainsi. C'est une situation archi-anormale. C'est la situation diamétralement opposée qui aurait dû être normale. Il ne faudrait pas des privilégiés et des déshérités. Notre espèce ne devrait pas être partagée en *surhommes* et en *soushommes*; tous devraient être des *hommes*. L'instruction moyenne, voire même l'instruction supérieure, devrait être universelle. Il ne faut pas qu'il y ait sur la terre une masse énorme d'individus n'ayant d'humain que l'apparence et un groupe minuscule possédant seul le privilège de la vie intellectuelle. Tous devraient avoir cette vie intellectuelle qui est l'attribut caractéristique de notre espèce.

Le chemin parcouru par l'humanité, depuis les temps quaternaires, est immense. Mais celui qui lui reste à parcourir est plus immense encore. Regardés dans leur ensemble, les hommes, jusqu'à notre époque, sont des enfants et des sauvages. Nous vivons en plein chaos. L'organisation générale de l'humanité n'est même pas

ébauchée. Le globe est comme un vaste océan d'anarchie où émergent quelques îles de sécurité relative (les nations constitutionnelles de l'Europe occidentale et les États-Unis d'Amérique, par exemple). Entre l'état amorphe actuel et le genre humain unifié dans une organisation tutélaire qui supprimera toute spoliation et toute injustice, il y a un véritable abîme.

Nous sommes donc bien malades à l'heure actuelle. Pourrons-nous guérir? Sans aucun doute. Cela peut se démontrer par des arguments qui me paraissent irréfutables.

Ce dont il faut bien se rendre compte, c'est que l'état pathologique est un aspect spécial et temporaire de l'imperfection organique. Par exemple, une maladie des yeux, qui nous empêche de voir, nous ramène à l'état de ces animaux primitifs non pourvus d'organe visuel. Une maladie du cerveau, qui nous empêche de raisonner, nous ramène aux vertébrés inférieurs dont la vie est presque purement végétative.

Ce point de vue est également vrai pour les êtres sociaux. Les troubles momentanés, qui se produisent dans les États, ramènent une organisation plus imparfaite et plus archaïque. Les États despotiques sont dans l'impossibilité absolue de pratiquer la justice complète. C'est la situation des États constitutionnels à un mo-

ment de crise révolutionnaire. Les États despotiques sont comme dans une anarchie permanente. Ils souffrent d'une maladie chronique qui est l'inexécution de la loi. Cela les rabaisse précisément au niveau des organismes sociaux primitifs.

Si je qualifie notre situation actuelle de *pathologique* plutôt que d'*imparfaite* ou *inférieure* c'est parce que, dans les sociétés européennes, il y a déjà une très forte minorité dont l'intelligence s'est élevée de beaucoup au-dessus des institutions de notre temps. Si, par exemple, *tous* les hommes politiques à notre époque, comme à celle de Tarquin le Superbe, s'imaginaient que la spoliation des pays voisins est un bien, nous serions dans un état d'imperfection organique. Mais comme tous les esprits éclairés comprennent, de nos jours, que le bonheur n'est possible que par le triomphe de la justice, on est en droit de considérer nos sociétés plutôt comme malades que comme inférieures.

Mais, quel que soit le point de vue auquel on se place (et au fond la distinction n'a pas grande importance) une chose est certaine. Nous guérirons de nos maux ou de nos imperfections par suite du jeu des mêmes forces de la nature qui ont élevé l'homme d'une forme animale primitive à la forme qu'il possède de nos jours. En effet, la connaissance de la vérité n'est

qu'une phase du processus physiologique de l'ascension de notre espèce. Car le perfectionnement du cerveau et la connaissance de la vérité sont au fond des phénomènes identiques. Depuis l'apparition de la vie sur le globe jusqu'au moment où l'homme prit son aspect actuel, l'évolution s'accomplit sous la forme physiologique. Mais, depuis l'époque quaternaire l'homme a gardé presque le même aspect extérieur et l'évolution a revêtu la forme intellectuelle. Elle prend l'apparence d'un combat séculaire entre les lumières de la science et les ténèbres de l'ignorance. La sélection des espèces est continuée par la sélection des idées. Tout triomphe de la vérité (donc de la science) est un perfectionnement de l'esprit qui nous éloigne de l'animalité. Tout triomphe de l'ignorance nous ramène, au contraire, vers cette animalité. La grandiose tragédie personnifiée par la lutte d'Ormuzd, esprit de lumière, contre Ahriman, esprit des ténèbres, est tout simplement un aspect particulier que revêt le phénomène biologique de l'évolution.

Mais, dira-t-on, qui prouve que la victoire définitive appartiendra à l'ésprit de lumière ? Qui prouve que l'évolution biologique ne va pas changer de direction, qu'après avoir atteint le point culminant de la courbe, elle ne commencera pas à redescendre ? Pour qu'il en fût ainsi,

il faudrait que les conditions d'habitat de notre globe fussent devenues plus mauvaises pour les mammifères supérieurs. Ce n'est pas encore le cas actuellement. Au contraire, mieux l'homme adapte le globe à ses besoins, plus cet habitat devient favorable. D'autre part, on aurait été encore en droit de douter de la victoire de la science à une époque où on était brûlé à petit feu pour avoir étendu la connaissance de la nature. Mais, aussi loin que peut s'étendre notre regard dans l'avenir, nous ne voyons aucun signe avant-coureur qui puisse faire présager le retour d'une époque pareille. La science est partout honorée chez les nations européennes, même chez la plus rétrograde de toutes : la Russie.

Comme il n'est possible de prévoir ni une regression physiologique de notre espèce, ni une regression de la science humaine, force nous est faite d'affirmer que l'esprit ira se raffermissant, qu'il guérira donc de ses maladies, ou, ce qui revient au même, qu'il se débarrassera de ses erreurs.

On peut ajouter, avec autant de certitude, que la défaite de l'erreur sera tous les jours plus rapide. Cela en vertu de la loi de l'interdépendance des fonctions vitales. Dans les sociétés, les progrès de l'esprit influent sur les perfectionnements de l'outillage ; puis les per-

fectionnements de l'outillage, à leur tour, influent sur les progrès de l'esprit. Il a fallu accumuler une immense provision de connaissances scientifiques pour faire la machine à vapeur et les presses rotatives tirant soixante mille exemplaires à l'heure. Mais ces presses, à leur tour, répandent les écrits avec une profusion énorme et contribuent à accélérer le triomphe de la science.

En résumé, la guérison de nos maux actuels se fera par la substitution d'une plus grande somme de vérité à une somme plus petite, en d'autres termes par la victoire de la science. Or comme cette victoire est maintenant assurée, notre guérison est certaine.

Déjà il existe une différence fondamentale entre nos ancêtres et nous. Nos ancêtres ne connaissaient pas tout le globe ; nous le connaissons en entier. Ce seul fait établit un abîme entre leurs conceptions et les nôtres. Nos ancêtres vivaient constamment sous l'impression de la terreur. Ils pouvaient craindre à chaque instant que des hordes de sauvages, sortant des régions mystérieuses du globe, viendraient mettre tout à feu et à sang. Nos ancêtres ne concevaient même pas la possibilité d'établir la sécurité universelle. D'autre part, ils croyaient que les souffrances de l'ordre social ve-

naient de l'imperfection morale des hommes. Comme ils n'apercevaient aucun symptôme démontrant que les hommes devenaient meilleurs, le pessimisme de nos ancêtres était complet. La terre leur apparaissait comme fatalement vouée au mal jusqu'à la fin des siècles et il leur semblait qu'elle resterait éternellement un vaste charnier. L'idée que l'ordre juridique pourrait régner un jour sur le globe entier n'entrait pas dans leur pensée, même de la façon la plus vague.

Pour sortir du cauchemar épouvantable que présentait l'existence, étant données ces conceptions, nos ancêtres ne trouvèrent qu'un moyen : se réfugier dans le rêve. Le christianisme entre autres ne voyant pas la possibilité de supprimer la souffrance, tourna la difficulté en la déifiant. Il supplicia le propre fils de son Dieu. La douleur fut proclamée sainte, la jouissance impie ! Alors des millions de malheureux qui souffraient le pire martyre au point de vue physique purent avoir au moins la consolation morale de penser que cela était noble, beau et purifiant.

Une autre échappée fut la croyance à l'immortalité de l'âme. Voyant l'injustice triompher partout sur la terre, les hommes en appelèrent à une justice divine absolue et incorruptible. Les déshérités de ce monde acquirent la faculté de prendre leur mal en patience,

grâce à l'espoir d'une éclatante rémunération après la mort.

Notre point de vue est maintenant diamétralement l'opposé de celui de nos ancêtres, c'est pourquoi nous pouvons être aussi optimistes qu'ils étaient le contraire.

D'abord nous connaissons le globe entier. Nous savons que notre civilisation n'est menacée par aucun ennemi dont nous ne puissions facilement venir à bout. De nos jours, tous les sauvages adultes, mis ensemble, ne sont pas plus nombreux que les soldats d'une seule grande nation européenne. De plus, grâce à nos fusils perfectionnés, les bandes sauvages seront détruites jusqu'au dernier combattant avant d'avoir pu prendre contact avec nos troupes.

D'autre part, nous comprenons parfaitement que la justice peut et doit être établie sur le globe entier. Cela sera obtenu par une fédération des États civilisés. Et cette fédération implique l'ensemble des conditions qui peuvent assurer le maximum de bien-être à l'homme, parce que la sécurité, la liberté, la solidarité et la fraternité ne sont autre chose que l'établissement de la justice internationale, c'est-à-dire l'union de notre espèce.

Nous comprenons une dernière chose dont nos ancêtres ne se rendaient pas compte et qui était précisé-

ment la pierre angulaire de leur pessimisme. C'est que la perfection des institutions humaines ne provient nullement de la moralité des individus, mais uniquement de la justesse de leurs idées. Les hommes sont malheureux, à l'heure actuelle, non pas parce qu'ils sont méchants mais parce qu'ils sont bornés. Il n'est pas du tout nécessaire d'aimer son prochain pour respecter ses droits. Il suffit de s'aimer soi-même. Si les hommes agissaient conformément à leur intérêt *véritable,* en peu d'années la terre deviendrait un vaste jardin. C'est parce que les hommes agissent *contrairement* à leur intérêt véritable qu'elle est encore un vaste charnier. A ce point de vue, on peut dire qu'il n'y a pas de scélérats, il n'y a que des aveugles. Au sein des sociétés civilisées le crime est un cas sporadique presque négligeable. Il ne met aucunement en danger le bien-être de l'humanité. Tous les criminels, pris ensemble depuis deux siècles, n'ont pas fait le dixième du mal qu'ont causé des « génies » politiques comme Napoléon ou Bismarck.

Pour établir la justice sur le globe entier, il faut comprendre seulement que tel est l'intérêt impérieux, fondamental et concret de chacun de nous. Or ce qui fera comprendre cela, c'est l'élargissement de notre horizon mental ou, en d'autres termes, le développe-

ment de l'intelligence, ou, si l'on veut encore, l'accumulation du savoir. La somme de souffrance sera toujours en raison directe de la somme d'ignorance. Nous pourrions nous débarrasser immédiatement des neuf dixièmes des maux qui nous accablent par la seule perception nette de cette vérité élémentaire que la conquête politique est contraire à nos intérêts. Or sans trève et répit la science élève son admirable édifice. Elle formule d'une façon tous les jours plus précise et plus nette quels sont les intérêts véritables et positifs de l'homme. Les vérités, élaborées par la science, se répandent, peu à peu, dans le public et finissent par descendre jusqu'aux couches les plus profondes de la population. Je n'en veux donner qu'une preuve. C'est l'admirable petit livre que le parti socialiste démocrate allemand a publié pour propager ses idées à la veille des élections au Reichstag allemand, en 1903 (1). Cet ouvrage est une véritable encyclopédie abrégée des sciences sociales. C'est réellement un signe des temps que des vérités d'un ordre aussi élevé soient mises à la portée de l'ensemble des électeurs d'une grande nation européenne. Au lieu des épaisses ténèbres d'autrefois, on a

(1) *Handbuch für Socialdemocratische waehler*. Berlin, librairie du *Vorwaerts*. Un volume in-12.

la pleine lumière ; au lieu de grossières erreurs enfantines on a des faits fondamentaux, précis et scientifiquement établis. Si le programme des socialistes allemands était exécuté, la face de l'Europe serait modifiée du tout au tout : le militarisme disparaîtrait à jamais et la fédération serait faite aussitôt.

Ce qui nous différencie donc complètement de nos ancêtres, c'est la conviction que le bonheur *social* (1) est réalisable sur la terre et réalisable à bref délai, de notre vivant.

Cette conviction est une des révolutions les plus importantes qui se soient accomplies dans l'histoire. D'abord elle fait retourner l'humanité sur la terre. Elle lui fait abandonner les rêves pour les réalités. « Assez longtemps l'homme a remis le règne de la justice à une autre vie, le problème est aujourd'hui de la réaliser dans la vie présente. Cet idéal ne va à rien moins qu'à un renversement total des valeurs. Il déprécie la force brutale, la gloire des conquérants... il mesure l'admiration qu'un homme inspire non pas par ce qu'il détruit mais par ce qu'il édifie » (2).

(1) Et non, bien entendu, le bonheur individuel, qui, étant situé dans la région inaccessible du for intérieur, échappe entièrement à l'action politique.

(2) G. Séailles *Européen* du 17 octobre 1903.

On pourra dire que le retour sur la terre voilera le magnifique azur des cieux et sera une déchéance. En aucune façon, car les revendications matérialistes n'empêchent nullement les conceptions religieuses. On ne voit pas pourquoi les jouissances du paradis doivent être nécessairement achetées par des souffrances sur la terre. L'idée de Dieu et l'idée de cruauté sont contradictoires. Si Dieu est méchant, il est imparfait, et s'il est imparfait, il n'est pas Dieu. Quand on veut donc ne pas blasphémer horriblement contre la divinité, on doit admettre qu'elle doit désirer le bonheur de la créature et dans ce monde et dans l'autre.

Ainsi donc nous concevons le bonheur comme possible. C'est pourquoi les convoitises commencent à s'allumer ardentes et indomptables chez les déshérités. Ils viennent réclamer impérieusement leur place au banquet de la vie, parce qu'ils comprennent désormais que la terre donnerait généreusement des ressources inépuisables, si l'anarchie internationale n'empêchait pas de les exploiter. Les esprits deviennent de jour en jour plus exigeants. La paix toute seule ne nous satisfait plus. Nous l'avons depuis trente ans. Non ; ce que nous commençons à réclamer impérieusement, c'est la délivrance de nos charges militaires insupportables. Ce que nous demandons c'est la paix sans les tyrannies

et les massacres, la paix avec le respect scrupuleux et absolu de toutes les libertés nationales. Les gouvernements ne sont que trop enclins à faire de la paix une simple eau bénite des cours. Pendant qu'ils ont constamment ce mot si doux sur les lèvres, ils augmentent le nombre de leurs régiments et mettent en chantier de nouveaux cuirassés. Non, l'opinion publique commence à réclamer avec une énergie qui sera bientôt indomptable, non pas la paix, expression anodine et académique, mais la paix réelle avec le désarmement complet et l'organisation des institutions supra-nationales.

Si nous concevons maintenant d'une façon très nette que le bonheur est possible, nous voyons d'une façon plus nette encore par quel moyen il sera effectué.

Karl Marx l'a indiqué depuis plus d'un demi-siècle dans sa fameuse apostrophe : « Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! » Ce conseil demande seulement à être élargi. Ce n'est pas prolétaires, c'est nations qu'il faut dire. L'unique moyen de sortir de la misère, l'unique moyen de vivre d'une existence digne de l'homme est l'union internationale. *Il n'y en a pas d'autre.* Voilà ce qui nous paraît désormais l'évidence même, comme un axiome de mathématique.

Ainsi non seulement le but vers lequel nous tendons est maintenant connu, mais le moyen d'y parvenir

l'est également. Cet immense avantage que nous possédons sur les générations passées va bientôt apporter de graves conséquences. On ne supporte plus ses maux avec résignation dès qu'on entrevoit la possibilité de s'en débarrasser. Aussi l'énergie des revendications populaires va croître avec une puissance redoublée.

L'union, c'est la justice à l'égard du prochain. Il faut modifier radicalement notre politique ancienne, faire le contre-pied de ce que nous avons fait autrefois, proclamer que les peuples ont le droit inaliénable et imprescriptible de disposer librement d'eux-mêmes, leur autonomie étant inviolable (1). Il faut établir des institutions internationales assurant l'application de ce principe. Les conservateurs affirment actuellement que c'est une utopie. A cela on peut répondre péremptoirement : les nations civilisées ne pourront atteindre le maximum de bonheur que le jour où ce principe sera appliqué sans la moindre restriction. Et, comme les masses populaires ne voudront pas endurer éternellement des souffrances intolérables uniquement pour rester fidèles aux grossières erreurs de nos an-

(1) Principe adopté par le troisième congrès universel de la Paix tenu à Rome, en 1891, sur la proposition de M. E. Arnaud.

et les massacres, la paix avec le respect scrupuleux et absolu de toutes les libertés nationales. Les gouvernements ne sont que trop enclins à faire de la paix une simple eau bénite des cours. Pendant qu'ils ont constamment ce mot si doux sur les lèvres, ils augmentent le nombre de leurs régiments et mettent en chantier de nouveaux cuirassés. Non, l'opinion publique commence à réclamer avec une énergie qui sera bientôt indomptable, non pas la paix, expression anodine et académique, mais la paix réelle avec le désarmement complet et l'organisation des institutions supra-nationales.

Si nous concevons maintenant d'une façon très nette que le bonheur est possible, nous voyons d'une façon plus nette encore par quel moyen il sera effectué.

Karl Marx l'a indiqué depuis plus d'un demi-siècle dans sa fameuse apostrophe : « Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! » Ce conseil demande seulement à être élargi. Ce n'est pas prolétaires, c'est nations qu'il faut dire. L'unique moyen de sortir de la misère, l'unique moyen de vivre d'une existence digne de l'homme est l'union internationale. *Il n'y en a pas a autre.* Voilà ce qui nous paraît désormais l'évidence même, comme un axiome de mathématique.

Ainsi non seulement le but vers lequel nous tendons est maintenant connu, mais le moyen d'y parvenir

l'est également. Cet immense avantage que nous possédons sur les générations passées va bientôt apporter de graves conséquences. On ne supporte plus ses maux avec résignation dès qu'on entrevoit la possibilité de s'en débarrasser. Aussi l'énergie des revendications populaires va croître avec une puissance redoublée.

L'union, c'est la justice à l'égard du prochain. Il faut modifier radicalement notre politique ancienne, faire le contre-pied de ce que nous avons fait autrefois, proclamer que les peuples « ont le droit inaliénable et imprescriptible de disposer librement d'eux-mêmes, leur autonomie étant inviolable » (1). Il faut établir des institutions internationales assurant l'application de ce principe. Les conservateurs affirment actuellement que c'est une utopie. A cela on peut répondre péremptoirement : les nations civilisées ne pourront atteindre le maximum de bonheur que le jour où ce principe sera appliqué sans la moindre restriction. Et, comme les masses populaires ne voudront pas endurer éternellement des souffrances intolérables uniquement pour rester fidèles aux grossières erreurs de nos an-

(1) Principe adopté par le troisième congrès universel de la Paix tenu à Rome, en 1891, sur la proposition de M. E. Arnaud.

cètres, le principe de la liberté des nations triomphera inévitablement.

Nous avons respiré jusqu'à présent une atmosphère de sang et carnage ; mais, de plus en plus, elle nous fait horreur, parce que nous voyons tous les jours plus clairement combien la politique ancienne était enfantine et absurde. Nous commençons à percevoir nettement la solidarité qui nous unit. En effet, espérer établir le bonheur d'une nation sur le malheur de ses voisines est faire preuve de la plus profonde ignorance. La Russie, par exemple, est autant intéressée à l'indépendance de la Pologne qu'à la sienne propre. La sécurité complète de chaque nation, c'est-à-dire la possibilité pour elle d'atteindre le maximum de bonheur, ne pourra être obtenue que par l'établissement d'institutions fédérales qui assureront la sécurité de toutes. En dehors de la fédération il n'y a pas de salut.

Un grand nombre de penseurs, d'hommes politiques et d'économistes croient encore que la question sociale (c'est-à-dire l'existence digne de l'homme procurée à chaque habitant de la terre) sera résolue par des arrangements de l'ordre civil et économique. C'est une profonde erreur. Elle ne sera résolue que par des arrangements de l'ordre international. Aussi longtemps que le milieu humain est guerrier, la misère est indestruc-

sible. Les socialistes pensent pouvoir alléger les charges qui pèsent sur les classes déshéritées en supprimant le fléau des impôts indirects et en les remplaçant par l'impôt unique sur le revenu et les successions. Cela constituerait un progrès énorme, car les impôts indirects sont non seulement d'une iniquité flagrante (ils sont en raison *inverse* du revenu), mais encore d'une nuisance extrême, parce qu'ils arrêtent l'essor de la production. Il y a des branches entières de l'agriculture et de l'industrie qui ont été supprimées, dans certains pays, par le mode de perception des impôts indirects.

Certes si les dépenses de l'État pouvaient être réduites au tiers ou au quart de leur taux actuel, la suppression des impôts indirects serait possible et même facile. Mais, avec nos budgets actuels, c'est un rêve irréalisable. La plupart des grandes nations civilisées dépensent plus d'un milliard de francs par an pour leur armée et leur marine. Il faut compter encore au moins 200 à 300 millions de francs par an pour la transformation perpétuelle des instruments de combat, rendue nécessaire par les nouveaux perfectionnements de l'outillage militaire. De plus, il faut payer les intérêts des emprunts faits pour les guerres anciennes. Comme ces emprunts ne sont pas amortis, cette charge ne di-

minue pas. Pour certains pays elle dépasse aussi le milliard de francs. Ajoutez à cela que des guerres éclatent de temps en temps qui, même si elles sont peu importantes (1), peuvent entraîner des dépenses montant à six ou sept milliards de francs.

Aussi longtemps que les finances des grandes nations seront gérées de cette façon écervelée et enfantine, l'impôt unique sur le revenu et les successions (le seul qui soit équitable) sera un rêve chimérique.

Pour résoudre la question sociale il faut que les gouvernements se perfectionnent dans une large mesure. Il faut qu'ils cessent de gaspiller les milliards avec la plus folle prodigalité en dépenses qui ne produisent aucune jouissance. Il faut que les nations soient gouvernées d'une façon réfléchie et sérieuse. Si un particulier menait ses affaires comme la plupart des gouvernements européens, il y a beaux jours qu'il aurait été mis sous tutelle. Or comme la plus grande des folies gouvernementales est dans les dépenses militaires, aussi longtemps qu'elles seront maintenues, la solution de la question sociale sera renvoyée aux calendes grecques.

(1) Celle du Transvaal, par exemple, où il s'agissait de vaincre des pays pouvant à peine mettre en campagne la bagatelle de 46 600 hommes, c'est-à-dire moins d'un de nos corps d'armée !

Après la suppression des impôts indirects, une des revendications les plus ardentes du parti socialiste est les retraites ouvrières. Quoi qu'on puisse en dire, et bien qu'en cette matière on puisse préférer l'initiative privée à celle de l'Etat, toujours est-il que ces retraites seraient un bienfait incommensurable. Dans certains pays où elles existent déjà et sont distribuées par l'État, elles sont d'une insuffisance dérisoire. Dans d'autres pays on n'a même pas pu les établir, faute d'argent. Et cependant cet argent existe et n'est pas difficile à prendre. Qu'on fasse l'union internationale ; les sommes énormes engouffrées dans le budget de la guerre et de la marine deviennent disponibles. Voilà un immense trésor. Que les masses populaires fassent un effort suprême contre les routines du passé et ce trésor est à elles (1).

Mais il y a une considération plus grave encore. La guerre entretient l'inimitié des nations et produit la division des hommes en nationaux et étrangers. L'étranger n'a pas les mêmes droits que l'indigène. Or jamais le maximum de bien-être ne pourra être atteint sur

(1) On peut trouver contraire à l'équité que l'État fasse le service des retraites ouvrières. C'est possible. Je ne veux pas discuter cette question ici. Mais, franchement, spoliation pour spoliation, je préfère les retraites ouvrières aux cuirassés.

notre globe, ou, ce qui est exactement de même, jamais la question sociale ne sera résolue, aussi longtemps qu'il en sera ainsi. Il faut que chaque homme ait la plénitude des droits dans *tous* les pays. Alors seulement il sera capable de développer ses facultés créatrices en entier et c'est seulement quand tous les hommes seront en état de le faire que le bien-être atteindra son point culminant.

Les statistiques montrent que de nos jours, même dans les pays les plus riches, le revenu moyen atteint rarement 1 000 francs par famille et par an. En admettant même que les richesses produites actuellement soient également partagées entre tous les hommes, la misère subsisterait toujours aussi cruelle et aussi lamentable. Les socialistes se trompent donc quand ils affirment qu'à notre époque la solution de la question sociale est uniquement une affaire de répartition. Non, elle est encore une affaire de production. Mais en admettant même que la somme à partager fût suffisante, toujours est-il qu'il vaudrait mieux qu'elle fût la plus grande possible. Dix mille francs de gain annuel par famille peuvent procurer, de nos jours, une existence digne de l'homme. Imaginons que l'ensemble des richesses, produites au sein de l'anarchie internationale, fournisse déjà cette somme. Cependant, il est certain

que, sans cette anarchie, les richesses produites seraient plus considérables. Il vaudrait mieux que la moyenne du revenu fut de 15 ou 20 000 francs par famille plutôt que de 10 000 francs. Donc, de toutes les façons, la question sociale est une question internationale. Une question n'est résolue que lorsque la raison est satisfaite. Or, aussi longtemps que l'homme rencontrera dans les arrangements sociaux et politiques des obstacles à la mise en exploitation complète du globe, la question sociale ne sera pas résolue, parce que l'homme souffrira de se voir frustré des richesses que ses semblables l'ont empêché de produire. Pour résoudre la question sociale, il faut le respect absolu de tous les droits et ce respect n'est possible que par la substitution des rapports juridiques aux rapports anarchiques, c'est-à-dire par la fédération. Encore à ce point de vue la question sociale est une question internationale.

Il est incontestable que la richesse se développe plus vite au sein de l'ordre social qu'au sein du désordre (1). Or l'ordre, régnant sur le globe entier, et la fédération sont des termes synonymes. Donc, aussi longtemps

(1) Le terme *ordre* étant le corrélatif du terme biologique d'*organisation*, cela revient à dire, tout simplement, que l'intensité de la production est en raison directe de l'organisation, ce qui est une vérité banale.

que l'ordre universel ne sera pas établi, l'homme ne sera pas satisfait, parce qu'il se sentira frustré de cette part de richesse qu'il aurait pu produire si l'ordre avait existé.

Quelques mots maintenant sur la manière dont pourrait s'effectuer l'union internationale.

Elle pourrait commencer par une proposition formelle venant d'une grande nation européenne de conclure des traités d'alliance offensive et défensive avec d'autres. Par ces traités chacune des parties contractantes garantirait le territoire des voisines contre toute attaque armée.

Des arrangements de ce genre entre les six grandes nations de l'Europe impliqueraient la résolution de ne plus se combattre pour s'arracher des territoires. Cela serait la renonciation à la conquête. Dès lors les armées deviendraient inutiles et pourraient être réduites à une simple gendarmerie pour maintenir l'ordre intérieur.

L'Europe n'est pas formée uniquement de six puissances dominantes. Mais il est clair que, lorsque les colosses de notre continent auront renoncé à l'anarchie, les petites nations n'auront ni la possibilité ni le désir de ne pas s'associer aux grandes et l'union embrassera tous les Etats de notre continent.

D'autre part, les nations européennes possèdent ac-

tuellement le globe presque entier, sauf la Chine et le Japon. Les nations Européennes entraîneraient leurs possessions extérieures, en sorte que leur union serait presque une union universelle. Elle formera probablement d'abord deux groupes : celui du vieux continent et celui du nouveau. Plus tard, ces deux groupes se fusionneront en un seul.

Dès que les nations civilisées renonceront à s'arracher des territoires, elles s'apercevront qu'elles ont des centaines d'intérêts communs (1). Elles seront amenées à réunir des congrès de délégués pour s'en occuper. Ces congrès seront l'origine de la diète fédérale de l'Europe.

L'union produira immédiatement un immense accroissement de bien-être. Elle sera donc considérée comme le plus grand des bienfaits et les institutions communes iront s'organisant et se perfectionnant. Un jour viendra alors où les nations se *sentiront* solidaires (2). De même qu'actuellement un Frédéric Mis-

(1) J'en citerai quelques-uns au hasard : les postes, les télégraphes, les chemins de fer, l'extradition des criminels, la propriété des marques de fabrique, la propriété littéraire et artistique, etc. etc.

(2) Elles le *sont* en réalité depuis longtemps, mais ne se *sentent* pas telles. C'est à cause de cela qu'elles *croient* avoir des intérêts antagonistes.

tral, par dessus son patriotisme provençal, en éprouve simultanément un autre, plus vaste, qui est le patriotisme français, de même, à l'époque fédérale, un Allemand ou un Anglais, par dessus leur patriotisme germanique et britannique, en éprouveront simultanément un autre, plus vaste, qui sera le patriotisme européen. Alors les relations entre l'Allemagne et l'Italie seront envisagées par les hommes sous le même angle que, de nos jours, les relations entre la Bavière et le Wurtemberg.

Aucun Wurtembergeois et aucun Bavarois, à l'heure actuelle, ne se préoccupe, par exemple, de savoir comment se solde la balance du commerce entre ces deux royaumes. Quand les nations européennes ne se sentiront plus antagonistes, elles arriveront exactement au même état d'âme. Alors on établira un zollverein européen et un des plus grands obstacles qui s'oppose de notre temps au développement de la richesse disparaîtra.

Actuellement quand un Allemand vient s'installer sur le territoire français, la France lui refuse, avec raison, les droits politiques. Car, si une guerre venait à éclater, cet Allemand pourrait abuser des droits qui lui ont été octroyés au bénéfice de sa patrie. Mais, à partir du moment où la France et l'Allemagne auront re-

noncé à se faire la guerre, l'octroi des droits politiques à l'immigrant ne présentera aucun péril.

Enfin, si, de notre temps, la Bessarabie, par exemple, voulait se détacher de la Russie pour s'annexer à la Roumanie, la Russie perdrait de ce fait deux millions d'habitants, donc un nombre correspondant de soldats qui iraient s'incorporer dans l'armée du voisin, appelée précisément à combattre la Russie. Mais si la Russie et la Roumanie renoncent à se combattre, ce danger n'existe plus. Donc il importera peu à la Russie d'avoir une province de plus ou de moins. A l'époque fédérale les changements des frontières politiques se feront par des procédés légaux comme, de nos jours, les changements des frontières administratives.

Considérant maintenant que la suppression des douanes signifie le respect du droit de propriété, l'indigénat universel le respect du droit de la personnalité, la faculté de modifier les frontières politiques, le respect du droit de la nationalité, on perçoit nettement que le terme fédération est le synonyme de *respect absolu des droits de l'homme*. Comme je l'ai montré plus haut, la justice pleine et entière à l'égard de l'individu n'est réalisable que par la justice internationale. Or le maximum de bien-être, ou en d'autres termes la solution de la question sociale, ne pouvant être obtenu que

par la justice universelle, on peut conclure que la question sociale et la fédération des peuples civilisés sont un seul et même problème envisagé à des points de vue différents.

CHAPITRE VIII

LA GLOIRE DE L'INITIATIVE

La guérison de l'état pathologique de l'esprit qui produit les souffrances de nos sociétés est donc certaine. La maladie provient de l'erreur et de l'ignorance. La guérison viendra de la science et de la vérité. L'erreur fondamentale est de croire qu'on peut fonder le bien d'un individu sur le mal des autres. De là l'idée que la spoliation est avantageuse, d'où la guerre, l'hostilité permanente des nations et l'anarchie universelle. La vérité fondamentale est que le bonheur de l'individu ne peut être fondé que sur le bonheur de tous : de là l'idée qu'il est avantageux de respecter scrupuleusement les droits du prochain, d'où la paix, la fraternité des nations et leur union fédérale. L'erreur fondamentale est de croire qu'on peut accroître la richesse en la détruisant par les armements et les com-

bats ; la vérité fondamentale est qu'on ne peut augmenter la richesse que par une mise en valeur plus rationnelle et plus complète des ressources de notre globe. En un mot, l'erreur est de croire que l'humanité est composée de groupes à jamais irréductibles ; la vérité est que l'humanité doit former une seule et unique association.

Considérons maintenant quelle est la classe sociale et la nation qui prendra le plus probablement l'initiative de former cette association, par laquelle les destinées de notre espèce seront améliorées dans une mesure presque inimaginable.

Cette initiative devrait appartenir de droit à l'aristocratie.

Dans beaucoup de pays elle est encore au pouvoir et gouverne l'État. Dans tous, grâce à l'illustration antique des familles, au prestige du nom, aux richesses, aux loisirs de ses membres, l'aristocratie exerce encore une influence considérable hors de toute proportion avec son importance numérique.

La fonction normale de l'aristocratie est de gouverner l'État pour le bien général. Pour accomplir cette fonction d'une façon satisfaisante, les aristocraties doivent avoir plus de lumières que les autres classes et un horizon mental plus étendu. Elles doivent être comme ces

vigies dont l'œil perçant aperçoit les rives lointaines longtemps avant les autres personnes de l'équipage. L'aristocratie devrait être à l'avant-garde du progrès, indiquant constamment au législateur les réformes sociales à effectuer, longtemps avant que le besoin n'en soit entrevu par les foules ignorantes et inertes et longtemps avant qu'elles ne soient désirées par elles.

Telles sont les fonctions normales de l'aristocratie et, si elle les exerce d'une manière satisfaisante, cela démontre qu'elle est saine et vigoureuse.

Malheureusement, le personnel qui compose actuellement l'aristocratie européenne, loin de tendre à exercer sa fonction d'une façon normale, tend, au contraire, à l'exercer d'une façon diamétralement opposée. Par là ce personnel montre qu'il est un corps gangrené que les nations devront remplacer par un personnel complètement nouveau.

Or si le personnel actuel de l'aristocratie européenne est dans un état pathologique si dangereux, on le doit, en majeure partie, à la guerre. C'est elle qui a mis dans la tête des aristocrates que prendre les richesses produites par les autres, c'est-à-dire voler, était honorable et beau, tandis que les produire soi-même était honteux et dégradant. C'est la guerre qui a ren-

versé chez les aristocrates l'appréciation exacte de la valeur sociale et qui a complètement perverti leur intelligence.

L'aristocrate a cru que son métier spécial était de tuer. Dans les intervalles, quand il n'y avait pas de combat, l'aristocrate a cru que son métier était de se préparer à tuer. De là le grand honneur où il a tenu les exercices athlétiques. Un des premiers est la chasse. Et rien ne montre mieux la déviation de l'intelligence que la passion des grands seigneurs pour cette occupation, car cette passion ne s'explique guère. En effet, si la chasse a pour but de faire souffrir les animaux, c'est une besogne de sauvage; si elle a, pour but de nous procurer de la nourriture, c'est une besogne de manant. La seule chasse honorable est celle qui est faite pour nous débarrasser des animaux féroces qui sont les ennemis du genre humain. Eh bien, chose curieuse, c'est la seule que les grands seigneurs ne pratiquent pas d'une façon systématique.

Après la chasse les aristocrates montrent un amour spécial pour les jeux athlétiques. Ils sont fort utiles mais seulement lorsqu'ils sont pratiqués avec mesure. Il est beau de vouloir fortifier le corps, mais il ne faut pas aller pour cela jusqu'à affaiblir l'intelligence. Passer sa journée entière à jouer au golf ou au foot

ball, quand il y a tant de choses à apprendre et à connaître, c'est s'abaisser volontairement vers les créatures inférieures. *Mens sana in corpore sano*, oui, certes ; mais pas *mens insana in corpore sano*, ce qui arrive si souvent, hélas ! chez les aristocrates, dont l'ignorance est parfois véritablement stupéfiante.

A cause de cette ignorance, ils sont imbus des préjugés les plus enfantins et les plus ridicules et, loin d'être au sommet de la pensée contemporaine, ils traînent dans les bas fonds de la pensée médiévale. Un grand nombre d'aristocrates sont d'une bigoterie étroite ; presque tous, au point de vue des idées politiques, sont ou des réactionnaires ou des conservateurs. Il y a certes des exceptions, aussi brillantes qu'honorables, mais c'est l'occasion ou jamais de dire qu'elles confirment la règle.

Il semble qu'il n'y ait rien à attendre des classes aristocratiques actuelles. Il est donc peu probable que c'est de leur milieu que sortira le puissant apôtre qui apportera aux nations le nouvel évangile de l'union et de la coopération.

Faut-il fonder plus d'espoir sur la bourgeoisie ? On voudrait le croire, mais hélas, on ne le peut presque pas.

L'attitude actuelle de la bourgeoisie est encore plus

absurde et plus blâmable que celle de l'aristocratie. L'étroitesse d'esprit des aristocrates a au moins une excuse. S'ils trouvent le travail vil et le brigandage noble, c'est parce que leurs ancêtres ont toujours pratiqué le brigandage. Mais la bourgeoisie ! Elle est composée en immense majorité de gens qui travaillent jour et nuit et qui font une rude et magnifique besogne, tout comme leurs ancêtres depuis de longues générations. De plus, la bourgeoisie est encore plus inexcusable de ne pas se mettre à l'avant garde des idées politiques, parce qu'elle a joué ce rôle de la façon la plus brillante pendant plus d'un siècle. La bourgeoisie a fait la Révolution de 1789 et les Droits de l'Homme. Ces glorieux états de service lui imposent le devoir tout spécial de ne pas s'embourber dans les routines du moyen âge, mais de regarder, au contraire, l'avenir d'un œil hardi et pénétrant.

Par malheur, la bourgeoisie moderne est médusée par le socialisme. La bourgeoisie n'est pas parvenue à comprendre une chose claire comme le soleil en plein midi, à savoir que le *but* des socialistes et les *moyens* que quelques-uns d'entre eux préconisent pour l'atteindre sont des choses complètement différentes. Le but des socialistes : donner à chaque habitant de notre planète une existence digne de l'homme est l'*alpha* et

l'*oméga* de toute sagesse politique. Le moyen, le collectivisme, est une pure aberration. Mais il ne faut pas rejeter le but parce qu'on rejette le moyen. C'est la plus absurde des conduites. En commettant cette faute énorme, la bourgeoisie met contre elle les masses populaires. C'est un vrai suicide.

Non, seulement la solution de la question sociale est possible avec l'individualisme, mais elle n'est possible que par lui. La question sociale est absolument insoluble aussi longtemps que dure l'anarchie internationale. Si la bourgeoisie comprenait nettement ce fait, elle se mettrait immédiatement à la tête du mouvement fédéraliste au lieu de s'y opposer. Comme l'unique moyen de combattre les erreurs, impliquées nécessairement dans tout grand mouvement social, est d'adhérer avec enthousiasme à ses vérités, si la bourgeoisie parvient à réaliser l'union fédérale, comme elle a réalisé autrefois la liberté politique, elle portera au socialisme un coup dont celui-ci aura la plus grande peine à se relever.

Qu'on lise attentivement le programme rédigé par les socialistes allemands à Erfurt, en 1891. Il ne contient pas un seul article que l'aristocrate le plus individualiste ne puisse signer des deux mains. Je dirai plus, qu'il ne *doive* signer dans son *intérêt bien en-*

tendu. Quelques-uns des articles du programme d'Erfurt ont été déjà mis en application, même par des gouvernements despotiques comme celui de la Russie. Que l'aristocratie et la bourgeoisie s'approprient le programme d'Erfurt et qu'elles le réalisent, aussitôt le socialisme perdra les trois quarts de ses adhérents. Remarquez que le conservatisme des peuples sera toujours en raison directe de la somme de justice qui règne dans la société. En effet, si on pouvait organiser un État où la justice serait *complète*, cet État serait *parfait* et nul ne serait intéressé à en modifier les institutions. Ce qui revient à dire que tout le monde y serait conservateur.

Par malheur, la bourgeoisie ne semble pas capable de comprendre des vérités aussi élémentaires et, dans presque tous les pays européens, elle est généralement dans le camp militariste et nationaliste. Il semble donc que ce n'est pas d'elle, non plus, que viendra le salut.

Je n'hésite pas à le proclamer bien haut : le salut viendra probablement du prolétariat.

Et d'abord parce qu'il est le plus directement intéressé à la fédération de l'Europe.

Quand, dans un éclair de bons sens et de conscience, les bourgeois s'élèvent contre les gaspillages épouvan-

tables de la paix armée, ils le font d'une façon plus ou moins académique. Après avoir prononcé de beaux discours dans les parlements, les congrès ou les réunions publiques, les bourgeois, rentrés chez eux, trouvent tous les agréments et les conforts de la vie. Ils ne sont donc pas acharnés à la prise de la bastille militariste.

Telle n'est pas la situation de l'ouvrier dans les villes et les campagnes. Non seulement il n'a pas les conforts de la vie, mais bien souvent, hélas ! la misère la plus noire et les privations les plus cruelles sont les uniques compagnes de son foyer. Aussi, quand on vient lui dire que la fédération des nations civilisées pourra décupler son revenu, lui donner l'aisance des bourgeois et la sécurité du lendemain, les convoitises de l'ouvrier s'allument. L'union internationale n'est pas pour le prolétaire un sujet de discours académiques. Elle est pour lui la certitude de pouvoir enfin manger à sa faim. Les masses populaires sont encore très ignorantes, hélas, et il est difficile de leur faire nettement comprendre l'immensité des avantages que l'union internationale pourrait leur procurer. Mais du jour où elles en auront la claire vision, le militarisme et la désunion de l'Europe ne dureront plus une seule minute. Tout le passé barbare et enfantin serait balayé d'un

seul coup par un mouvement irrésistible de ce géant indomptable qui s'appelle le peuple souverain.

Il y a donc lieu de penser que la liberté des nations, au sein de l'humanité, sera établie par le prolétariat comme la liberté de l'individu, au sein de l'Etat, a été établie par la bourgeoisie. Le prolétariat, en élargissant l'horizon politique, fera un nouveau 89, mais sur une échelle plus vaste. Le tiers état aura eu la gloire d'avoir rédigé les droits de l'homme, le quatrième état, la gloire, plus grande encore, d'avoir rédigé les droits des nations. Et cette dernière conquête sera plus bienfaisante que la première, parce que seule elle pourra assurer le triomphe complet de la justice, donc, en définitive, les droits de l'homme dans l'acception la plus large de ce terme. En effet, aussi longtemps que dure l'anarchie internationale, la liberté du citoyen, même dans l'Etat le moins autoritaire, reste des plus restreinte. D'abord il doit payer l'impôt du sang et sacrifier parfois sa vie pour des causes, non seulement indifférentes à sa patrie, mais, au contraire, positivement funestes. Ensuite le citoyen doit donner une grande part du produit de son travail pour entretenir un état militaire complètement inutile. En troisième lieu, avec l'anarchie internationale, les garanties, même limitées, dont jouit le citoyen s'arrêtent aux frontières de son

pays. Passé cette limite, il n'y a aucun droit pour lui. Il peut être empêché de pénétrer sur le territoire du voisin (restrictions contre les émigrants), il peut être expulsé sans aucune forme de procès, enfin il peut être frustré du fruit de son travail par les tarifs de douane protectionnistes. Seule la fédération des pays civilisés mettra fin à ces flagrantes et odieuses violations de la liberté en donnant à chaque homme la plénitude des droits dans tous les pays. Voilà pourquoi l'union internationale sera de beaucoup plus importante que la liberté politique au sein de l'Etat; l'union couronnera l'édifice en rendant la liberté complète et universelle.

Les conquêtes du prolétariat s'opéreront de préférence, fort probablement, par l'action du parti socialiste. Or c'est une profonde erreur de croire que ce parti se recrute uniquement parmi les ouvriers manuels. Il se recrute aussi en grand nombre parmi les ouvriers de la pensée. On peut être millionnaire et socialiste (1) comme on peut n'avoir ni sou ni maille et être réactionnaire. En définitive, est socialiste tout individu qui travaille à assurer *aux masses populaires* et non à quelque petite minorité privilégiée le maximum de bien-être réalisable sur le globe. Or, comme ce résul-

(1) Cela s'est vu plusieurs fois dans différents pays de l'Europe.

tat ne peut être atteint que par la suppression de l'anarchie internationale, tout socialiste doit être nécessairement anti-militariste. C'est ce qui arrive en effet. En Allemagne, en Angleterre, en France, en Italie, partout où le parti socialiste est déjà organisé, il est devenu le plus implacable adversaire du militarisme. Les socialistes sont partout qualifiés de « sans patrie » par leurs adversaires. Comme les Gueux de la Hollande, ils pourront un jour se faire un titre de gloire de cette injurieuse appellation. Les socialistes ne pensent pas un seul instant abolir les nationalités, fait naturel, comme la société elle-même ; il veulent seulement abolir l'*hostilité* entre les nations. Ce n'est pas la même chose, c'est même juste le contraire, parce que l'hostilité est précisément un fait anormal, donc pathologique. En voulant mettre l'association à la place de la dissociation, les socialistes se conforment aux lois de la nature. Ce sont les conservateurs qui s'insurgent contre elles.

Quand on demande aux socialistes et aux collectivistes d'exposer exactement les arrangements économiques et politiques qui constituent leur idéal, ils se récusent. Cela prouve que la socialisation absolue des instruments de travail est contraire à l'ordre naturel des choses. Car, si elle ne lui était pas contraire, la représentation en serait possible et facile. L'idéal économique du

socialisme est donc chimérique. Mais il en est tout autrement de son idéal politique. On peut se représenter ce dernier de la façon la plus nette et la plus claire sans aucun effort d'imagination. En se restreignant aux seuls rapports internationaux, quoi de plus facile à concevoir qu'une diète des nations civilisées réglant les affaires communes au mieux des intérêts de tous. Les puissances dominantes sur le globe sont réduites à neuf (1). Des congrès périodiques des délégués des grands États seraient très faciles à réunir et une entente entre eux n'offrirait aucune difficulté, puisque les prétendus intérêts qui les divisent ne sont que des fantômes créés par l'ignorance des hommes d'État.

Au point de vue international, le parti socialiste représente la vérité, le parti conservateur l'erreur. On peut donc affirmer qu'en vertu des lois naturelles le programme socialiste triomphera inévitablement tôt ou tard. C'est par conséquent le socialisme, c'est-à-dire le porte-parole du prolétariat, qui aura la gloire, fort probablement, de prendre l'initiative de la fédération des peuples civilisés.

(1) Allemagne, Angleterre, Autriche, Chine, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Russie.

Après la classe sociale, considérons quelle nation se mettra probablement la première à la tête du mouvement unioniste.

D'abord deux mots de considérations générales.

Les nations civilisées devraient rivaliser d'ardeur pour prendre l'initiative de la fédération. Chacune devrait faire les plus puissants efforts pour arracher cette gloire à ses voisins et se l'approprier. Car cette œuvre sera la plus magnifique que l'histoire ait jamais enregistrée dans ses annales, et la nation qui l'aura accomplie en retirera des avantages incommensurables.

Par malheur, les hommes qui dirigent aujourd'hui les destinées des nations sont complètement aveugles. Loin de faire ce que devrait leur conseiller le patriotisme le plus élémentaire, ils font juste le contraire. Au lieu de rivaliser avec leurs voisins pour prendre l'initiative du désarmement, ils rivalisent à qui mieux mieux pour ne pas la prendre. Les uns n'en veulent pas parce qu'ils sont trop superbes, les autres parce qu'ils sont trop timides, mais tous trouvent les raisons les plus nombreuses et les plus fausses et les prétextes les plus misérables pour ne pas sortir des ornières de la routine, pour ne pas porter un coup de hache sacrilège à l'arche sainte des armements outranciers.

Il est difficile de prévoir d'une façon certaine quel

gouvernement prendra l'initiative de l'union. La seule chose que l'on puisse affirmer c'est qu'elle ne viendra ni des plus forts, ni des plus faibles, ni des vainqueurs de la veille, ni des vaincus, elle viendra du plus *clairvoyant*, de celui qui comprendra, avant les autres, la nature véritable des phénomènes sociaux. L'initiative partira du gouvernement qui le premier abandonnera les creuses abstractions métaphysiques de la diplomatie pour considérer l'intérêt réel, positif et concret des citoyens.

Parlons maintenant de chaque nation séparément.

Pour prendre sérieusement l'initiative de la fédération, il faut être profondément convaincu que le respect de l'indépendance des nations est la pierre angulaire du bonheur humain ; il faut être imprégné jusqu'aux os de cette vérité aussi banale que méconnue qu'en dehors de la justice il n'y a pas de salut.

Or, de toutes les grandes nations de l'Europe, celle où ces idées sont le moins répandues c'est, malheureusement, la patrie de l'auteur de ce livre : la Russie. Certes, nul ne peut dire ce que ce pays sera plus tard. Il est impossible qu'il reste éternellement dans une ignorance si profonde des bases mêmes de l'ordre social. Mais enfin, pour le moment, la Russie est le pays où l'appréciation de la haute valeur de la justice est la

plus faible qui existe dans une nation européenne. Je ne parle pas seulement du gouvernement qui opprime avec une dureté impitoyable les nationalités étrangères englobées dans le territoire de l'empire, je fais aussi allusion à la classe dirigeante qui montre un mépris du droit véritablement stupéfiant. L'idéal politique des Russes, même de ceux qui sont très libéraux et très humains, est une espèce de paternalisme débonnaire et mystique. Les classes dirigeantes en Russie ne comprennent pas encore qu'il n'y a aucune ressemblance entre la famille et l'État et que si la première peut être basée sur l'affection, le second ne peut être basé que sur le droit (1). L'esprit public russe flotte encore dans les nuages de l'incohérence. Il est actuellement le moins libéral de l'Europe. Il est donc peu probable que la Russie prenne l'initiative d'établir la justice internationale, elle qui a si peu le sentiment de la justice dans ses affaires intérieures.

L'Angleterre est précisément l'antipode de la Russie.

(1) Cela pour la raison la plus élémentaire. Les membres de la famille vivent généralement sous le même toit ; ils se voient les uns les autres. Dans ces circonstances l'affection peut se manifester et exercer ses effets. Mais, au sein de l'État, les rapports entre citoyens sont tout autres. C'est pourquoi l'État ne peut être basé que sur des normes juridiques.

La Grande-Bretagne, quant à son régime intérieur, est le pays où le sentiment de la justice est le plus développé. « Dieu et mon droit », telle est la devise du peuple Anglais. Depuis sept siècles les Anglais ont une compréhension aussi claire des phénomènes politiques qu'elle est obscure chez les Russes. Autant on plane dans les nuages sur les bords de la Néva, autant on marche sur un sol ferme aux bords de la Tamise. Je le répète, ce sont les deux pôles opposés.

Il semblerait que s'il y eut jamais une nation qualifiée pour établir la justice internationale ce serait celle chez qui la justice intérieure a atteint le plus haut degré de plénitude, un degré qui fait l'envie et l'admiration du monde entier.

Par malheur, l'Angleterre réserve le sentiment de la justice exclusivement pour ses citoyens. Ce pays présente le contraste le plus extrême qui se puisse observer. Autant il tient haut le drapeau du droit, quand il s'agit des siens, autant il viole et méprise le droit, quand il s'agit des étrangers, ou, pour m'exprimer d'une façon plus exacte, des collectivités étrangères. Jusque dans ces derniers temps, l'Angleterre a été admirable à l'égard des individus des autres nations qui venaient chercher l'hospitalité sur son sol. Mais il semble que, par une étroitesse d'esprit congénitale, l'Anglais est incapable

d'étendre aux collectivités ethniques, aux nations, ce qu'il considère comme absolument sacré vis-à-vis des individus.

La base de toute justice internationale est que les « peuples ont le droit imprescriptible de disposer d'eux mêmes et que l'autonomie de toute nation est inviolable ». Or jamais l'Angleterre n'a admis ce principe. Si elle était un pays semi-asiatique, comme la Russie, cela se comprendrait. Mais étant le pays le plus anciennement et le plus complètement libre de l'Europe, ce principe aurait dû constituer la base de son droit public. Or non seulement le droit à l'indépendance nationale n'a jamais été reconnu par l'Angleterre, mais, au contraire, elle vient de le violer récemment de la façon la plus éclatante par l'annexion du Transvaal et de la république de l'Orange. Et l'Angleterre ne reconnait même pas ce principe aux nations étrangères. Lorsque Lord Beaconsfield, au congrès de Berlin, fit replacer la Macédoine sous le joug ottoman pour faire pièce à la Russie, il ne se préoccupa pas un seul instant des vœux des Macédoniens (1). Il lui paraissait conforme à ses convenances personnelles ou à ce qu'il considérait comme

(1) J'entends ici par cette appellation générique les Grecs, les Roumains et les Bulgares qui peuplent cette province.

l'intérêt de son pays de replacer ces populations sous le gouvernement du Sultan. Il les replaça de cœur léger. Quant à leurs droits d'êtres humains, il ne s'en préoccupa en aucune façon. L'idée ne lui vint même pas de proposer un plébiscite.

Il est très facile de comprendre d'où découle le contraste singulier de liberté absolue et de despotisme sans limite que présente l'Angleterre. De son empire colonial. Les Anglais croient que s'ils faisaient du principe des nationalités la pierre angulaire de leur droit public, ils devraient abandonner immédiatement leurs possessions asiatiques et africaines.

Tout d'abord il faut dire que cela ne serait nullement la *Finis Britanniæ* comme on le croit sur les bords de la Tamise. L'Allemagne n'a pas eu de possessions extérieures jusqu'à une époque assez récente (1). Cela ne l'a pas empêchée d'être une des plus grandes nations de la terre tant au point de vue économique qu'intellec-

(1) Et celles qu'elle a maintenant sont purement nominales. Il y a seulement un Allemand par 560 kilomètres carrés dans les colonies africaines de l'empire. Dans l'Afrique Orientale, il y a seulement 85 planteurs, 128 négociants et 88 artisans. Les colonies allemandes ne sont pas une source de bénéfices économiques, puisque leur administration coûte une somme supérieure à leur commerce. Celui-ci s'élève à 6 026 000 marcs par an et les dépenses d'administration montent à 9 103 000 marcs.

tuel et politique. De même l'Angleterre resterait une très grande nation, même sans aucune possession coloniale.

Mais il y a une autre considération de beaucoup plus importante.

En dehors de ses colonies de peuplement (Canada et Australie), les possessions de l'Angleterre sont habitées ou par des tribus sauvages et barbares complètement inorganisées, ou par des populations relativement avancées, mais pas encore arrivées à la conscience nationale. L'Inde est dans ce dernier cas. Si brillante que soit sa civilisation, les liens les plus puissants qui groupent encore les habitants de ce pays sont d'un ordre inférieur : la caste, la religion. Il n'y a pas encore dans l'Asie anglaise de nationalités dans le sens complet de ce terme. Si les Anglais se retiraient de l'Inde, ce pays ne conquerrait nullement l'indépendance. Il ne serait pas régi alors par des représentants régulièrement nommés par le peuple, comme les députés Français qui feraient régner une stricte justice ou qui exécuteraient les programmes de leurs électeures. L'Inde serait régie par des dynasties de potentats souvent plus étrangers à leurs sujets que les fils d'Albion. Et, quoi qu'en disent certains Anglais eux-mêmes (1) je pense

(1) Voir W. Digby *Prosperous British India*. Londres Fisher Unwin 1901. L'auteur soutient que, de 1850, à 1901, le revenu

que les classes populaires aux Indes sont convaincues qu'elles seraient beaucoup plus spoliées par leurs princes indigènes que par les Anglais. La question nationale ne se pose pas encore en Asie et en Afrique.

Reste l'Irlande. Mais tout le monde comprend que si les Irlandais obtenaient une autonomie administrative aussi complète que celle de l'Australie et du Canada, ils ne désireraient en aucune façon former un Etat séparé et ne porteraient pas la moindre atteinte à l'intégrité de l'empire britannique.

On peut donc conclure que l'Angleterre pourrait tenir très haut le drapeau des nationalités sans perdre ses dominations asiatiques et africaines. Par malheur on comprend très mal cette vérité sur les bords de la Tamise et, à cause de cela, on empêche, dans une très forte mesure, le bonheur et la prospérité de l'Europe.

Quand on considère les progrès immenses de l'Angleterre, quand on songe que dans ce pays la liberté de la presse existe depuis 1696, on reste véritablement stupéfait de voir combien les idées sur la politique internationale y sont encore arriérées. Je n'en veux donner d'autre preuve que la convention d'arbitrage récemment conclue avec la France. On sait qu'elle se ramène aux

moyen de l'Hindou est tombé de 25 centimes par tête et par an à 9 centimes et demi.

formules les plus anodines, à la déclaration qu'on s'adressera au tribunal quand on ne voudra pas se combattre ! Or, d'après ce qui a transpiré dans les journaux, il paraît que, pour amener le gouvernement anglais à signer une convention aussi inoffensive, il a fallu de laborieuses négociations. Les jurisconsultes de la couronne ont été appelés à donner leur avis motivé. On voit combien l'esprit britannique est encore timoré et combien il lui est difficile de se dépêtrer des traditions anciennes. Car il ne faut pas être bien grand clerc pour comprendre que si *tous* les litiges, existant actuellement entre les deux grandes nations de l'occident, venaient à être décidés par un tribunal au détriment de l'Angleterre, celle-ci y perdrait moins qu'en faisant la guerre à la France seulement pendant une semaine.

Les plus grands hommes politiques et les plus célèbres publicistes de l'Angleterre ne peuvent pas encore se représenter que l'essence de l'État est de l'ordre *juridique* et non *anarchique* ; que l'objectif de l'Etat est le bonheur des citoyens et non pas uniquement l'appropriation des provinces d'autrui. Les Anglais ne conçoivent pas l'État autrement que comme un agent de prédation (1). Une autre infirmité étonnante de leur

(1) Les publicistes Anglais attribuent toujours aux autres pays des plans de conquêtes sans limites. Preuve qu'ils ne se repré-

esprit est de croire que la guerre peut *résoudre* les différends internationaux. Il ne se sont pas encore rendu compte que la justice seule a cette puissance. Autre chose véritablement étonnante : Chez ce peuple qui régit le quart de l'humanité, il n'a pas paru une seule théorie rationnelle sur la politique internationale. Celle que font les ministres anglais depuis plusieurs siècles est purement empirique, toute de boutades et sans la moindre ligne directrice.

L'Angleterre, étant la nation la plus libre du monde, serait plus qualifiée que tout autre pour prendre l'initiative de la fédération. Mais, étant donnée l'extraordinaire étroitesse d'esprit de ses hommes d'État, il y a malheureusement peu d'espoir qu'elle accomplisse cet acte magnifique.

Passons à l'Allemagne.

Ce pays, à l'heure actuelle, est le plus profondément divisé qui se puisse imaginer. Entre les idées des hobereaux, de la cour, des conservateurs, et même des libéraux, d'une part, et celle des socialistes, de l'autre, il y a un véritable abîme. Ce sont deux mondes opposés et contraires.

sentent pas un état social où la conquête serait considérée comme malfaisante.

Les partis de droite en Allemagne, loin de vouloir prendre l'initiative de la fédération, constituent précisément l'obstacle le plus puissant qui s'oppose à sa réalisation. Elle se fera malgré et contre les hobereaux prussiens et non par eux.

Deux nations ont surtout empêché, à leur heure, l'union de notre continent : la France, depuis 1793, jusqu'à 1815, et la Prusse, depuis 1864 jusqu'à 1871. La révolution française a commencé par une magnifique explosion d'esprit de justice. La constitution de 1791 répudiait solennellement la conquête. Par malheur, après le 10 août, la France tomba aux mains des Jacobins (1) dont Napoléon Ier réalisa la politique extérieure. Les brutalités révoltantes de ce « génie » firent reculer l'Europe de cent ans. Puis vint le tour de l'Allemagne. Elle aussi produisit son « génie » dans la personne du chancelier de fer, le dur Bismarck. De nouveau, toutes les idées de justice et d'union disparurent. Un certain assauvagissement se produisit en Europe. Il amena comme un petit moyen-âge qui, malheureusement, dure encore. Aussi longtemps que l'es-

(1) J'entends ici par ce mot, abusivement peut-être, mais peu importe, les hommes qui mettent la violence au dessus de la justice, ceux qui pratiquent le principe bismarckien : la force prime le droit.

prit bismarckien n'aura pas été vaincu en Allemagne, le gouvernement de ce pays ne fera pas un geste pour mettre fin à l'anarchie de l'Europe. Au contraire, il fera tout pour la maintenir.

L'esprit bismarckien subit un rude assaut par le fait des socialistes. La lutte homérique entre le moyen âge, représenté par les hoberaux, et les temps modernes, représentés par les disciples de Marx, se terminera sans aucun doute par le triomphe de ces derniers. Car, plus les hoberaux s'éloigneront de la vérité pour s'enfoncer dans l'erreur plus le parti socialiste recrutera d'adhérents. Mais la lutte sera longue. Le peuple allemand n'a conquis, jusqu'à présent, qu'une demi-liberté. Il ne peut pas imposer directement sa volonté à son gouvernement. Il faudra des efforts considérables pour établir le régime parlementaire. Aussi, à l'heure actuelle, les préoccupations des socialistes Allemands sont plutôt à l'intérieur. Ils jettent à peine quelques regards distraits sur les affaires étrangères (1). Mais, quand les socialistes auront triomphé en Allemagne, ce pays sera entièrement transformé. Qui sait s'il n'est pas dans la destinée du peuple

(1) Ce qui est profondément regrettable, soit dit par parenthèse, et très funeste aux intérêts de l'Europe.

Allemand, après avoir porté les blessures les plus cruelles à l'Europe par l'action de ses conservateurs, de contribuer à les guérir radicalement par l'action de ses socialistes.

Seulement comme l'Allemagne sera longtemps absorbée par ses luttes internes, il est probable que quelque autre nation pourra prendre, avant elle, l'initiative de la fédération.

Un mot maintenant sur les États-Unis d'Amérique.

Le rameau Anglo-Saxon (1), établi au-delà de l'Océan, ne ressemble plus guère à celui qui est resté en deça. Autant l'esprit anglais est conservateur, autant l'esprit américain est novateur. Dès que les Américains sautent sur une idée, ils lui donnent immédiatement l'ampleur la plus admirable. Ce qu'ils ont accompli dans le domaine économique montre ce qu'ils pourront accomplir dans le domaine politique. Jusqu'à présent, par malheur, les Américains ne se sont pas pénétrés de l'idée de faire l'union des peuples civilisés. C'est d'autant plus singulier que leur pays, ayant une organisation fédérale, offre pré-

(1) C'est une manière de parler, car les Américains sont une nation formée des races les plus diverses.

cisément le prototype de ce que devrait être l'Europe. Cependant quelques signes avant-coureurs semblent témoigner que les Américains commencent à s'élever aux conceptions de la politique mondiale. Les congrès pan-américains, réunis dans ces dernières années, démontrent qu'à Washington on ébauche déjà des projets d'union de l'Amérique entière, ce qui serait un pas gigantesque accompli vers les idées de justice. Par malheur et simultanément les États-Unis ont commencé à pratiquer la politique des conquêtes brutales dans toute son indignité.

Mais un revirement est facile dans cette vaste démocratie où les idées avancées font leur chemin plus vite que partout ailleurs. Certes les États-Unis pourraient donner les exemples les plus admirables et prendre les initiatives les plus heureuses (1). Cependant leur influence sur l'Europe sera toujours un peu indirecte, plus morale que politique. L'Europe a plusieurs graves blessures internes à guérir pour revenir à la santé. Les États-Unis ne sont pas directement mêlés à ces af-

(1) C'est ce qui est déjà arrivé. On sait que c'est grâce au président Roosevelt que la cour d'arbitrage de La Haye a commencé à fonctionner. La diplomatie routinière de l'Europe exerçait autour d'elle comme un boycotage moral.

faires et peuvent difficilement nous tirer de notre infortune.

Il ne reste à parler que des deux grandes nations latines : la France et l'Italie.

Je n'hésite pas à le dire : c'est sur elles qu'on peut baser les plus grandes espérances. Il n'est pas impossible qu'une noble émulation s'établisse entre Rome et Paris pour prendre l'initiative de l'union fédérale.

L'Italie est la seule nation moderne dont le droit public soit fondé sur le principe des nationalités. A sa Chambre des Députés, au palais de Monte-Citorio, sur le mur qui fait face aux sièges des députés, sont inscrits, en grandes lettres d'or, les résultats des plébiscites par lesquels s'est constitué le royaume. Ces inscriptions, les seules de ce genre qui existent dans le monde entier, marquent une date importante de l'histoire de l'Europe : la fin de la force brutale et l'avènement du droit dans la formation de l'État. Puisque l'Italie s'est fondée par le principe des nationalités, elle peut en élever le drapeau de préférence à toute autre nation.

Mais, pourra-t-on dire, l'Italie a un désavantage sur la France ; elle est une monarchie. Cela n'est nullement un obstacle. Un souverain peut être parfaitement anti-militariste. Non seulement il le peut, mais je dirai plus, il le *doit* dans son propre intérêt et dans celui de

sa dynastie. En effet, si les souverains déclarent vouloir maintenir éternellement l'anarchie internationale, c'est comme s'ils déclaraient vouloir maintenir éternellement leurs sujets dans la misère et le malheur. Faire une déclaration de ce genre serait porter le coup le plus terrible au principe monarchique. Aucun souverain ne se résoudra à commettre cette lourde faute.

Le fait donc que l'Italie a un roi ne l'empêche nullement de prendre l'initiative de la fédération. En dehors de l'intérêt général, (désarmement, donc prospérité économique) elle y a encore un intérêt particulier. Si le principe des nationalités triomphait complètement, l'*Italia irredenta* viendrait se joindre à la mère-patrie.

Cependant, malgré les avantages de l'Italie, je pense, malgré tout, que l'initiative viendra de la France.

Ce pays est, à l'heure actuelle, le plus avancé de notre continent, celui qui s'est le plus dégagé des liens et des routines médiévales. La France est devenue, la première, une vaste démocratie. L'idée que l'activité de l'État a pour but unique la prospérité des masses populaires y est fort répandue. Les socialistes allemands sont sans doute admirables. Mais, pour imposer leur volonté, ils doivent modifier, jusque dans ses fondements, la constitution de leur patrie. En France rien de pareil. Aux prochaines élections générales, si le

peuple Français le voulait, il élirait des députés favorables à la fédération et immédiatement le gouvernement serait obligé de faire des démarches en sa faveur par voie diplomatique. Ceux qui ont visité la France dans ces dernières années ont pu constater que les idées pacifiques y font des progrès énormes, plus grands que dans tous les autres pays de l'Europe, plus grands que les pacifistes les plus optimistes n'auraient osé l'espérer.

Ainsi donc, au point de vue des idées, la France est la nation la plus qualifiée pour faire sortir l'Europe des ornières antiques et pour l'orienter vers la civilisation moderne.

En prenant l'initiative de la fédération, elle aurait la gloire d'inaugurer une nouvelle période de *Dei gesta per Francos*, mais d'une nature entièrement différente de l'ancienne. Au lieu d'expéditions guerrières semant les ruines, la misère et la mort, la France aurait contribué à semer partout la prospérité, le bonheur et la vie.

C'est fort probablement sur les bords du Tibre ou de la Seine qu'on comprendra, plus tôt que partout ailleurs, en quoi consiste la *vraie* grandeur de la patrie. On y comprendra qu'elle ne se mesure ni aux kilomètres de territoire, ni au nombre des hommes gou-

vernés, ni aux triomphes obtenus sur les champs de bataille. Tous ces termes d'appréciation sont faux. Non, la *vraie* grandeur de la patrie doit être comprise dans un sens réaliste, concret, qui touche chaque individu à chaque moment de sa vie. La *vraie* grandeur d'une nation est en raison directe de la somme de bonheur qu'elle distribue à ses membres et qu'elle répand sur les sociétés voisines. La grandeur, en d'autres termes, est en raison directe de l'intensité de la vie. Comme c'est l'association qui assure précisément le maximum de cette intensité, on peut conclure que la nation, ayant le plus contribué à former l'association générale de l'humanité, arrivera au point culminant de la grandeur.

Comme l'Allemagne a ses hobereaux, la France a ses nationalistes. Ceux-ci sont pleins de défiance. Ils considèrent tout partisan de l'entente internationale comme un « sans patrie » qui veut désarmer la France pendant que le reste de l'Europe conserve avec un soin jaloux l'appareil militaire le plus formidable. Est-il nécessaire de dire que ces allégations sont aussi fausses que calomnieuses? Jamais, au grand jamais, aucun pacifiste n'a conseillé à la France ni de se priver de ses moyens d'action ni d'abandonner la moindre de ses revendications légitimes pour faire le bonheur de

l'humanité. Et cela pour la plus élémentaire de toutes les raisons. L'affaiblissement de la France pourrait donner libre carrière à des appétits de conquête qui sont loin, hélas, d'avoir complètement disparu en Europe. D'ailleurs la proposition serait même contradictoire, puisque le bonheur de l'humanité n'est possible que par le bonheur de *toutes* les nations dont elle est composée. Non, ce que les pacifistes veulent, ce n'est pas l'affaiblissement de la France, c'est, au contraire, sa sécurité absolue. A l'heure actuelle, en maintenant sous les drapeaux une armée formidable, la France jouit d'une sécurité fort précaire. En effet, une guerre peut éclater à chaque instant et si, par cruel malheur, la France venait à subir une nouvelle défaite, elle pourrait encore perdre la Lorraine et la Champagne après l'Alsace. Mais si la France parvenait à faire la fédération, en entretenant seulement une gendarmerie pour l'ordre intérieur, elle pourrait jouir d'une sécurité complète et ne plus risquer de perdre le moindre lambeau de son territoire.

L'union faite d'un commun accord amènera un désarmement *simultané* des puissances. Elle placera les États européens dans une situation analogue à celle des 45 républiques qui forment la fédération de l'Amérique du Nord.

Parlons maintenant d'une autre objection très grave que font les nationalistes : l'Alsace-Lorraine.

« Si nous faisons un arrangement avec l'Allemagne qui lui garantisse son territoire, nous renonçons, par cela même à nos anciennes provinces. La France peut subir le traité de Francfort, jusqu'à nouvel ordre, mais franchement on ne peut pas lui demander de le confirmer. »

Cette objection met en présence deux formules contraires dont on a beaucoup parlé dans ces derniers temps : « la paix par le droit » et « le droit par la paix. »

Les partisans de la première formule disent : « Que l'Allemagne respecte la justice ; qu'elle laisse faire un plébiscite en Alsace-Lorraine, qu'elle accepte la décision des populations, quelle qu'elle soit. Alors, nous Français, nous consentirons à contracter une union fédérale avec elle, mais pas avant. »

Les partisans du « droit par la paix » disent : « Renonçons une fois pour toute à nous arracher des provinces par la guerre et la violence. Quand la sécurité absolue sera établie, au bout d'un certain nombre d'années, les idées se modifieront complètement. Les questions de frontières perdront l'acuité qu'on leur attribue de nos jours. Alors, on trouvera

tout naturel de se conformer aux vœux des populations et un plébiscite en Alsace-Lorraine sera très facilement accepté. Etablissons l'union, nous assurerons le triomphe du droit. »

Il est facile de démontrer que, de ces deux formules, la dernière, seule, est rationnelle et peut seule amener le résultat désiré ; la première formule est contradictoire.

Les Allemands ont violé le droit des Français. Ces derniers n'ont qu'une alternative : rester en paix ou déclarer la guerre.

Aussi longtemps que les Français n'entrent pas en campagne, ils se rallient consciemment ou inconsciemment à la formule du droit par la paix. En effet, par cela seul que les Français ne font pas la guerre, il ne s'ensuit pas qu'ils ne désirent pas le plébiscite en Alsace-Lorraine et qu'ils ne le considèrent pas comme la solution la plus convenable. Or, quand on préfère un procédé à un autre, on reconnaît *eo ipso* comme meilleur celui que l'on a choisi.

Mais si les Français déclarent la guerre, ils tombent immédiatement dans une contradiction manifeste. En effet, aussi longtemps que les Allemands considèrent que l'Alsace-Lorraine leur appartient de droit, leur arracher cette province c'est leur faire violence.

Alors on aura une Allemagne qui se croira lésée et une France qui croira avoir rétabli son droit. On peut recommencer cette permutation un nombre illimité de fois sans bouger de place, c'est-à-dire sans réconcilier la France et l'Allemagne. A ce compte, à quoi bon entreprendre une nouvelle guerre qui laissera les choses exactement dans la situation ancienne (1). Il y a tout avantage à en faire l'économie. La question de l'Alsace-Lorraine ne sera résolue que le jour où les Allemands admettront que « les peuples ont le droit inaliénable de disposer d'eux-mêmes. » Mais il est clair que la majorité de l'opinion publique (2) et le gouvernement, en Allemagne, se rallieront plus vite à cette opinion dans la période de la sécurité absolue que dans la période de l'anarchie. Cela pour cette simple raison, qu'à l'époque de la sécurité, l'inviolabilité des droits des Allemands sera aussi reconnue par les autres nations.

(1) Je ne parle déjà plus d'une considération encore plus importante. La France, ayant entrepris la guerre pour se faire justice, peut malheureusement être vaincue et subir une injustice plus grande encore. Quand deux duellistes vont sur le terrain, le vainqueur, hélas, n'est pas toujours celui qui a le bon droit de son côté.

(2) Car une minorité qui dépasse le tiers de la nation allemande est déjà acquise à ce principe.

Si la fédération de l'Europe impliquait pour la France le renoncement complet et définitif à l'Alsace-Lorraine, les nationalistes auraient raison. Mais la fédération signifie seulement le renoncement à la tentative de la récupérer par la force des armes, ce qui est complètement différent. Il y a de bien plus grandes probabilités que la réunion des Alsaciens à leur patrie s'opère par les moyens juridiques, c'est-à-dire par la fédération, que par les moyens militaristes, c'est-à-dire par l'anarchie. Dans l'état d'anarchie, nul ne peut prévoir à quel moment se présentera pour la France l'occasion d'attaquer l'Allemagne avec des chances de succès. Mais dans la période fédérale, le progrès des idées de droit sera d'autant plus rapide que la fédération elle-même en aura fait sentir davantage l'inestimable valeur (1).

On le voit donc, la France n'a besoin de renoncer à aucune de ses justes revendications pour prendre l'initiative de la fédération européenne. Actuellement, la France n'a ni l'Alsace-Lorraine ni l'immense bien-

(1) Je ne veux pas entrer ici dans de plus grands développements sur cette grave question. Je lui ai consacré deux articles, publiés dans la *Revue* du 1er et du 15 mai 1903 dont on a fait un tirage à part.

être que donnerait l'union des nations civilisées. En admettant même que celle-ci ne contribue pas à faire restituer à la France ses provinces perdues, elle lui fera acquérir, au moins, la prospérité sociale. Puisque la France n'a rien à perdre et tout à gagner en prenant l'initiative de la fédération, ses amis sincères et ses admirateurs souhaitent ardemment lui voir ajouter cette gloire à celles qu'elle possède déjà. Les regards de l'Europe sont tournés vers elle et on attend du grand pays qui a proclamé les droits de l'homme, qu'il proclame aussi le droit des nations. En le faisant, la France inaugurera les temps nouveaux. Elle contribuera à établir sur la terre un état de choses qui réalisera la plus grande somme de bonheur ou, en d'autres termes, qui résoudra la question sociale.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

—

LIVRE PREMIER

La guerre phénomène de pathologie sociale

LIVRE II

L'association état normal de l'espèce humaine

SAINT-AMAND, CHER. — IMPRIMERIE BUSSIÈRE

